



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

PROCES-VERBAL



Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance ordinaire du mardi 30 novembre 2021
- Salle du Conseil**

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 30 novembre 2021

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 21 septembre 2021

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

1. Finances - Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) 2021-2026 - Approbation
2. Ville fraternelle et solidaire - Bilan des Etats Généraux de la Solidarité - Lutte contre la précarité alimentaire - Mesures d'action - Approbation
3. Ville fraternelle et solidaire - Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR) entre la Préfecture, la Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés (DIAIR) et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
4. Ville fraternelle et solidaire - Développement de l'habitat intercalaire en faveur de personnes en difficulté - Convention d'occupation temporaire - Approbation - Autorisation de signature
5. Ville fraternelle et solidaire - Hôtel de Ville solidaire - Dispositif pour les fêtes de fin d'année 2021 - Conventions de mise à disposition de salle à titre gratuit - Approbation
6. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Attractivité et dynamisation du centre-ville pour les fêtes de fin d'année - Attribution de subvention au Comité Plein Centre Montpellier Commerce - Approbation - Autorisation de signature
7. Protection de la population et tranquillité publique - Prise en charge par la Ville de Montpellier des engins motorisés saisis dans le cadre des rodéos motorisés - Délégation de Service Public - Fourrière automobile - Avenant n°5 - Protocole d'intervention - Approbation - Autorisation de signature
8. Protection de la population et tranquillité publique - Enquête "Sécurité et cadre de Vie à Montpellier" - Convention entre la Ville de Montpellier et l'Université de Montpellier Unité Mixte de Recherche Dynamiques du Droit - Approbation - Autorisation de signature
9. Hors Délégation - Organisme Foncier Solidaire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation des administrateurs SERM et ACM à prendre part à la validation des statuts - Approbation
10. Ville fraternelle et solidaire - Actions de lutte contre la précarité énergétique dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, Enedis, ACM Habitat, les Compagnons Bâisseurs et Octopus Expression - Autorisation de signature

11. Santé - Convention de partenariat avec la Ligue contre le Cancer relative au déploiement d'Espaces sans tabac - Approbation - Autorisation de signature
12. Egalité et droits des femmes - Création d'un observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier - Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III - Approbation
13. Egalité et droits des femmes - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Droits des femmes et Lutte contre les discriminations" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
14. Santé - Attribution de subventions aux associations dans la cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
15. Relations internationales - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
16. Ville fraternelle et solidaire - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
17. Ville sportive - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville Sportive" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
18. Emploi et création d'entreprises - Attribution des subventions dans la cadre de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
19. Accessibilité universelle - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
20. Vie associative et Maisons pour Tous - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie Associative" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
21. Ville éducative et réussite scolaire - Cité Éducative Mosson Montpellier - Plan d'actions 2021 - Attribution de subventions complémentaires - Approbation
22. Petite enfance et enfant dans la Ville - Convention d'objectifs et de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault - Avenant n°1 au Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2019-2022 - Autorisation de signature
23. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des dimanches de l'année 2022 - Avis du Conseil municipal
24. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation
25. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Montpellier Grand Cœur - Prorogation du programme de travaux de restauration immobilière sur le secteur « Faubourg du Courreau » déclaré d'utilité publique - Approbation
26. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions - Approbation
27. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Extension complémentaire du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux sur le cours Gambetta - Approbation
28. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Cité Astruc - Terrain de football rue des Coronilles - Acquisition de la parcelle cadastrée KR 567p pour 185 m² appartenant à ACM Habitat - Approbation

29. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Beausoleil - Demande d'agrément de candidature - ACM habitat - Lot7 - Approbation
30. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Acquisition de la parcelle cadastrée OL n° 52 - Avenue du Marché Gare / rue du Mas Saint Pierre - Approbation
31. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Acquisition de la parcelle cadastrée OL n° 76p - Stade Jean Scialo - Rue du Mas Saint Pierre - Approbation
32. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Mas des Moulins - Quartier Hôpitaux Facultés - Suppression de la ZAC - Approbation
33. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Tramway - Extension Ligne 1 - Déclaration d'Utilité Publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis du Conseil municipal
34. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat pour la création de jardins partagés sur son domaine foncier - Autorisation signature
35. Patrimoine historique - Demande de classement au titre des monuments historiques de l'orgue de l'église Saint-Mathieu - Approbation
36. Culture et culture scientifique - Centenaire Brassens - Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole - Prise en charge de frais - Approbation
37. Culture et culture scientifique - Théâtre Jean-Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat 2021-2023 avec le lycée Jules-Guesde dans le cadre d'un atelier théâtre - Avenant pour l'année scolaire 2021-2022 - Approbation - Autorisation de signature
38. Culture et culture scientifique - Convention de gestion de la bibliothèque Paul Langevin entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
39. Culture et culture scientifique - Attributions de subventions et annulation d'une subvention dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature
40. Ville sportive - Convention de mise à disposition d'un local associatif au Montpellier Basket Mosson - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature
41. Ville sportive - Conventions relatives à l'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2021-2022 - Attribution de subvention en nature - Approbation - Autorisation de signature
42. Ville sportive - Activités de Gymnastique et de Randonnée - Convention de service à titre gratuit entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale - Saison sportive 2021-2022 - Subvention en nature - Approbation
43. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Jardin de la Reine - Convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature
44. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Hôtel de Varennes - Convention d'occupation temporaire du domaine public au profit de l'Office de Tourisme Métropolitain - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature

45. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Hôtel de Ville - Convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature
46. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Mise à disposition de logements à vocation sociale - Logement sis 16 rue Tour de l'Église propriété de la Ville de Montpellier - Remise gracieuse de la dette contractée par le locataire - Approbation
47. Finances - Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Approbation
48. Finances - Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montants 2021 - Approbation
49. Finances - Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 5 octobre 2021 - Approbation
50. Finances - Attributions de compensations 2021 définitives suite à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 5 octobre 2021 - Approbation
51. Finances - Locations saisonnières - Institution d'une procédure d'enregistrement des déclarations préalables prévues à l'article L.324-1-1 du Code du tourisme - Approbation
52. Finances - Renouvellement des garanties d'emprunts de la Commune de Montpellier à la SA Un Toit Pour Tous - Approbation
53. Ressources humaines et dialogue social - Modification des modalités de rémunération des assistantes maternelles - Approbation
54. Ressources humaines et dialogue social - Police Municipale - Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique - Mise en œuvre d'une astreinte au sein de la brigade de nuit - Approbation
55. Ressources humaines et dialogue social - Convention de groupement de commandes permanent relatif aux prestations en direction des agents dans le cadre de la prévention et de la santé au travail, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier - Approbation
56. Ressources humaines et dialogue social - Mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier - Autorisation de signature
57. Hors Délégation - Cession à titre gratuit à la Halle Tropisme de matériel scénographique utilisé sur le festival Afrika Montpellier du 5 au 10 octobre 2021 - Approbation
58. Relations internationales - Mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire à Glasgow pour sa participation à la 26ème conférence des parties (COP) signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques - Approbation
59. Hors Délégation - Représentations du Conseil municipal - Désignations - Approbation
60. Petite enfance et enfant dans la Ville - Délégation de service public - Crèche Henri Salvador - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen
61. Petite enfance et enfant dans la Ville - Délégation de service public - Crèche Joséphine Baker - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen
62. Protection de la population et tranquillité publique - Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen
63. Protection de la population et tranquillité publique - Délégation de Service Public Stationnement Payant sur Voirie - Rapport annuel du délégataire de l'exercice 2020 - Rapport 2020 sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) - Examen

64. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n° 10 au contrat de concession d'aménagement - Approbation - Autorisation de signature
65. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Concession Grand Cœur (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Année 2020 - Avenant n°20 au traité de concession d'aménagement - Avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie - Autorisation de signature
66. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Concession d'Aménagement du quartier de la Cité Créative - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°10 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation
67. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Opération de renouvellement urbain Hauts de Croix d'Argent - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature
68. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Coteau - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°2 - Approbation
69. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Grisettes - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation
70. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Malbosc - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation
71. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°10 - Approbation - Autorisation de signature
72. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Concession d'Aménagement Ovalie - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation
73. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Petit Bard - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°13 à la concession - Avenant n°9 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature
74. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Concession d'aménagement Ville de Montpellier / Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature
75. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Jardins de la Lironde - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation
76. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°13 - Approbation - Autorisation de signature
77. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation
78. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation

79. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne
- République - Concession d'aménagement Ville de Montpellier et Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature
80. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne
- Rive gauche - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Approbation
81. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°5 - Approbation
- Autorisation de signature



Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du mardi 30 novembre 2021

Procès-verbal

Convoqué le 24 novembre 2021, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mardi 30 novembre 2021 à 9 heures, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absent / Excusé :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

Secrétaire de séance :

Clara GIMENEZ.

Diffusion de la Marseillaise.

Monsieur le Maire : Chers collègues, bonjour à tous. Je donne la parole à Madame GIMENEZ, que je remercie, pour faire l'appel de ce Conseil municipal.

Clara GIEMENEZ procède à l'appel.

Monsieur le Maire : L'appel est clos. Nous avons le quorum. Nous pouvons délibérer.

Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire déclare la séance ouverte.

Monsieur le Maire : Juste une information au vu de l'actualité – ça a été communiqué mais je veux le rappeler – liée à la crise de la Covid-19 et à la cinquième vague : nous rouvrirons le 6 décembre la salle des rencontres comme centre de vaccination, ce sera assuré par les pompiers. Toutes les manifestations qui avaient été prévues vont être décalées pour les associations en différents points. Donc ça va permettre d'ouvrir beaucoup, beaucoup de rendez-vous pour la troisième dose ou pour les personnes qui n'avaient pas encore été vaccinées.

Nous faisons le choix d'annuler le repas des aînés, parce qu'au Zénith ça peut être très dangereux. En tout cas, ça peut poser des soucis et devenir un cluster. On va voir un peu avec les autorités préfectorales et de santé pour les vœux, les modalités selon lesquelles nous pouvons les tenir, car évidemment il faudra agir en responsabilité. Je sais que ce n'est pas simple. Ce sont des moments de convivialité, de partage, mais il faut faire ainsi.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 30 novembre 2021

Monsieur le Maire : Je propose d'examiner l'ordre du jour, d'adopter l'ordre du jour qui comporte 81 affaires. Une affaire vous a été posée sur table, qui est une nouvelle version de la délibération n° 5. Est-ce qu'il y a une demande de prise de parole ? Des refus de vote ? Des abstentions ? Des oppositions ? Adopté.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 53

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 21 septembre 2021

Monsieur le Maire : Procès-verbal du 21 septembre. Est-ce qu'il y a des modifications souhaitées ? Pas de modifications ? De remarques ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adopté.

Le procès-verbal de la séance du 21 septembre 2021 est adopté à l'unanimité.

Pour : 53

Application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales

Mme S. JANNIN et Mme R. TIKOUK entrent en séance.

Monsieur le Maire : Synthèse des décisions. Oui, Madame DOULAIN, bien sûr.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, bonjour. Juste pour vous dire : j'ai l'habitude de lire la synthèse des décisions avec attention – vous le savez – et pour l'instant – enfin à ma connaissance – il n'y avait rien qui mentionnait l'installation de « *rochers anti-SDF* » dans cette synthèse des décisions. Je voulais savoir du coup combien avait coûté ce que vous, vous appelez un « *enrochement* » ? Et aussi si vous vous engagez aujourd'hui à retirer ceux qui sont encore présents ? Et si vous vous engagez à ce que plus aucun argent du contribuable montpelliérain ne soit mis sur ce type de mobilier anti-SDF ? Merci pour vos précisions.

Monsieur le Maire : Merci, Madame DOULAIN. Comme je sais que vous allez intervenir beaucoup sur ce sujet, on traitera ça dans le cadre de l'ordre du jour.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

1. Finances - Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) 2021-2026 - Approbation

Mmes C. MANTION et A. YAGUE (avec le pouvoir de Mme P. MIRALLES), MM. C. ASSAF, M. CALVO, R-Y. CHARTIER (avec le pouvoir de Mme H. EMAD) et M. MAJDOUL entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 1. Monsieur ASLANIAN, sur la Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI). Présentation et ensuite débat.

Michel ASLANIAN : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues.

Mes chers collègues, pour la première fois, la Ville de Montpellier formalise ses investissements sur la durée du mandat sous la forme d'une programmation pluriannuelle d'investissement. Cette PPI regroupe ainsi tous les investissements de la Ville, financés entre 2021 et 2026. Elle traduit les objectifs de la mandature pour une Ville solidaire, écologique, innovante, en finançant des politiques ambitieuses, pour redonner la priorité aux écoles et aux enfants, apaiser la Ville dans un urbanisme durable, construire la « *Ville-parc* », permettre l'épanouissement de chacun, bâtir une Ville plus proche et plus solidaire, et garantir à chacune et à chacun une Ville qui les protège. La PPI sera pilotée en continu de manière à veiller au respect de l'enveloppe allouée à chaque projet, comme aux équilibres budgétaires de la Collectivité. Chaque année, nous ferons le point.

Avec, nous allons le voir, un total de 1 milliard d'euros, cette programmation traduit un volontarisme sans précédent, permis par des intérêts d'emprunt au plus bas, dans un contexte de crise sanitaire et économique où l'investissement public est indispensable à la relance du territoire et à la protection des plus faibles. Nous l'avons bâtie selon une équation financière rigoureuse et responsable, avec une garantie sur la fiscalité des ménages, un recours maîtrisé à la dette et une optimisation des recettes et des dépenses de fonctionnement. C'est une programmation volontariste au soutien de la relance et de l'activité du territoire.

Vous voyez la différence entre notre objectif et les mandats précédents : nous avons pratiquement doublé notre politique d'investissement par rapport à la période 2015-2020. C'est du jamais vu à la Ville de Montpellier !

Grande priorité du mandat, nous l'avons suffisamment répété : les écoles et les enfants. 371 millions d'euros seront investis. Nous allons dans un premier temps le partager en deux grandes parties : investir pour l'avenir. Nous allons dépenser 95 millions d'euros pour l'ouverture de 7 nouvelles

écoles, 16 millions d'euros pour répondre à l'objectif des 300 nouvelles places en crèche, et 40 millions d'euros pour une nouvelle proposition de restauration scolaire avec la Cité de l'alimentation. Mais nous avons un devoir aussi de revaloriser l'École de la République. Nous allons donc investir 62 millions d'euros sur la durée du mandat pour entretenir, embellir et améliorer nos écoles, 37 millions d'euros pour la réhabilitation et la reconstruction de 4 établissements prioritaires, 47 millions d'euros pour la rénovation thermique et la transition écologique du patrimoine scolaire sous la mandature, 12 millions d'euros pour la création de 19 selfs permettant aux enfants d'être acteurs de leurs repas, 22 millions d'euros pour la végétalisation des cours, 5 millions d'euros pour l'équipement numérique de toutes les écoles. C'est un plan absolument gigantesque et indispensable par rapport à notre priorité.

Deuxième grand axe : 292 millions d'euros pour une Ville apaisée et durable. Nous avons pour objectif de rééquilibrer la Ville, pour ce faire, nous mettons 40 millions d'euros pour la politique foncière de la Collectivité, 19 millions d'euros pour la participation au renouvellement des quartiers prioritaires Mosson et Cévennes, et 4 millions d'euros pour l'aménagement commercial. Nous allons aussi accompagner son développement, en mettant 25 millions d'euros pour la qualité des espaces publics dans tous les quartiers. Et enfin, nous souhaitons apaiser la Ville : nous investirons 100 millions d'euros de fonds de concours exceptionnels versés à la Métropole pour l'aménagement des espaces publics comme la Comédie et la ligne 5, 31 millions d'euros de fonds de concours voirie à la Métropole, et 23 millions d'euros pour l'accessibilité des équipements publics. Pour mémoire, à la Métropole, nous investissons 1 milliard d'euros pour le développement des mobilités douces et alternatives à l'autosolisme.

Troisième grande partie : 110 millions d'euros pour une Ville plus verte, plus résiliente. Nous voulons faire de Montpellier une Ville exemplaire. Nous investirons 8 millions d'euros pour décarboner les véhicules municipaux, 4 millions d'euros pour l'installation de bornes de rechargement pour les véhicules électriques et 10 millions d'euros pour la rénovation des équipements thermiques des bâtiments municipaux.

Enfin, grand projet : faire de Montpellier une « *Ville-parc* ». Nous investirons 35 millions d'euros pour le grand parc Lunaret-La-Valette-Montmaur, dans lequel s'intégrera le centre de soins pour la faune sauvage, 18 millions d'euros pour valoriser nos espaces verts, 3 millions d'euros pour planter les 50 000 arbres, la création de parcelles, de jardins partagés et de vergers patrimoniaux, et enfin 3 millions d'euros, et c'est important, pour la rénovation et la création d'aires de jeux inclusives.

Pour l'épanouissement de chacun, nous investirons 105 millions d'euros. Nous commencerons par un grand plan de rénovation pour le sport de proximité, 6 millions d'euros pour la rénovation des installations sportives de proximité, et 5 millions d'euros pour la réfection des plateaux sportifs et le remplacement de terrains synthétiques dans les quartiers. Mais à Montpellier nous avons un territoire exceptionnel, un patrimoine exceptionnel que nous devons entretenir. Nous mettrons 15 millions d'euros pour la valorisation patrimoniale du cœur de Ville, 5 millions d'euros pour la rénovation du domaine de Méric, 5 millions d'euros pour la rénovation du Jardin des plantes, 6 millions d'euros pour la restauration et la mise en valeur du Peyrou, et 4 millions d'euros pour la restauration du Mikvé. Enfin, Montpellier est une Ville associative, et nous continuerons notre appui à sa vitalité en mettant 6 millions d'euros en soutien aux investissements des associations sportives et culturelles.

Mais Montpellier est une Ville solidaire. Elle le sera de plus en plus, puisque nous allons investir 70 millions d'euros pour faire une Ville plus proche de ses habitants. 16 millions d'euros seront investis pour la modernisation informatique de l'administration et des relations aux usagers, 13 millions d'euros pour rénover et améliorer les conditions d'accueil dans les 14 Maisons pour Tous,

11 millions d'euros de crédits participatifs dans les quartiers et 2,5 millions d'euros pour moderniser les lieux d'action sociale (locaux associatifs, clubs d'âge d'or). Pour mémoire, le Centre communal d'action sociale (CCAS) investit 21 millions d'euros sur quatre ans pour la restauration, l'amélioration thermique et l'extension de ses 5 Établissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD). En résumé, nous multiplions par trois sur six ans par rapport à ce qui a été fait, notre budget sur les actions sociales et les Maisons pour Tous.

Enfin, la sécurité n'est pas oubliée : Montpellier est une Ville qui doit protéger ses habitants. Nous investirons 34 millions d'euros dans la sécurité pour tous et partout. 25 millions d'euros seront consacrés à la création d'un hôtel des sécurités et l'acquisition de 7 postes de commandement mobiles, 3 millions d'euros seront consacrés à la vidéoprotection urbaine, 4 millions d'euros pour la modernisation des locaux de sécurité, 1 million d'euros pour moderniser les matériels d'hygiène et de sécurité. C'est un budget sécurité multiplié par trois sur six ans par rapport à ce qui se faisait avant.

Voilà Monsieur le Maire, chers collègues, en résumé la PPI de la Ville de Montpellier sur la durée du mandat.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, cher Michel ASLANIAN, en votre qualité d'Adjoint au Maire en charge des finances. Nous avons livré cet exercice à la Métropole, nous livrons le même à la Ville de Montpellier. C'est une stratégie à l'horizon 2026 sur le plan budgétaire. Vous en avez présenté les grands axes. Bien sûr, c'est le principe d'annualité budgétaire qui l'emportera, mais ça donne les grandes lignes directrices et ça permet d'ouvrir, avec l'ensemble de nos collègues, un débat. Qui souhaite prendre la parole ? Monsieur JAWHARI, Madame DOULAIN, Monsieur JOUAULT, Monsieur LÉVITA. Allez-y, Monsieur JAWHARI.

Salim JAWHARI : Monsieur le Maire, par ces temps troubles, où le débat public est aussi trouble, vous avez eu le courage d'affirmer que vous étiez gaulliste. Vous avez aussi précisé que « *Monsieur Jean CASTEX serait l'un des meilleurs Premiers ministres que la V^e République a connus* ». Monsieur le Maire, je suis d'accord avec vous, à moitié : il y a aussi l'ancien Premier ministre, Monsieur Édouard PHILIPPE, qui a aussi bien piloté le navire lors de la tempête sanitaire et sociale que notre pays a connue, ce qui a permis, avec les mesures qui ont été prises, que l'économie et nos entreprises ne sombrent pas.

Lors de la visite du Premier ministre Jean CASTEX, celui-ci a ramené dans son panier de la mariée 250 millions d'euros pour le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier, qui font partie des 1,6 milliards d'euros qui sont prévus par le Ségur de la santé pour l'Occitanie. Nous avons aussi eu une promesse de 50 policiers à l'horizon 2022, et le financement du Contournement Ouest de Montpellier (COM) – que vous appelez de vos vœux, vous et votre majorité – qui sera adossé à la concession d'Autoroutes du Sud de la France – avec un travail acharné du sénateur Jean-Pierre GRAND.

Force est de constater qu'aujourd'hui, sous la présidence d'Emmanuel MACRON, les collectivités sont bien servies : je rappelle que 200 millions d'euros ont été prévus pour la ligne de métro de Toulouse, 100 millions d'euros pour la ligne de tramway de la Métropole Européenne de Lille, 40 millions d'euros pour Brest, Caen, et nous, Montpellier, 20 millions d'euros pour le bus à haut niveau de service. 1 milliard ont été mis sur la table pour la Ville de Marseille. Moi, je constate que le Gouvernement répond proportionnellement aux demandes qui sont faites par les collectivités. Aujourd'hui, je vous demande – et on vous demande – d'intensifier votre travail de représentation de la Ville, car notre Collectivité mérite un peu plus en termes d'aide, même si ce qui a été donné n'est pas mal.

Pour revenir sur cette PPI, j'ai écouté avec attention la présentation de Monsieur ASLANIAN, et les 6 slides qui ont défilé. Je trouve que la sécurité est le parent pauvre de cette PPI. Effectivement, elle arrive en dernier, avec 34 millions d'euros. Même si on dit que « *comparaison n'est pas raison* », lorsque j'ai regardé la PPI de Toulouse : 73 millions d'euros ont été prévus. Je ne pense pas que la Ville de Montpellier soit moins sécurisée que la Ville de Toulouse. Il y a eu de grands blocs qui ont été présentés sans détails particuliers, mais je comprends que ce sont les grands axes que vous allez nous présenter.

Bien évidemment, nous allons voter pour cette PPI et nous vous encourageons à intensifier les investissements et nous veillerons à la bonne mise en œuvre et à ce que les finances de la Collectivité ne soient pas alourdies par ces investissements. Merci de votre attention.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur JAWHARI. Madame DOULAIN. Et après, Monsieur JOUAULT, Monsieur LÉVITA, Monsieur MARTIN et Madame FRÊCHE.

Alenka DOULAIN : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Déjà, merci pour cette présentation et je voulais évidemment saluer la démarche de la PPI et cet objectif d'avoir un cap, une vision, et d'avoir un pilotage, finalement, des politiques publiques sur l'ensemble du mandat. C'est ce qui est fait dans d'autres villes et c'est évidemment très positif. On partage également le constat qui est fait, je cite : « *l'investissement public est indispensable à la relance du territoire et à la protection des plus faibles* » : je pense qu'on sera tous d'accord là-dessus.

J'ai cependant plusieurs remarques qui expliquent pourquoi, malgré ces bonnes intentions, je vais voter contre. Bien entendu, vous n'allez pas forcément réagir, répondre à ces remarques, donc je vais aussi terminer sur une question qui est vraiment, finalement, la seule que j'ai et pour laquelle j'aimerais bien avoir une réponse.

Je pourrais en effet, d'un point de vue remarquer, pointer le manque d'humilité qui parfois transparaît dans cette PPI. Je cite à nouveau : « *la PPI pose des jalons d'un nouveau récit montpelliérain, celui d'une Ville qui inspire pleinement à la rencontre des défis du siècle* ». La phrase est évidemment magnifique, mais on vous rappelle que le principal « *défi du siècle* » est le défi climatique et que pour un certain nombre de projets que vous soutenez par ailleurs hors de cette PPI, comme le nouveau stade, le COM, la Liaison Intercommunale d'Évitement Nord (LIEN), l'agrandissement de l'aéroport, finalement, le « *en même temps* » pose vraiment ses limites sur ce sujet.

Pareil, je rejoins : vous donnez quelques éléments d'investissement un peu par sous-thématiques, mais il n'y a aucun objectif chiffré. C'est quand même un petit peu problématique. D'ailleurs, le seul pour lequel on peut souligner cet effort, c'est sur les 50 000 arbres qui sont annoncés. Mais sinon, pour le reste, rien ne nous permettra d'« *évaluer* » cette stratégie d'investissement à l'issue du mandat. Il n'y a rien sur les objectifs de réduction des gaz à effet de serre, il n'y a rien sur les reports modaux, il n'y a rien sur les objectifs de réduction de la grande pauvreté par exemple, donc ce qui en fait une feuille de route globalement vague. Bref, pour nous, c'est un programme d'investissement avec des intentions qui sont parfois contradictoires, sans objectif chiffré et sans stratégie.

Je vais donc me concentrer sur une seule question. Tout à l'heure, vous n'avez pas souhaité répondre, et ça me pose énormément problème. Sur le mobilier anti-SDF, sur la stratégie « *d'enrochement* » comme vous dites, dans quelle partie de la PPI se situe-t-elle ? Pour quel coût ? Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame DOULAIN, de votre intervention. Monsieur JOUAULT.

Stéphane JOUAULT : Merci, Monsieur le Maire. Les élus Ecologistes saluent cette PPI 2021-2026. 1 milliard d'euros : ce n'est pas tant le chiffre que nous saluons, c'est l'ambition qu'il porte, l'ambition d'une Ville à hauteur d'enfants, solidaire, apaisée, résiliente. Une Ville qui entre vraiment dans la transition écologique, une transition plus urgente, plus nécessaire que jamais. Ainsi, nous saluons les 100 millions d'euros consacrés aux mobilités. Nous saluons également les 40 millions d'euros pour le projet de la Cité de l'alimentation que porte Marie MASSART. Nous saluons, je salue, les 22 millions d'euros consacrés à la végétalisation et au rafraîchissement des écoles. Nous saluons et je salue tout particulièrement les 110 millions d'euros pour une Ville nature et décarbonée, 110 millions dont 35 millions pour le futur grand parc du Lunaret et le projet d'hôpital de la faune sauvage porté par Eddine ARIZTEGUI. La ligne 5 de tramway sera ainsi la ligne des grands parcs, du Lunaret, du parc Montcalm, au grand agriparc des Bouisses, que nous portons avec Coralie MANTION. Je n'oublie pas bien sûr les 3 millions d'euros pour le projet 50 000 arbres. Ainsi, dès cette année, nous allons pouvoir planter 10 000 arbres. Je vous invite par exemple le 10 décembre à venir à Malbosc, où nous allons planter 3 000 arbres. Ces premières grandes plantations sont le symbole d'une PPI qui va maintenant devoir se traduire en actes. Pour cela, vous pouvez compter sur les élus Ecologistes. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur JOUAULT. La parole est à notre collègue Max LÉVITA.

Max LÉVITA : Merci, Monsieur le Maire. Monsieur le Maire, mes chers collègues. Je ne voudrais pas que vous croyiez que le point de vue économique, financier, fiscal, comptable puisse bloquer une décision, une prévision, une réflexion, une proposition politique : priorité à la politique. Mais toute décision a une conséquence financière, comptable, économique, dont on doit tenir compte pour affiner la décision, pour échapper à la contrainte. Vous êtes d'accord avec moi sur ce point.

Tout le monde est conscient de l'incertitude dans laquelle nous sommes. Il nous faut donc apprendre à tenir compte de cette incertitude.

Je voudrais vous rappeler que le Gouvernement sous HOLLANDE nous a infligé une participation à la régularisation des comptes. Ça nous a coûté un peu moins de 200 millions – je ne sais plus le chiffre exact, ça doit être autour de 180 millions d'euros – à la Métropole. Notre participation à cette régularisation à la Ville a été moins douloureuse, parce qu'elle a été compensée par l'augmentation de la dotation de solidarité urbaine, mais nous n'avons pas profité de cette augmentation. Je voudrais vous rappeler que le Gouvernement sous MACRON nous a obligés à un contrat financier, dit « *pacte de Cahors* » : moins de 1,5 % d'augmentation du budget de fonctionnement et la limitation du plafond d'endettement. Il n'est pas possible de penser que le prochain Gouvernement – quel qu'il soit – n'impose pas aux collectivités locales un pacte pour limiter nos dépenses de fonctionnement et d'investissement. Ça c'est la critique que je fais à la philosophie de votre proposition.

Dans le précédent mandat, Philippe SAUREL a effectivement atteint le niveau d'investissement d'un peu plus de 2 milliards d'euros, Ville plus Métropole. C'est un niveau que nous avons atteint, c'est réalisé. Là, je ne sais pas ce que c'est ! C'est une programmation, ce n'est pas une planification, c'est une annonce. Je veux bien le croire : vous proposez en fait 3,5 milliards (2,5 pour la Métropole et 1 milliard pour la Ville), mais je ne pense pas que cela soit possible. Je vous le dis tranquillement, sans hargne. 87 % d'augmentation : cette augmentation que vous désirez ne me paraît pas atteignable. Vous n'en avez ni les moyens financiers, ni les moyens physiques. Le concept de capacité financière que vous annoncez est une affirmation sans aucun fondement. Quant aux moyens physiques, vous n'avez pas le personnel suffisant pour atteindre un tel montant d'investissement.

Je répète, comme je l'ai dit en une phrase à la Métropole : vous poursuivez en même temps deux objectifs contradictoires. Premier objectif : le développement économique, qui attirera de nouveaux habitants. Et deuxième objectif : vous ne voulez pas de cette augmentation du nombre d'habitants. Résultat : nous sommes en retard – ainsi que l'a indiqué le Président de la Fédération des Promoteurs – on construit moins et les prix augmentent, ce qui est mathématique.

Enfin, dernier point. Je m'interroge sur la nécessité d'une telle présentation. Vous vous donnez le bâton pour vous faire battre, ce qui est votre droit. Pourquoi annoncer de telles performances que vous ne pourrez pas atteindre ? J'avoue que je ne comprends pas. C'est la raison pour laquelle nous ne prendrons pas part au vote. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur LÉVITA. Je donne la parole à Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN : Merci beaucoup, Monsieur le Maire. Moi je pense – et le groupe Communiste pense – que c'est une nouveauté, cette présentation du PPI, qui est extrêmement importante parce que nous, politiques, avons souvent l'habitude d'utiliser le mot « *transparence* » sans toujours y mettre le contenu. Et la transparence, c'est aussi annoncer ce qu'on veut faire, c'est annoncer les investissements que l'on va faire, parce que ça donne à l'ensemble de la population, à l'ensemble des citoyens montpelliérains, la direction que l'on veut prendre, et c'est extrêmement important pour tous les acteurs de la Ville, pour que tout le monde puisse comprendre la direction, et donc s'investir dans cette direction-là. C'est important pour les acteurs économiques, pour les acteurs sociaux, pour les acteurs associatifs que de savoir la direction dans laquelle on veut courir ensemble. Ça pose la question de la planification, c'est-à-dire prévenir pour agir. Plutôt que de se voir souvent reprocher des politiques au coup par coup, des choix du moment, parfois des choix d'ailleurs sous le coup de l'émotion, on préfère des choix qui correspondent à une stratégie de construction.

Je ne vais pas forcément pointer tous les aspects de la PPI que nous trouvons intéressants. Je vais juste en citer un, parce qu'il est pour nous fondamental : c'est le choix qui est fait sur l'éducation. D'abord, bien évidemment, vu le nombre de compétences qui sont passées à la Métropole – là on est sur la PPI Ville – l'éducation est une des dernières compétences extrêmement importantes de la Ville, et 371 millions d'euros sur l'éducation, c'est très important. Parce que la construction de 7 nouvelles écoles, c'est bien sûr pour s'adapter à l'évolution démographique de la Ville, mais c'est aussi pour des écoles et des classes moins surchargées, donc c'est de la qualité d'éducation. C'est l'action avec les vidéoprojecteurs dans toutes les salles, qui permet effectivement aussi des méthodes pédagogiques plus modernes. Tout ça, ce n'est pas juste pour se gargariser de proposer des méthodes pédagogiques ou de s'adapter à ces méthodes pédagogiques plus modernes, c'est que ça prépare le monde de demain, ça prépare les Montpelliérains de demain. C'est la question de la qualité de la formation qui est derrière. C'est la question aussi de la tranquillité publique, parce que l'éducation c'est aussi une question de la sécurité plus tard, avec des citoyens, formés en citoyens, par une école de la République de qualité.

Un petit mot aussi sur notre participation bien évidemment au fonds de concours de la Métropole – puisque j'évoquais les compétences qui sont passées à la Métropole. Là je ferai juste référence à notre participation pour les transports en commun : la ligne 5, que j'ai tant réclamée de conseils en conseils pendant six ans, et maintenant il s'agit d'y investir, mais aussi la poursuite de la ligne 1, parce qu'on a une nouvelle gare à desservir, parce qu'on peut prévoir aussi le développement de quais dans le futur pour le fret. Il y a un certain nombre de projets comme ça qui paraissent importants à soutenir financièrement.

Un petit mot quand même – même si ce n'est pas l'objet de la PPI – sur le budget de fonctionnement, que Monsieur LÉVITA a abordé. Oui, effectivement, et nous, le groupe Communiste, nous faisons partie de ceux qui ont combattu la fameuse règle de Cahors qui nous limite à 1,5 % d'augmentation du budget de fonctionnement. Pourquoi on l'a combattue ? Parce que d'abord – je suis heureux de l'entendre de la bouche de Monsieur LÉVITA aujourd'hui, parce que quand je le dénonçais à l'époque on me disait que je me trompais – quand je disais à l'époque que limiter les budgets de fonctionnement ça voulait dire un jour ou l'autre limiter les budgets d'investissement, parce que derrière chaque investissement il y a évidemment un budget de fonctionnement, puisqu'un investissement, si on ne le fait pas fonctionner, il ne servira pas à grand-chose. Ensuite, la question de la solidarité, elle pourrait paraître un peu légère là-dedans. Mais sauf que la question de la solidarité, ça ne passe pas forcément par des investissements en millions d'euros de structures importantes. Ça passe surtout par du travail humain, par le travail de nos Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles (ATSEM), par le travail de nos éducateurs sportifs, par le travail de l'ensemble des agents territoriaux. On est bien là dans le budget de fonctionnement, et pour moi ce budget de fonctionnement c'est justement un investissement dans la solidarité vis-à-vis des citoyens de la Ville.

Voilà, en tous les cas, toutes les raisons pour lesquelles, bien entendu, le groupe Communiste votera cette PPI. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur MARTIN. Madame FRÊCHE.

Julie FRÊCHE : Merci, Monsieur le Maire. Depuis 2020, l'équipe municipale remplit les engagements qu'elle a pris devant l'ensemble des Montpelliérains. Pour la première fois, la Ville formalise ses engagements dans une programmation pluriannuelle d'investissement. Avec une capacité d'investissement fixée à 1 milliard d'euros, cette programmation témoigne d'un volontarisme sans précédent dans un contexte de crise sanitaire et économique où l'investissement public est indispensable à la relance du territoire, à la protection des plus faibles et des classes moyennes. Elle repose sur une équation financière rigoureuse et responsable, basée sur la stabilité de la fiscalité des ménages, l'optimisation des recettes et des dépenses de fonctionnement et un recours maîtrisé de la dette.

Première priorité : l'éducation, 371 millions. Priorité évidemment pour l'école, dédiée aux enfants. La réussite éducative, la petite enfance et la restauration scolaire sont au centre de cette programmation, et c'est bien la priorité de notre mandat.

292 millions pour la deuxième priorité, pour une Ville apaisée et durable, avec comme enjeu le rééquilibrage de la Ville, la volonté de repenser un urbanisme montpelliérain en freinant l'étalement, en rééquilibrant la Ville et en réinvestissant les quartiers plus anciens, longtemps oubliés des projets urbanistiques. Évidemment, s'agissant des aménagements nouveaux, il faut augmenter la part de la construction au sein des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) et lutter contre la construction à la parcelle. Montpellier souhaite maîtriser davantage son expansion et retrouver plus de cohérence dans son projet urbain.

Ce sont – Monsieur JOUAULT l'a dit – 110 millions consacrés pour la « *Ville-parc* » sur l'environnement et le développement durable. Cet investissement dédié à une Ville plus verte et plus résiliente, c'est évidemment le projet des Bouisses, avec l'objectif aussi de 50 000 arbres plantés sur le mandat.

105 millions ensuite dédiés à l'épanouissement de chacun dans la culture, le patrimoine, le sport et la jeunesse. La Ville de Montpellier s'associe ainsi à la Métropole pour valoriser le patrimoine historique

et architectural exceptionnel de son cœur de Ville. C'est son soutien à la candidature au patrimoine mondial de l'UNESCO, qui fait évidemment partie du rayonnement de notre territoire.

Enfin, 70 millions pour une Ville plus solidaire. La solidarité, plus que jamais, se joue sur tous les fronts. À la tentation du repli, la Ville répond dans ses différents projets (gratuité des transports, tarification des cantines, encadrement des loyers) en rassemblant tous les éléments d'un véritable bouclier social, protecteur des plus vulnérables comme du pouvoir d'achat de chacun.

Enfin, évidemment, la sécurité pour tous et partout, la sécurité et la tranquillité publique, avec la création d'un hôtel de sécurité, le renforcement de la vidéoprotection. Nous répondons ainsi à l'immense travail que nous devons accomplir pour accroître la présence de la police municipale sur le terrain, auprès des habitants et en coordination avec la police nationale.

Cette programmation de 1 milliard est complémentaire de l'investissement inédit de 2,5 milliards porté par la Métropole et des investissements de la SERM, d'ACM, du CCAS. Jamais le territoire n'a connu pareille mobilisation.

Monsieur le Maire : Merci, Madame FRÊCHE. L'exercice que nous menons est de proposer une programmation pluriannuelle, de donner de la lisibilité, et vous avez tous donné quitus de cette démarche. Après, il peut y avoir des appréciations divergentes sur le fond, sur les choix, et c'est bien normal, et elles s'exprimeront lors des votes du budget.

D'abord, le contexte, c'est d'abord notre volonté de donner cette lisibilité – ça a été très bien dit – aux Montpelliérains, aux acteurs économiques, mais aussi à l'administration, charge à elle de mettre en œuvre les politiques publiques. En cela, je voudrais, cher Max LÉVITA, vous dire qu'elle en est capable, de mener les projets, l'administration. Elle est capable de construire 7 écoles, elle est capable de développer les selfs dans les cantines, elle est capable de porter la Cité de l'alimentation, elle est capable d'engager les crédits sur les questions de sécurité, sur la « *Ville-parc* », etc. C'est d'ailleurs pour ça qu'on a fait le choix de la réformer, ce n'est pas simple, et je le mesure, parce que tout changement est difficile. Nous serons d'ailleurs jugés sur l'exécution des dépenses que nous proposerons à chaque budget. On est à 57 % ; il faudra aller à 80-85%. Nous nous en donnons les moyens.

Deuxième aspect de cette PPI – après l'aspect de lisibilité – on vit un moment historique, j'en conviens : la crise, la pandémie et le choix du plan de relance au niveau européen, au niveau des États, il est là. Si nous, on veut être aidés, il faut aligner des projets, si on veut être partie prenante du plan de relance. Monsieur JAWHARI s'est posé en observateur fin des aides que différentes collectivités obtenaient. J'en prends une : nous avons fait le choix de mettre le plan numérique dans toutes les écoles primaires et maternelles, un vidéoprojecteur, et ça finit de se déployer en ce moment même. 5 millions d'euros : on reçoit 3,4 millions d'euros du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) de l'Union européenne. Un projet affiché à 5 millions d'euros, financé à 3,4 par l'Union européenne : on prend. Sur beaucoup de projets, nous mettrons toute notre énergie pour pouvoir avoir des aides, parce qu'il y a des opportunités en la matière. Montpellier sera au rendez-vous du plan de relance.

Troisième aspect : pourquoi nous pouvons faire une PPI aussi volontariste en termes d'investissement ? Parce que les taux d'emprunt sont extrêmement bas, et c'est un atout maître aujourd'hui. Si la conjoncture avait été peut-être différente, sans plan de relance et avec des taux très élevés, sans doute, en responsabilité, nous aurions pu apprécier les choses de manière différente. Aujourd'hui, plan de relance et taux bas : donc nous pouvons faire le choix d'investir. Et pourquoi ?

Parce que derrière chaque investissement, chaque euro investi, c'est de l'emploi, c'est de l'activité pour les entreprises.

Je ne veux pas minorer et je connais votre sagesse sur ces sujets, cher Max LÉVITA. Sur ce que sont les incertitudes, c'est-à-dire qui remboursera la dette de la Covid-19 ? Quels sont les effets pour les uns et les autres ? Quel effort sera demandé ou pas aux collectivités ? C'est bien sûr un point de vigilance et le cas échéant, lors de la présentation d'un budget, si un Gouvernement prenait une décision unilatérale de baisser très massivement les dotations. À l'Association des Maires de France (AMF), lors de son congrès, tous ceux qui étaient candidats ou en position de l'être se sont engagés à préserver les collectivités territoriales, parce qu'elles sont identifiées comme l'un des outils de la relance. Vous me direz : c'est peut-être des engagements d'avant élection, mais aujourd'hui la parole est celle-là. Nous allons évidemment faire très attention, mais là, au moment où on peut construire notre stratégie, c'est cela que nous regardons et c'est le haut niveau d'investissement. Qu'il me soit permis de dire que, là, la démarche qui est la nôtre est sensiblement différente – et ce n'est pas une critique – de celle qui existait, qui consistait à ouvrir de nombreuses Autorisations de Programme (AP) et à laisser attendre les investissements et des AP qui n'étaient pas toujours consommées. Sans procès aucun, les AP – ça c'est un des enseignements du rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) – il faut qu'on arrive à exécuter la dépense. Voilà sur la méthode.

Ensuite, qu'est-ce que nous disons ? Je voudrais réagir juste sur un point : notre Ville est attractive et elle le reste. Je suis un peu troublé par votre propos sur le Président de la Fédération des Promoteurs : on a beaucoup construit précédemment, mais nous sommes la quatrième Ville en termes de loyers. C'est pour ça qu'on fait l'encadrement des loyers, qu'on essaie de réguler Airbnb – enfin qu'on a commencé – etc. Aujourd'hui, on produit des logements, mais on essaie de les produire dans le cadre des ZAC et c'est vrai qu'avec la promotion immobilière, on a dit vous ne pouvez plus aller dans certains quartiers détruire une maison individuelle et sortir un immeuble collectif. Ce n'est pas simple, parce que nous sommes encore sur le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de 2006 et que le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) sortira fin-2023. Voilà le dialogue que nous avons, il n'y a pas d'hostilité à la production de logements, parce qu'ici, tous, on est conscients qu'il y a des besoins sur notre territoire. Néanmoins, il faut que cette croissance démographique soit maîtrisée, que la production de logements soit maîtrisée. Je ferme la parenthèse.

Je viens maintenant à l'ambition de la PPI. D'abord, c'est assumer nos compétences : groupes scolaires, petite enfance ; et nous le savons, nous avons du retard et il y a des classes, des écoles – je pense au groupe scolaire Ronsard – à un certain nombre d'endroits où on a des tensions – et ça a été soulevé par notre collègue Hervé MARTIN – où les capacités d'accueil des enfants, c'est difficile, donc il faut programmer la construction de groupes scolaires et travailler sur leur géographie pour pouvoir assurer la meilleure mixité sociale des écoles publiques. Leur rénovation : aujourd'hui, pour beaucoup, elles sont des passoires thermiques, donc elles consomment et nous nous sommes engagés dans la transition écologique et solidaire. Les conditions de restauration scolaire évoluent et Madame MARSALA a, auparavant, en tant qu'élue à l'éducation, engagé une démarche pour développer les selfs, et c'est ce que nous voulons poursuivre et intensifier, parce qu'on voit bien qu'on contribue davantage à la sociabilité, à l'équilibre des enfants. Enfin ça marche très bien et donc nous voulons poursuivre. De la même manière, rénovation des groupes scolaires existants, construction de nouveaux groupes scolaires. Cité de l'alimentation pour mettre en œuvre nos orientations sur la qualité de la restauration scolaire à la cantine. Assumer notre compétence, celle de l'éducation, du premier degré. Mise en œuvre du plan de 300 places en crèche pour la petite enfance. Nous le savons, vous le savez : nous sommes très en retard dans la prise en charge de la petite enfance à Montpellier. En tout cas nous avons un retard par rapport à d'autres villes. 48 % des jeunes couples ont une proposition petite enfance à Montpellier, contre 62 % à Nantes et c'est souvent un problème, qu'il

n'y ait pas de proposition, parce que ces jeunes couples quittent la Ville et vont s'installer loin dans le périurbain, donc nous devons travailler à cela. Voilà, c'est le plan 300 places en crèche, que nous avons inscrit et que nous finançons à travers la PPI.

Autre aspect : on pourrait parler évidemment longtemps de l'école, de la végétalisation, etc. L'autre enjeu, très important, très important, c'est apaiser, rééquilibrer la Ville, faire une Ville à hauteur d'enfants. En effet, autour des écoles, trop de familles soit ont peur pour leurs enfants quand elles y vont, soit ne vont pas à l'école à pied faute de trottoirs, faute de places, faute d'aménagements adaptés. Là, autour des groupes scolaires hérités, nous allons apporter des corrections, non pas pour corriger mais pour embellir, pour rendre lisible, et c'est ce que nous faisons autour d'un certain nombre d'écoles. Plus largement, une politique d'espace public qui permet de traiter un certain nombre de quartiers qui ont besoin que nous portions de l'attention à leur égard, donc en refaisant ici les places, ici les trottoirs. Je pourrais prendre la place Jean-Baumel au Plan des 4 Seigneurs. Nous pourrions prendre la place Carnot, que nous avons vue lors d'un dimanche de respiration radicalement différente. Je peux reprendre plein d'espaces de cette nature. Le tramway sera aussi une occasion, une opportunité de pouvoir transformer la Ville en de nombreux endroits. Au droit de la voie Domitienne, sur la place Saint-Denis, la place du 8 mai et tant d'autres endroits. Ce sont les fonds de concours de 100 millions d'euros que nous mettons à la Métropole. Bref, une politique aussi d'espaces publics. Si vous saviez, entre ce qu'on annonce là, qui est déjà extrêmement important, et ce que les Montpelliérains nous demandent... Je demande aux Montpelliérains de l'indulgence, parce qu'on ne pourra pas tout faire en un mandat. Mais en tout cas, nous mettons le maximum possible en marges d'investissement pour faire de l'espace public dans les quartiers, dans les endroits qui se sont sentis délaissés.

Ça a été évoqué également, c'est la Ville d'après-Covid-19. Pendant le confinement, qu'avons-nous vu ? Nous avons vu et mesuré les tensions de gens qui n'avaient pas de jardin, de parc, d'espace. C'est pour ça que nous programmons une « *Ville-parc* » à part entière et que nous mettons beaucoup de moyens sur les espaces verts de notre Collectivité. Le grand poumon vert, Montmaur-Lunaret-La Valette-le jardin des plantes : là, il y a 5 millions, il y a à la Métropole, et ce sera dans le contrat de plan État-Région. Le jardin des plantes, parce que c'est un patrimoine historique, c'est le grand jardin de l'Écusson, du centre-ville ; on pourrait trouver 1 000 raisons. Je rejoins la géographie qui fut présentée : au nord, la ligne 5, grand poumon vert. Il y aura d'ailleurs un petit parc à côté de la Cité des arts qu'on inaugurera au mois de mars. Ensuite, le jardin des plantes, arrivée au parc Clémenceau, celui de Bagatelle, celui des Bouisses, 5 millions d'euros programmés, mais aussi celui de la Mosson, le parc Sophie-Desmarets qui, hélas, tourne actuellement le dos au quartier, et sur le projet urbain, d'essayer de le reconnecter, tout comme le parc Bonnier-de-la-Mosson, tout comme la coulée verte de l'Aqueduc, tout comme bientôt nous ouvrirons le parc Tastavin au grand public. Donc tout ça, ce sont des aménagements pour permettre aux Montpelliérains d'avoir des espaces de respiration ou plutôt des espaces de partage que sont les espaces verts pour aller vers une « *Ville-parc* » que nous nous efforçons de connecter.

Nous voulons donc investir et de la même manière, nous souhaitons une Ville à hauteur d'enfants et on affiche très clairement une ambition sur des aires de jeux. Des aires de jeux inclusives qui peuvent accueillir tous les enfants, comme nous allons en faire une au parc René-Dumont prochainement, et qui permet de s'approprier ces espaces verts. Mais la requalification du bois de Montmaur, je crois qu'elle va être appréciée de tous et de toutes. Le grand agriparc des Bouisses va être apprécié de tous et de toutes. Demain le jardin des plantes accessible à toutes les personnes et ouvert de manière magistrale sur le boulevard Henri-IV plutôt que sur le côté va être apprécié de tous et de toutes. Donc une Ville, un choix d'investissement entre la Ville de Montpellier et la Métropole à la faveur de l'espace public, que ce soit le parc, que ce soit la place. Encore une fois, en disant tout cela, je sais

combien il y a des attentes et combien d'ores et déjà nous ne pourrons pas répondre à l'ensemble.

De la même manière, sur les sports, la dimension de proximité des équipements sportifs, où là, un héritage exceptionnel existe à Montpellier, et reconnaissons-le. Mais le développement des pratiques féminines, ce sont des vestiaires pour les jeunes filles et c'est la continuité du programme qui a été engagé. Moi je ne critique pas, au contraire, sur les terrains synthétiques qu'il faut poursuivre, pour que tous les enfants puissent pratiquer le sport et comme ils sont de plus en plus nombreux, il faut que nous poursuivions cet effort. Tout comme le soutien à la vitalité associative – on va délibérer dessus – l'aide jusqu'à 40 000 euros pour les associations culturelles et sportives. Voilà un moyen d'accompagner le développement des pratiques.

Je ne vais pas aller plus loin. Je voudrais juste terminer sur un point, Monsieur JAWHARI, parce que je ne veux pas qu'il y ait de malentendu : nos efforts sur la sécurité, ils sont combinés. Métropole, police des transports : 42 agents. Logement social, la brigade du logement social, son directeur vient d'être recruté : 30 agents. Ça, c'est la Métropole, ce sont les bailleurs qui vont participer dans le cadre d'un Groupement d'Intérêt Public (GIP). Ensuite ici vous avez une programmation d'investissement, et nous allons nous doter au total de 7 camions mobiles, nous allons en présenter prochainement 2 supplémentaires, pour assurer la dimension de proximité de la police. Tout comme nous allons poursuivre là où il y a un besoin les efforts sur la vidéoprotection, que nous utiliserons évidemment si la justice le sollicite, mais aussi sur les déchets sauvages, les encombrants qui, parfois, participent à des incivilités qui sont insupportables, et le régime d'amende sera modifié – on aura l'occasion d'en parler dans quelque temps. Nos efforts ils sont là, ils sont bien là, ils viennent d'être complétés de 20 policiers nationaux qui sont d'ores et déjà arrivés – c'était la venue de Monsieur CASTEX – et 30 nouveaux vont arriver. Sur les questions de sécurité, nous avons nos engagements et nous nous y tenons, et surtout notre mobilisation.

Parce que vous avez fait référence à mes déclarations. C'est vrai, le 18 juin 1940 agit pour moi comme une référence forte, et ma première expression publique comme Maire a été d'honorer l'appel du 18 juin, et vous étiez extrêmement nombreux à cet instant. Vous avez fait référence à Jean CASTEX. C'est vrai. Jean CASTEX, il est venu et on a eu des échanges réguliers sur les dossiers montpelliérains. Quand l'hôpital de Montpellier reçoit 250 millions d'euros de soutien alors qu'il n'avait pas eu le soutien sur les trois précédents plans d'investissements, c'est une très bonne nouvelle pour le territoire. Aujourd'hui, la démarche qu'on doit avoir dans un contexte de crise, indépendamment de nos convictions – et les miennes sont connues, je ne m'en cache pas, c'est-à-dire que même quand c'est dur je ne change pas – c'est d'essayer de rassembler toutes nos forces pour essayer de surmonter les défis. Le Gouvernement de la République, quelle que soit sa majorité, quels que soient ses choix, Montpellier doit travailler avec, dans son intérêt, dans l'intérêt de la Ville. L'Europe, quelle que soit la conviction – et certains en ont – c'est un partenaire sur lequel nous devons nous appuyer. La Région ; je pourrais continuer comme ça. Nous pouvons créer les conditions pour que le milliard que nous affichons ici, certes va être financé en partie par la Collectivité, mais aussi par des partenariats qui nous permettent de prendre en charge un certain nombre de dispositifs. Exemple : les camions mobiles, la Région s'est engagée à financer une partie de ces investissements. Voilà ce que c'est que de travailler en bonne intelligence dans une gouvernance apaisée.

Enfin, il y a une chose, par contre, sur laquelle on ne change pas. Ce sont les engagements que nous avons pris devant les Montpelliérains et que nous nous efforçons d'honorer. C'est à cela que nous devons nous tenir. Après, oui, on peut avoir des déclarations flatteuses ou correctes pour des gens qui ne sont pas forcément de la même sensibilité que nous. Moi je ne crois pas que notre démocratie – et en tout cas je ne crois pas que cette Assemblée – gagne dans l'outrance, dans l'invective ou dans les caricatures. Je crois que ce sont les dynamiques de projets. Il y a des sensibilités, des points de vue

qui s'expriment. Ils sont extrêmement respectables. Mais aujourd'hui, la gouvernance apaisée, elle peut nous aider à avoir de très nombreux investissements pour le territoire, à l'image de celui qui est arrivé sur le CHU, à l'image des moyens de fonctionnement qui sont arrivés sur les questions de sécurité, et demain – à l'image de cofinancements ou de participations financières sur cette PPI. Vous jugerez sur acte, puisque chaque année il y aura un compte administratif, et vous pourrez voir le soutien que nous ont apporté telle ou telle collectivité, tel ou tel acteur. Il y aura peut-être des hauts – j'espère beaucoup de hauts – il y aura peut-être quelques bas, mais ce qui est sûr, c'est que le milliard sur lequel nous nous engageons à l'échelle de la Ville, nous allons mobiliser toute notre énergie pour exécuter ces investissements. C'est le point 1, c'est un gage de crédibilité et le point 2, mobiliser le maximum de partenaires pour y arriver, parce qu'il y a un seul enjeu : c'est la qualité de vie des Montpellierains. Vous êtes les premiers parfois à nous interpellé à juste titre sur « *il faudrait faire ci, il faudra faire ça* ». Là on donne à notre administration une feuille de route, à chaque élu une capacité d'agir, et cette PPI vient compléter celle de la Métropole, à la fois pour rattraper les retards, mais surtout pour préparer l'avenir dans une démarche résolue en faveur de la transition écologique et solidaire.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. Je vous remercie.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

2. Ville fraternelle et solidaire - Bilan des Etats Généraux de la Solidarité - Lutte contre la précarité alimentaire - Mesures d'action - Approbation

Mmes J. FRECHE, C. RIBOT et M. R-Y. CHARTIER (avec le pouvoir de Mme H. EMAD) sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 2. Michel CALVO.

Michel CALVO : C'est le bilan des états généraux de la solidarité, mais je voudrais commencer d'abord en remerciant toutes les associations qui ont participé aux travaux de la solidarité alimentaire, qui ont beaucoup investi la première année – puisque c'est un processus qui a duré un an – avec une étude sur l'existant durant les premiers mois, puis quatre jours de séminaire où toutes les associations ont participé, où la clôture s'est faite dans cette salle avec un côté solennel, une tribune où toutes les collectivités locales et l'État étaient représentés, ce qui modifie la gouvernance et la planification des actions dans la solidarité alimentaire. Et puis surtout aussi remercier Jean-Dominique DELAVEAU, Caroline DUFOIX et Marie MASSART, qui sont trois élus qui se sont investis chacun avec leurs compétences, leurs services parfois, et qui ont permis de désenclaver l'aide alimentaire et de la réintroduire dans la politique globale de la Ville.

Je ne vais pas détailler les neuf objectifs qui vous sont présentés dans la délibération, sinon souligner qu'en 2020, en équivalent repas, la solidarité alimentaire, c'est 1,08 million de repas. C'est extrêmement important, et vraisemblablement en 2021 on va avoir une explosion de ce chiffre, mais il y aura 15 à 20 % de plus, vu les incidences des confinements, des restructurations, etc.

Au sortir de cette action, de ce travail, on a une perspective de travail encore qui va continuer pendant trois ou quatre ans. Développer un réseau d'épicerie sociale et solidaire qui est un outil très adapté pour l'aide aux familles en difficulté dans les quartiers. L'objectif d'améliorer la distribution des repas dans la rue, ce qui est un énorme chantier parce qu'on souhaiterait trouver des locaux de distribution alimentaire et régresser dans la distribution de rue – on le voit cette semaine : c'est extrêmement difficile de manger dans la rue quand on a des températures qui sont proches de zéro. Créer une cuisine solidaire dont le modèle est celle qui fonctionne dans un des centres de la Croix-Rouge, rue Abbé de l'Épée, où ça permet aux familles qui sont hébergées dans l'hébergement d'urgence, dans les hôtels, de continuer à maîtriser la production alimentaire. Favoriser l'intégration des personnes qui sont aidées mais qui pour certaines deviennent des acteurs, des militantes qui participent à l'activité. Toutes les associations en témoignent.

Je voudrais dire aussi que nous avons embauché deux assistantes sociales pour aller dans les squats, pour avoir un diagnostic précis des populations qui sont dans les squats. Cette activité se distancie maintenant puisqu'on en a fermé trois et ça évolue – on en reparlera un petit peu plus tard. Les deux travailleuses familiales qui allaient dans les squats sont, depuis quatre mois, mises à disposition des associations de distribution alimentaire et font des permanences sociales dans les distributions alimentaires, ce qui fait que nous avons pu établir une centaine de contacts avec des personnes qui rebondissent et qui ne restent pas en panne uniquement dans la distribution alimentaire, mais qui font avancer des dossiers de demande, soit sur l'hébergement qui est actuellement totalement saturé, soit sur des droits sociaux, même y compris poser des dossiers d'accès au logement d'abord.

On souhaite aussi rapprocher la distribution alimentaire de la politique de la ville, parce qu'on sait tous que cette géographie se superpose et que c'est dans ces quartiers-là qu'on a les familles les plus en difficulté. Je voudrais aussi saluer Marie MASSART parce que, dans le processus de la distribution de la solidarité alimentaire, on a établi un contact avec la politique alimentaire de la Ville, et je pense qu'on a commencé à établir des jalons de désenclavement, et c'est significatif que, plus tard, dans une autre délibération, on verra des repas de solidarité alimentaire de la fin de l'année produits par la cuisine centrale, ce qui n'était arrivé que très marginalement. Or là on a non seulement établi des contacts au niveau de la production des repas, mais on a établi des contacts du point de vue de l'approvisionnement de l'aide alimentaire par des réseaux qui sont gérés par le Marché d'Intérêt National (MIN), etc., et qui renforcent soit la qualité de l'alimentation, soit la diversification de l'alimentation. La signature d'une convention avec les restaurants les Restos du Cœur, il y a une dizaine de jours, en témoigne.

Dernier point. Ce que je voudrais dire, c'est qu'on veut intervenir dans l'amélioration de la logistique, c'est-à-dire qu'on travaille avec les associations et on cherche à répondre à leurs besoins au pas à pas, chaque année dans le budget. On va encore renforcer l'information. Il y a une brochure qui est produite maintenant depuis trois ans, qui est diffusée massivement dans les milieux des SDF, de ceux qui ont des difficultés de logement, etc. On se pose la question de soutenir une participation à un logiciel accessible sur téléphone portable. On veut créer un observatoire de l'alimentation avec la Métropole, avec les communes qui seraient volontaires de la Métropole, pour peut-être mettre à l'étude la création d'une cohorte de bénéficiaires qui nous permettrait de mesurer le suivi sur la longue durée, parce qu'actuellement on n'intervient que par des décisions générales massives, mais on n'a pas un outil fin de suivi du processus d'intégration et de rebond de ces publics-là.

Voilà, en gros, la présentation de cette délibération.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur CALVO. J'ouvre la discussion. Madame

MASSART.

Marie MASSART : Merci. Effectivement, comme l'a souligné Michel CALVO, la crise sanitaire que nous traversons n'arrange pas les choses en ce qui concerne la précarité alimentaire, qui était déjà forte, mais là c'est vrai qu'on se retrouve dans une situation très, très préoccupante. À Montpellier, ce sont 8 000 personnes qui bénéficient de l'aide alimentaire. Chaque jour ce sont 2 500 à 3 000 repas qui sont distribués par les associations. Malheureusement, ce sont encore beaucoup de produits de mauvaise qualité et c'est là où nous souhaitons aussi axer notre action, puisque ce sont beaucoup d'inventures de supermarchés ou de l'aide alimentaire qui vient de l'Europe, de très loin, qui est fabriquée parfois exprès pour l'aide alimentaire, avec des produits industriels de très mauvaise qualité. Les associations qui distribuent ça ne sont pas responsables de ça, bien évidemment. Elles sont souvent même victimes, parce qu'elles doivent gérer des stocks. D'un point de vue logistique, c'est très, très compliqué de trier des produits qui sont de mauvaise qualité. Et devoir distribuer des produits de mauvaise qualité, c'est très peu satisfaisant pour les bénévoles. Donc évidemment, il y a un enjeu au niveau de la santé, d'améliorer les produits pour les personnes les plus en précarité, mais aussi un enjeu de dignité humaine, parce que, pour les personnes, récupérer des produits qui sont de mauvaise qualité, c'est très dur à vivre. Beaucoup de témoignages ont été faits dans ce sens-là.

Je souhaite également saluer très fortement le travail de toutes ces associations et des bénévoles, et alerter aussi sur le fait que, malheureusement les besoins augmentent, les chiffres sont très alarmants, il y a de plus en plus de personnes qui font appel à l'aide alimentaire, et malheureusement de moins en moins de bénévoles. Les associations : il y a une crise du bénévolat qui est très importante. Donc pour ceux qui restent, c'est vraiment très compliqué.

Comme l'a souligné Michel CALVO, effectivement, la politique alimentaire de la Ville a axé son action très fortement sur la précarité alimentaire, avec la volonté aussi d'améliorer la qualité. Donc ça passe notamment par exemple par la tarification sociale de la restauration scolaire. Aujourd'hui on a 1 738 enfants qui bénéficient du tarif à 50 centimes, qui est réservé aux familles monoparentales, bénéficiaires du RSA, mais aussi aux familles issues des bidonvilles, des SDF, des demandeurs d'asile, enfin des personnes qui sont très fortement en précarité. C'est aussi par une offre alimentaire diversifiée, qui permet à la plupart des enfants de pouvoir accéder à la cantine et du coup d'avoir un repas sain, un repas de qualité au moins une fois par jour. Ça passe aussi par des dons alimentaires de la cuisine centrale : chaque jour, il y a 200 repas qui sont donnés à des associations qui les redistribuent dans la rue. Ce sont aussi des actions pédagogiques dans les écoles – mais pas que – et qui permettent de faire évoluer les comportements alimentaires et donc de réduire aussi les coûts des repas, apprendre aux personnes à travailler les produits bruts qui coûtent moins chers, et aussi l'accès à une agriculture urbaine de proximité via les jardins partagés, les jardins familiaux qui ont aussi des vertus pédagogiques et la possibilité d'avoir accès à des produits de très bonne qualité à moindre coût.

Juste un mot aussi sur les projets à venir, qui vont dans ce sens-là. Nous développons aussi des projets pour améliorer comme je le disais la qualité des denrées alimentaires via des groupements d'achats, mais via aussi les marchés de producteurs. Je rappelle aussi que les producteurs sont aussi des personnes qui sont en précarité, donc l'idée n'est pas de tirer les prix vers le bas, mais d'avoir la possibilité d'acheter les produits à un juste prix. C'était aussi le sens de la convention qu'on a signée avec les Restos du Cœur et avec le MIN pour pouvoir acheter directement des produits destinés à l'aide alimentaire, directement aux producteurs, à un prix qui soit rémunérateur pour eux. Nous allons doubler les surfaces de l'agriculture urbaine pour pouvoir développer aussi et soutenir les projets d'aide alimentaire qui se font sur l'agriculture, sur les jardins partagés et les jardins familiaux. La cuisine centrale apportera un appui technique à l'achat de matériels des cantines populaires. Nous aiderons aussi avec le réseau de fournisseurs que nous avons, pour pouvoir fournir l'aide alimentaire.

Enfin, évidemment, la Cité de l'alimentation, que je ne vais pas rappeler, mais il y a un certain nombre d'actions qui contribueront vraiment fortement à ça, avec la nouvelle unité de production, avec le jardin pédagogique, les cours de cuisine, le bus pédagogique itinérant avec des cours de cuisine pour les enfants, les jardins potagers dans les écoles, le partenariat avec les fermes ressources et enfin les tiers lieux alimentaires que nous déploierons dans toute la Ville en partenariat avec le secteur associatif.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame MASSART. Madame YAGUE, bien sûr.

Annie YAGUE : Merci, Monsieur le Maire, de me donner la parole. Bien sûr, je voterai pour cette délibération. Comme vous le savez, je suis très engagée sur tout le travail social qui peut se faire sur cette Ville.

Je voudrais saluer particulièrement la diffusion de la brochure « *Montpellier solidarité* » qui avait été faite il n'y a pas trois ans, mais bien plus que ça, et qui apporte vraiment un service important aux personnes qui sont sans domicile ; notamment, puisqu'elle permet d'avoir les adresses des associations qui peuvent leur venir en aide dans le domaine de la santé, dans le domaine de l'hygiène, de l'alimentation, du logement. Je trouvais que cette brochure était essentielle pour leur apporter une aide dans leur quotidien. Un petit bémol cependant : je vois qu'elle va être disponible sur internet. Il me semble qu'il serait bien – en tout cas dans un premier temps – d'essayer de l'avoir sur papier parce que je vois énormément de personnes dans la rue qui ont cette brochure, qu'ils mettent dans leur sac, et dès qu'ils ont un problème, ils y ont accès, ils ont une adresse, des horaires, tout ce qu'il leur faut pour pouvoir répondre à leurs besoins.

Je vais mettre en opposition l'intervention assez violente – et pour dire brutale – qu'il y a eu envers les SDF. Je vois que vous avez fait de gros efforts sur la solidarité, que je salue. En face de ça, il y a cette mise en place de « *rochers anti-SDF* ». Je pense que la mise en place de ces rochers a heurté beaucoup de Montpelliérains. Je le vois quand on parle dans la rue : ils n'ont pas compris cette mise en place et ça vient se rajouter à la verbalisation qu'il y avait eu pendant la crise sanitaire. Il faut penser que ces publics sont des publics très fragiles. Ce sont des publics qui ne savent pas souvent se défendre et qui subissent leur situation plus qu'ils n'en sont acteurs. Donc, Monsieur le Maire, je vous demande de faire attention à ces publics, d'agir avec humanité envers des gens qui ont besoin d'un accompagnement et non pas de sanctions. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame YAGUE. Plusieurs points. D'abord, le premier point, c'est la méthode que nous avons employée pour conduire à cette délibération, et merci de votre soutien. D'abord, c'est le respect de nos engagements, dans le cadre du bouclier social : favoriser l'alimentation de tous et en particulier des enfants : le tarif à 0,50 euros, 1 100 familles en bénéficient. Je peux vous assurer : quand vous croisez des gens, des Montpelliérains qui disent « *merci pour le tarif de cantine* », vous dites « *ah bon ?* », ils disent « *oui, parce que mon fils ou ma fille peut manger un repas équilibré à la cantine, de qualité* ». Ça participe de la sociabilité et ça c'est une des premières délibérations que ce Conseil municipal a prises. On ne s'en est pas fait beaucoup l'écho, mais ça change le quotidien de personnes extrêmement vulnérables et ça protège les enfants. Le deuxième engagement qui est honoré, c'est le déploiement des épiceries sociales et solidaires, pour permettre à tous et à toutes d'accéder à une alimentation de qualité en fonction de ses revenus. Notre engagement dans le cadre du bouclier social c'est de mailler dans les sept quartiers de la Ville des lieux identifiés, labellisés.

La méthode : états généraux de la solidarité et à travers les prises de parole de Michel CALVO et de Marie MASSART, c'est le travail conjoint, partenarial avec les acteurs de la solidarité pour éviter que

chacun agisse dans son coin, parce que parfois il faut fédérer. Et donc on arrive à cette délibération : c'est par exemple la mise en place des cantines populaires, plutôt que d'avoir une distribution de repas sous la pluie, de pouvoir trouver un lieu, un lieu de sociabilité. Madame YAGUE, je vous rassure – en tout cas je ne crois pas que vous êtes inquiète, mais il n'y a pas de malentendu – cette brochure est imprimée et justement, quand on distribue un repas, comment, par un moment de convivialité, on peut essayer de redonner du contact pour que chaque situation d'exclusion fasse l'objet d'une attention. Voilà un exemple très concret. Après il y a d'autres choses dans cette délibération.

Vous nous interrogez sur ce qui existe sous le Polygone, et ce qui a été posé. D'abord, je vais être très clair : à cet endroit-là, qu'est ce qui s'est passé ? On a reçu d'abord des employés de chez Nicollin une demande d'exercice de retrait, parce que cette zone, pas grand-monde la connaît, elle est très obscure et donc les employés de Nicollin ne voulaient plus aller travailler. On a eu une deuxième alerte très préoccupante : c'est le personnel de l'hôtel – majoritairement féminin – qui nous a fait part de très grandes inquiétudes sur le plan de la sécurité, pour aller au travail. Et troisièmement, je le dis de manière claire : il se trouve que c'est la chaufferie du Polygone, et parfois il y a des bouteilles de gaz qui chauffent, et donc il y avait un risque réel. Cet endroit-là, qui a vocation à devenir à moyen terme, normalement, un lieu dédié à la logistique urbaine, c'est un lieu extrêmement déqualifié, où on était en grande tension sur les problèmes de sécurité : on ne l'a plus rendu accessible. Voilà le choix qui a été fait pour assurer la sécurité du personnel de Nicollin, pour assurer la sécurité du personnel de l'hôtel qui a fait énormément de remontés, et puis parce qu'il y avait un risque pour toutes les personnes qui pouvaient se trouver là, à ce moment, si les bouteilles de gaz ou un feu explosent dans cette zone-là.

Alors, je peux comprendre que ça provoque émoi, et c'est normal. C'est pour ça que je réponds à votre interrogation Madame, parce qu'on peut ne pas être d'accord, mais on peut essayer de comprendre. Voilà ce qui, sur cette zone peu qualifiée, où les phénomènes d'insécurité étaient hélas extrêmement nombreux, a obligé à sécuriser cet espace-là qui, de toute façon, a vocation à disparaître demain avec la création d'un hôtel de logistique. Cette zone-là est une zone – enfin on en a quelques-unes comme ça dans la Ville – où il faut reprendre des projets, des dynamiques, parce qu'elles ne sont pas des endroits qui sont sûrs. Au demeurant, les équipes du CCAS se sont rendues pour rencontrer les personnes qui étaient en situation de vulnérabilité, auxquelles on s'est efforcé de proposer un accompagnement, parce que ça rentre dans la stratégie globale qui est la nôtre – que vous avez relevée à travers cette délibération, qu'on verra tout à l'heure à travers l'habitat intercalaire. Mais nous sommes des fois confrontés à des sujets de sécurité des personnes qui vont au travail, des sujets, même des personnes qui sont en grande vulnérabilité, qui sont en danger.

Je reviens sur la brochure : systématiquement, cette brochure leur est remis et je ne peux qu'en louer le travail. Le but, c'est surtout de créer de la sociabilité pour essayer, derrière chaque situation individuelle – qui est une trajectoire de vie cassée souvent – qu'on puisse en apporter. C'est comme la délibération qui arrivera après sur les réfugiés, les personnes qui sont dans l'errance liée à l'asile, comment on les prend en charge. Voilà.

Je propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

3. Ville fraternelle et solidaire - Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés (CTAIR) entre la Préfecture, la Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés (DIAIR) et la Ville de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Mmes J. FRECHE, C. RIBOT et M. R-Y. CHARTIER (avec le pouvoir de Mme H. EMAD) entrent en séance.

Mme R. TIKOUK sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 3. Et bien là, il s'agit du contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés, que nous signons avec l'État, qui nous permet d'obtenir 200 000 euros de crédits de fonctionnement, pas d'investissement, de fonctionnement. Ça va nous aider à financer un certain nombre de travailleurs sociaux, pour pouvoir accompagner au mieux. Je laisse Michel CALVO rapporter.

Michel CALVO : Vous savez tous qu'on a signé le plan pauvreté avec l'État, qui est en fin de deuxième année, et nous aurons la troisième année dans les Conseils suivants. Là il s'agit de signer avec la Direction Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés (DIAIR) un contrat spécifique territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés, pour soutenir les outils d'intégration des 327 personnes qui sont actuellement recensées en file active sur la Ville. Ces 327 personnes, ce sont celles qui sont reconnues et qui ont un titre de séjour et qui ont un contrat d'intégration. Mais si on ajoute les personnes qui sont en parcours de demande de droit d'asile, on travaille sur 1 200 personnes à Montpellier. C'est pour renforcer les moyens, pour renforcer l'alphabétisation de ces personnes, parce qu'on a découvert par une enquête qu'il y avait un manque de diversification des outils d'insertion professionnelle pour ceux qui ont obtenu un titre de séjour – puisque les autres n'ont pas droit à l'activité professionnelle – faciliter l'accès au logement digne – on y reviendra tout à l'heure sur les politiques d'accès au logement social – encourager l'exercice de la citoyenneté et l'accès aux ressources du territoire, puisque dans tous les contrats d'intégration que l'État signe entre l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFI) et ces publics-là, il y a une partie de maîtrise de la citoyenneté, de la connaissance notre territoire. Ce contrat a été discuté avec la Direction de la DIAIR. Il sera signé vraisemblablement le 14 ou le 15 décembre avec le Préfet, la Direction de l'OFII, nous et le CCAS. Ce sont des moyens supplémentaires pour soutenir les réfugiés qui sont en cours de régularisation.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur CALVO. Y a-t-il là-dessus des demandes d'intervention ? Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Merci pour ces éléments. Moi, par contre, je suis en Conseil municipal, je ne suis pas en conférence de presse. Il y a des questions qui ont été posées jusqu'à présent depuis le début de ce Conseil sur la question des rochers, je vois que vous avez commencé à répondre un tout petit peu parce que Madame YAGUE a posé la question. Monsieur le Maire, vous avez parlé des rochers côté Polygone, donc si je comprends, si je lis entre les lignes, vous avez décidé de les laisser ? Ça ne vous pose aucun problème que de l'argent public des Montpelliérains et Montpelliéraines soient mis sur du mobilier anti-SDF ? Par contre ça ne répond pas à la question des rochers qui ont été positionnés sous le viaduc Alphonse-Loubat ? Je crois qu'aujourd'hui il faut des réponses. Les Montpelliérains et Montpelliéraines se posent la question. On veut des engagements clairs qu'il n'y aura pas d'argent public mis sur ce type de mobilier. Je crois qu'aujourd'hui il faut tout simplement une réponse et s'il y a eu un couac interne, si vous avez eu du cafouillage interne, il faut le dire et ce n'est pas grave. Moi aujourd'hui je ne partirai pas de ce Conseil tant que je n'aurai pas des éléments sur ce point-là. Je le redis une dernière fois : on ne lutte pas contre les sans-abris, on lutte contre le

sans-abrisme ! Ça ne sert à rien de faire votre petite opération de communication qui consiste à mettre toutes les affaires en début de Conseil sur la solidarité pour masquer la réalité : il y a de l'argent public qui a été émis sur du mobilier anti-SDF.

Monsieur le Maire : Merci, Madame DOULAIN. Je mets aux voix. Est-ce qu'il y a d'autres prises de parole pour le contrat d'accueil des réfugiés ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité. Une unanimité extrêmement précieuse, qui va nous aider justement à aider les personnes en situation de grande fragilité. On continue.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

4. Ville fraternelle et solidaire - Développement de l'habitat intercalaire en faveur de personnes en difficulté - Convention d'occupation temporaire - Approbation - Autorisation de signature

Mme R. TIKOUK entre en séance.

Mmes M. HOUQUET et F. NAKIB sortent de séance.

Monsieur le Maire : Ensuite, affaire n° 4 cette fois, sur le développement de l'habitat intercalaire. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole là-dessus ? Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Bien sûr, je voterai cette délibération, il n'y a aucun doute là-dessus. Je me pose une question sur l'accueil qu'il va y avoir à Marie-Caizergues. En fait on avait demandé un changement de destination du legs à Marie-Caizergues, afin de pouvoir ouvrir un deuxième centre d'accueil des femmes victimes de violences conjugales, qui aurait été centré sur l'accompagnement des enfants, témoins ou victimes de violences. C'est un sujet qui est ô combien d'actualité – puisqu'on n'arrive pas à juguler ce phénomène, malgré tout ce qui a pu être fait jusqu'à présent.

Donc ma question est : cette modification du legs avait été demandée, accompagnée du projet que l'on devait réaliser ; est ce que ce projet est toujours d'actualité ou est ce qu'on va l'abandonner ? Parce qu'on a attendu deux ans pour avoir la réponse du juge : la réponse a été positive. Ça va faire presque deux ans et si on loge des personnes encore pendant deux ans, le projet aura attendu six ans pour pouvoir voir le jour. Donc conserve-t-on ce projet sur le long terme, maintenant, puisqu'on n'a pas le choix ? Merci.

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN : Monsieur le Maire, chers collègues, bien entendu, on ne peut que se réjouir que se développe le logement, l'habitat intercalaire dans notre Ville, et même si ce n'est pas une solution pérenne et que ça n'a de sens qu'en s'inscrivant dans une vision de long terme de lutte contre le sans-abrisme et le mal-logement, il est important de souligner quand les actions sont positives. Je vais donc évidemment voter pour cette affaire, et je ne doute pas qu'elle fera l'unanimité de ce Conseil.

Je voudrais cependant attirer votre attention sur un certain point qui transparaît dans cette affaire. C'est la première maison qui figurait dans la liste de celles qui sont en habitats intercalaires, qui est mise à disposition de Monsieur GHAZNIWAL et de sa famille, ce Maire afghan que vous avez accueilli en grande pompe et surtout de manière très médiatisée. Je voudrais revenir sur cette séquence parce que vous avez déclaré du coup cet été que « 50 Afghans seraient accueillis par la Ville de Montpellier », dès le lendemain des événements. Je vous avoue que j'avais été relativement surprise,

parce qu'en fait on sait clairement que dans les compétences communales, celle d'hébergement des demandeurs d'asile et des réfugiés n'est pas vraiment la bonne. Mais bon, je me suis dit que c'était plutôt une bonne nouvelle, on va dire, et puis on n'a plus de nouvelles depuis. On n'a plus entendu parler de ces 50 Afghans et Afghanes qui devaient être accueillis à Montpellier. De fait, on a la confirmation que, mise à part la famille du Maire de Ghazni, aucun des réfugiés Afghans qui sont arrivés en France n'est aujourd'hui accueilli dans notre Ville.

Alors je veux dire, Monsieur le Maire, que dans la mesure où ce n'est pas la compétence de la Ville, on ne peut pas finalement vous reprocher de ne pas mener cette action. Mais je trouve que c'est relativement indécent que vous vous gaussiez de ces grandes actions alors que vous savez très bien qu'on ne va pas être en mesure de les tenir. Pourquoi je dis ça ? C'est parce qu'en effet, quand un demandeur d'asile sur deux dans notre Ville n'est pas hébergé, dire au centre d'accueil « *je vais accueillir 50 personnes* » dans la presse comme ça, ça veut dire « *faites de la place pour ceux que j'ai décidé d'accueillir* ». C'est aussi en fait finalement leur demander de ne pas loger 50 autres demandeurs d'asile. Monsieur le Maire, si vous voulez mener une véritable politique d'accueil, plutôt que l'omniprésence dans la presse, choisissez la réquisition des bâtiments vides : il y a 15 000 logements aujourd'hui qui sont vides, dont effectivement 3 000 depuis plus de deux ans. Vous avez aujourd'hui les outils pour mettre en place une véritable politique à la hauteur des enjeux. Il ne vous manque plus que la volonté.

Monsieur le Maire : Madame YAGUE, rassurez-vous, le travail qui a été engagé sur la modification du legs se poursuit. D'ailleurs ce sera une délibération à l'ordre du jour d'un prochain Conseil : une étude justement de préfiguration sur le projet, sur Marie-Caizergues, sur la prise en charge des vulnérabilités des femmes, femmes seules avec enfants, femmes battues, dans la poursuite du travail absolument remarquable des équipes de Bouissonnade. Donc tout ça, c'est ok. Le temps de porter, on mobilise ce logement. Mais je voudrais vous rassurer : Madame NAKIB, Michel CALVO éclaireront, puisque lors d'un prochain Conseil on aura une affaire là-dessus. Voilà. Merci de votre vigilance.

Alors, d'abord, à Montpellier il y a – c'est l'INSEE qui le dit – 1,9 % de logements vacants. C'est l'un des taux les plus faibles des métropoles. Nous le savons – Monsieur LÉVITA faisait allusion, à la pression sur le logement – ayons la rigueur du débat.

Qu'est-ce que nous faisons avec l'habitat intercalaire ? Nous identifions ces logements non utilisés pour pouvoir trouver des solutions pour des personnes en situation de vulnérabilité, nous cherchons l'habitat intercalaire. Madame YAGUE d'ailleurs a dit « *attention, qu'en est-il du projet à venir ?* », de manière très légitime, elle interroge : de manière transitoire il est mobilisé. On fait ce travail de recensement, ça nous a aidé pour le squat des archives, ça nous a aidé pour le squat « *du court-circuit* » où, samedi dernier, 26 personnes ont été accueillies dans l'habitat intercalaire : fin du squat et situation digne. C'est ce que nous allons nous efforcer de faire, et c'est un dossier énorme, sur le bidonville de Celleneuve. Énorme ! Nous le faisons parce qu'il n'est pas question que ces solutions sombrent dans la facilité et que les gens passent devant les demandeurs de logement social, qui en droit attendent de pouvoir obtenir un logement social – et à Montpellier, ils sont extrêmement nombreux, d'où la nécessité de pouvoir construire du logement dans des zones concernées, d'où la modification 14 du PLU qui renforce les prescriptions de logements dans les nouveaux immeubles collectifs. C'est notre méthode.

Quand l'aéroport de Kaboul est tombé, dans les circonstances que nous avons tous en tête, comme beaucoup de Maires en France – et je pensais avec votre soutien – j'ai proposé que la Ville – qui est une Ville d'accueil, d'hospitalité, comme l'on fait tous mes prédécesseurs d'ailleurs, comme le font les Montpelliérains – puisse accueillir 50 Afghans – 75, 30, voilà – en fonction de ce que notre pays

aurait réussi, par le pont aérien, à accueillir, et participer à l'effort de solidarité nécessaire face à des gens qui sont menacés de mort par fanatisme religieux. J'ai fait cette proposition et quand on l'a faite, on s'est immédiatement mis en mouvement : cellule de crise quotidienne. On a identifié d'ailleurs un bâtiment, en l'occurrence sur le site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), c'est-à-dire non concerné par l'habitat intercalaire, ne prenant surtout pas la place de gens qui attendent du logement social, parce qu'il est hors de question comme vous l'avez fait d'opposer les publics et les fragilités, ô combien dures. On s'est tenus à disposition, mais il ne nous a pas échappé que l'aéroport de Kaboul a été très vite pris, que le pont aérien s'est fermé, et malgré les contacts avec le délégué interministériel aux réfugiés, avec les contacts avec la Directrice générale de France Terre d'Asile, Madame ROUILLEAULT, le texto envoyé à Monsieur le Premier ministre pour lui dire la disponibilité de la Ville, c'est principalement en région parisienne, à Strasbourg et Bordeaux que les réfugiés afghans ont été affectés dans le cadre de l'asile. D'ailleurs j'ai reçu une lettre de Madame SCHIAPPA disant « *vous n'avez pas accueilli* ». J'ai répondu « *on a tout fait pour être très disponible* ». Elle a présenté d'ailleurs ses excuses parce qu'elle avait bien identifié nos efforts.

Ensuite, qu'est-ce qu'on a fait ? Il se trouve qu'on a reçu ce mail. Oui ça a été médiatisé. Alors attention : je ne veux pas d'ennui. C'est vrai, c'est un ancien porte-parole de l'Élysée de 2007 à 2012, en lien avec l'Ambassadeur de France à Kaboul, David MARTINON, on a essayé à la suite de ce mail de tout faire pour essayer d'extraire cette famille par la voie terrestre. Monsieur BOZONNET, mon Directeur de Cabinet – que vous connaissez – s'est mobilisé et on a réussi à construire une chaîne de soutien assez incroyable, qui a permis d'exfiltrer – exfiltrer, c'est le mot – quasiment cette famille qui, aujourd'hui, est dans l'habitat intercalaire, apprend le français, et on lui souhaite la vie la plus paisible possible.

C'est vrai que c'est une histoire qui a beaucoup surpris tout le monde, parce que la frontière étant fermée, on a réussi à protéger une famille, on peut toujours polémiquer là-dessus. Après, il y a des choses qu'on ne médiatise pas, Madame, mais vous me donnez l'occasion de raconter l'histoire suivante. Vous voyez il y a une directrice d'école de Montpellier qui est venue me voir il y a de ça trois semaines – si la presse peut ne pas le raconter, c'est très bien – et qui m'a dit « *voilà, Monsieur le Maire, il y a une famille afghane, des enfants qui étaient scolarisés dans cette école et qui ne sont pas revenus le jour de la rentrée* ». Leur histoire est la suivante : ils sont en France depuis de nombreuses années, mais ils avaient réussi à prendre un vol aller-retour à Kaboul pour voir leur famille, et là, l'aéroport est tombé et ils étaient bloqués à Kaboul. Ces enfants n'étaient pas dans les cours de récréation et n'étaient pas avec leurs copains. Le papa lui était resté, c'était seulement son épouse et ses enfants qui étaient là-bas. On a été saisis et puis on s'est mobilisés et on a réussi à trouver une solution, en toute discrétion. Aujourd'hui ces enfants sont dans les cours de récréation et ont retrouvé leurs copains. Alors, des histoires comme ça, j'en ai encore quelques-unes, pour tout vous dire. J'ai cette histoire de ces professeurs de la Faculté de médecine qui ont dit « *mais on a un ancien collègue qui est en grande difficulté et pour lequel on essaie de se mobiliser* ». Je ne dirai ni son nom ni nos modalités, parce qu'ils sont menacés de mort.

Alors, oui, on n'a pas reçu les 50 Afghans parce que le pont aérien s'est arrêté. Mais grâce, et je veux le dire – j'en profite grâce à vous, Madame DOULAIN – grâce à l'immense solidarité de cette Ville, on reçoit des informations. On a des chefs d'entreprise qui aident, qui demandent surtout de ne pas être connus, mais ils se reconnaîtront. On a aujourd'hui une école qui organise une solidarité pour pouvoir donner des vêtements et accompagner. Vous ferez le décompte après, mais les moyens que nous avons, et le temps que nous avons, nous les consacrons bien sûr aux habitants de la Ville, mais aussi à cela, à la famille afghane, il y a ces petits enfants. Les gens me prenaient pour un extraterrestre dimanche soir à la gare Sud de France en me demandant ce qu'on était en train de faire. Le petit garçon, il s'appelle Suhail et il est aujourd'hui dans une école. J'espère que tous les messages qu'on

reçoit, on pourra les accompagner, et on le fera par l'habitat intercalaire, on mobilisera.

Je vous le dis avec beaucoup de respect, Madame DOULAIN. Vous êtes quelqu'un de conviction. Vous vous exprimez. Mais franchement, ne jouez pas sur ça. C'est dur pour tout le monde, surtout pour les gens qu'on essaie d'aider. Je trouve très déplacée votre intervention. Mais au moins ça m'a donné l'opportunité de raconter ce que nous faisons, dans notre emploi du temps où nous sommes aussi très attendus sur énormément d'enjeux. En tout cas moi, ma grande satisfaction, c'est que dans cette école, ces trois enfants retrouvent leur scolarité normale. La France est France, parce qu'aujourd'hui on fait entrer au panthéon Joséphine BAKER et que la France, ça n'est pas le prénom, ça n'est pas la religion ou l'absence de religion ou la couleur de peau, c'est de garantir le droit à l'éducation. Je remercie cette directrice d'école qui, un dimanche, m'a interpellé, m'a demandé du temps, on en a partagé et on s'est mobilisés, ça nous en a pris et aujourd'hui, voilà. Alors on pourra faire le décompte si on sera à 50-70-80. En tout cas on essaie de faire de notre mieux dans cette crise. Et merci de nous en donner quitus.

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Hind EMAD, M. Max LEVITA, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

5. Ville fraternelle et solidaire - Hôtel de Ville solidaire - Dispositif pour les fêtes de fin d'année 2021 - Conventions de mise à disposition de salle à titre gratuit - Approbation

Mmes M. HOUGUET et F. NAKIB entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 5, qui est sur table, pour organiser le Noël solidaire avec l'ensemble des associations. Tu veux dire un mot, Madame MASSART ? Je vais juste dire un mot : depuis qu'on est élus, l'Hôtel de Ville est ouvert pour permettre de tenir Noël et le réveillon. Là on met à disposition une salle pour qu'il y ait un moment de chaleur et d'humanité. Vous êtes tous les bienvenus, même si évidemment vous pouvez – c'est tout à fait normal aussi – être auprès de vos familles. Voilà ce que dit la délibération. Madame MASSART.

Marie MASSART : Je voulais juste encore une fois saluer le travail des associations. Je sais qu'il y a une belle mobilisation collective de toutes les associations qui œuvrent pour l'aide humanitaire pour que cette soirée ait lieu. Je tenais également à saluer le travail des services et du CCAS et particulièrement de la cuisine centrale qui va fournir du coup 300 repas pour cette soirée.

Monsieur le Maire : Merci aux agents de la cuisine centrale. Michel CALVO.

Michel CALVO : Ne pas oublier que nous renouvelons l'opération de l'année dernière sur une permanence téléphonique avec SOS amitié – qui avait rempli son rôle, mais c'était le tout début – et on l'entretiendra chaque année, parce que ce sont des moments où la solitude est la plus grave pour toute une série de populations, qui ne se déplace même pas, qui est dans l'isolement, et un coup de fil, des fois, ça permet de maintenir des liens.

Monsieur le Maire : Monsieur CALVO, je me permets cette anecdote, effectivement. La nuit du 24 et la nuit du 31, avec la réserve communale et SOS amitié, il y a une permanence téléphonique – c’est très important qu’on en parle pour que la presse s’en fasse l’écho. L’année dernière, beaucoup de nos aînés sont restés confinés, seuls. Il se trouve que j’ai rencontré, à l’Antigone des associations, une personne qui avait appelé et qui m’avait dit « *ça a été un de mes rares contacts dans cette période si difficile* ». Donc merci, il faut qu’on médiatise et merci Yvan NOSBÉ, qui suit ce dossier.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

6. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Attractivité et dynamisation du centre-ville pour les fêtes de fin d'année - Attribution de subvention au Comité Plein Centre Montpellier Commerce - Approbation - Autorisation de signature

Mmes C. GIMENEZ et F. DOMBRE-COSTE sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 6. C’est une subvention de 65 000 euros aux commerçants pour les fêtes de fin d’année, qui permet aux associations de commerçants dans les différents quartiers d’organiser différents moments pour mettre en joie les rues de l’Écusson. Y a-t-il des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Qui ne prend pas... Pardon, Madame YAGUE, je vais vite.

Annie YAGUE : Merci. Juste une question. Sur quel critère a été choisi cette association pour recevoir une subvention ma foi assez conséquente puisqu’elle est de 65 000 euros ?

Roger-Yannick CHARTIER : *Intervention hors micro.* ...c’est sous le couvert de la Chambre de Commerce et d’Industrie (CCI) et l’association regroupe différentes autres associations qui ont fait une présentation pour se structurer... *Intervention hors micro.*

Annie YAGUE : Alors moi je vois le contraire sur internet, que ça n’a pas vocation à regrouper les associations du centre-ville. Deuxièmement, c’est la CCI, je veux bien, mais enfin je me pose des questions sur la composition des membres du bureau, puisque dans les membres du bureau on trouve le fils de Monsieur DELJARRY... Je veux bien que la CCI oriente, enfin moi ça ne me semble vraiment pas très clair. Evidemment je suis contente qu’on donne de l’argent aux commerçants du centre-ville, mais dans des conditions plus transparentes, parce que moi ça me pose question. Dans ce comité il y a une majorité d’hommes, entre ça et le fait que le fils de Monsieur DELJARRY soit dans le bureau... Qu’est-ce qu’il fait ? Élu Vice-Président. Monsieur le Maire, je vous invite à la prudence.

Monsieur le Maire : Monsieur CHARTIER.

Roger-Yannick CHARTIER : L’association n’a pas vocation à fédérer les autres associations. Par contre, elle a concentré des propositions des autres associations, qui voulaient se structurer. Concernant les membres de cette association, je ne pense pas que l’on est habilités à juger : c’est un vote, qui est un vote démocratique. Ils ont désigné leur candidat. Nous, aussi bien la Mairie que

n'importe quel autre service, nous n'avons pas à intervenir à ce niveau-là. Concernant après le fait que ça a été structuré par le biais de la CCI : c'est qu'ils ont demandé à la CCI de les accompagner sur la préparation de ces dossiers. Il était sur un laps de temps qui était court et qui permettait aussi d'avoir une transparence. Le vote de cette subvention, elle est sous facturation, donc nous répondrons chaque fois que nous aurons une facture que nous pourrions valider. Elle est simplement un montant maximal que nous accordons sur l'ensemble de l'animation, mais ce sera à chaque fois contre facture que nous paierons.

Monsieur le Maire : Merci de ces éclaircissements. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 6 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, Mme Alenka DOULAIN, M. Serge GUISEPPIN, M. Salim JAWHARI, Mme Flora LABOURIER, Mme Clothilde OLLIER.

7. Protection de la population et tranquillité publique - Prise en charge par la Ville de Montpellier des engins motorisés saisis dans le cadre des rodéos motorisés - Délégation de Service Public - Fourrière automobile - Avenant n°5 - Protocole d'intervention - Approbation - Autorisation de signature

Mme F. DOMBRE-COSTE entre en séance.

M. E. ARIZTEGUI sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 7. Monsieur COTE.

Sébastien COTE : Oui, Monsieur le Maire. Chers collègues. Effectivement, c'est une affaire qui est une convention et une modification d'un avenant à notre Délégation de Service Public (DSP) fourrière. C'est l'occasion pour moi de rappeler la mobilisation totale de la Ville dans la lutte contre ce qu'on appelle les « rodéos urbains », qui sont une véritable plaie, une véritable nuisance pour les riverains, nuisance sonore, risque pour la population lorsqu'elle chemine à vélo ou lorsqu'elle chemine à pied. C'est un fléau pour ceux qui s'adonnent à ce genre de rodéos ; il y a eu plusieurs blessés graves à Montpellier, notamment un sur l'avenue Georges-Clemenceau il y a quelques mois. Evidemment, c'est aussi un fléau parce que cela met nos forces de l'ordre – police municipale et police nationale – en grande difficulté puisque c'est très difficile d'intervenir sur ce genre d'opérations pour ne pas mettre en danger, ni les auteurs des faits, ni évidemment les fonctionnaires de police.

Nous sommes donc mobilisés et la justice a décidé d'aller plus loin, c'est le sens d'une circulaire de 2020, qui fait suite à la loi de 2018 qui pénalisait et créait un délit spécifique sur les rodéos urbains. Cette circulaire permet d'intensifier la lutte des parquets contre les rodéos urbains en accélérant, en particulier, la saisie des véhicules qui ont servi à commettre ces infractions. Le problème, c'est qu'évidemment, il s'agit bien de saisies judiciaires. En l'occurrence, lorsque ces véhicules sont pris en charge par la fourrière municipale, le parquet doit rémunérer la Ville ou le délégataire. Evidemment, cela grevait les budgets des juridictions, ce qui ralentissait l'action publique en la matière.

Nous avons donc décidé de conventionner avec le parquet. C'est un signe très important de notre volonté partenariale en matière de lutte contre « *l'intranquillité* » et de lutte contre la délinquance. Ce partenariat est relativement simple : nous mettons à disposition à titre gracieux la fourrière municipale de Montpellier – d'où la nécessité, par un avenant, de modifier la DSP – et en échange, le parquet s'engage à un traitement accéléré de ces affaires, de manière à ce qu'évidemment il y ait une rotation sur ce parc. L'objectif est très clair : saisir le plus possible les véhicules qui commettent ces infractions et lutter avec conviction contre ces rodéos. Une fois encore, c'est la preuve de notre démarche, celle que vous initiez depuis le début du mandat, que la lutte contre l'insécurité, la lutte contre « *l'intranquillité* » ne peut se faire que dans un partenariat solide, un partenariat durable avec l'ensemble des protagonistes. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur COTE. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ou des questions auprès du rapporteur ? Écoutez, on va mettre aux voix. En tout cas merci à la police municipale et à la police nationale, d'être coordonnées pour agir face à ces incivilités qui font du bruit, qui font des nuisances, qui mettent en danger les propres utilisateurs. C'est une démonstration de l'action conjointe. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

**8. Protection de la population et tranquillité publique - Enquête "Sécurité et cadre de Vie à Montpellier" - Convention entre la Ville de Montpellier et l'Université de Montpellier
Unité Mixte de Recherche Dynamiques du Droit - Approbation - Autorisation de signature**

Mme C. GIMENEZ et M. E. ARIZTEGUI entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 8. Monsieur COTE, sur enquête « *sécurité et cadre de vie à Montpellier* », convention avec la Faculté de droit.

Sébastien COTE : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Encore une fois, une illustration, cette fois en matière de prévention de la délinquance, de notre volonté farouche de nouer des liens, de nouer des partenariats avec l'ensemble des acteurs qui, sur la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, concourent à la lutte contre l'insécurité et à la prévention de la délinquance. C'est donc une convention très importante.

La sécurité et la tranquillité, on le sait, sont des priorités de l'action municipale depuis 2020. Une politique publique, ça ne se construit pas sur des faits divers. Une politique publique, ça se construit sur des éléments tangibles, sur des éléments précis, sur une prise en compte scientifique, notamment de l'insécurité, et surtout du sentiment d'insécurité, parce qu'il faut aller au-delà des statistiques qui nous sont données par les dépôts de plainte. Il faut aussi être capable de traiter le sentiment d'insécurité, qui est un véritable enjeu. Pour cela, il faut le connaître et il faut évidemment en avoir une pleine connaissance.

C'est pour ça que je salue vraiment le partenariat avec la faculté de droit – permettez-moi de citer le doyen CLAMOUR, permettez-moi aussi de remercier la professeure Madame SORDINO – qui va nous permettre de conduire une enquête dite « *de victimation* », dans la Ville de Montpellier, concernant l'hyper centre-ville. Pourquoi l'hyper centre-ville ? Parce que c'est là où il y a la majorité

des faits de délinquance qui sont recensés. Une fois que cette enquête aura été menée, nous pourrons effectivement d’abord en avoir une restitution – qui sera évidemment publique – et de cette restitution nous pourrons ensuite conduire un certain nombre d’actions plus précises, plus ciblées. Là, encore une fois, c’est une convention qui montre notre détermination et notre faculté à créer des liens et des partenariats avec l’ensemble des acteurs qui travaillent sur ces questions de sécurité dans la Ville de Montpellier. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur COTE. Est-ce qu’il y a des demandes de prise de parole ? Madame DOULAIN, Monsieur PATERNOT.

Alenka DOULAIN : Je vais continuer ce Conseil comme si vous aviez essayé de répondre à mes questions et de ne pas caricaturer mes propos... Le fait que je pointe – je fais juste une petite parenthèse – le décalage entre vos actions de communication et vos actes, Monsieur le Maire, juste, ça s’appelle le contrôle, et rendre des comptes, c’est mon rôle. Chacun son rôle...

Monsieur le Maire : Madame...

Alenka DOULAIN : Je continue. La tranquillité publique...

Monsieur le Maire : Je vous invite à rester sur l’affaire portée par Monsieur Cote.

Alenka DOULAIN : Bien sûr – j’y viens – mais je suis bien obligée de vous recadrer un petit peu...

Interventions hors micro.

Alenka DOULAIN : ...vous voyez bien l’état des réflexions.

Monsieur le Maire : Madame, vous pouvez recadrer...

Alenka DOULAIN : Vous avez caricaturé mes propos tout à l’heure. C’était gênant et pour tout le monde...

Monsieur le Maire : Non, non, c’est vos propos.

Alenka DOULAIN : Donc je continue. La tranquillité publique, c’est un sujet qui nous tient à cœur, vous le savez...

Monsieur le Maire : Madame DOULAIN, vous pouvez recadrer qui vous voulez – vous-même en premier lieu. Vous avez eu des propos particulièrement injustes, donc je me suis autorisé...

Alenka DOULAIN : Monsieur le Maire, c’est gênant, mais c’est gênant. C’est gênant. C’est gênant...

Monsieur le Maire : Madame, vous restez sur l’affaire. Il n’y a pas de problème.

Alenka DOULAIN : Je reste sur l’affaire, j’y viens, si vous pouvez me laisser y aller....

Monsieur le Maire : Je vous ai laissé vous exprimer sur des sujets qui étaient hors affaire. Ok. Là vous êtes sur l’affaire. Vous bénéficiez dans cette Assemblée d’un temps de parole...

Alenka DOULAIN : Le vôtre est aussi très important, on le subit tous un petit peu...

Monsieur le Maire : Il se trouve Madame que, par la décision de ce Conseil, c'est moi qui en préside la séance et qui en garantit le bon ordre.

Interventions hors micro.

Monsieur le Maire : Donc je vous le dis : vous n'êtes pas dans un groupe, vous pouvez prendre la parole, vous expliquez que vous êtes brimée dans ce Conseil – quand même... Donc vous vous exprimez, mais vous restez sur l'affaire, s'il vous plaît. Et les contre-vérités, c'est vrai, il faut les corriger et celles que vous avez faites méritaient d'être corrigées.

Alenka DOULAIN : C'est faux et vous le savez très bien. Donc la tranquillité publique...

Monsieur le Maire : Non, je ne laisse pas vos mensonges...

Alenka DOULAIN : Non, mais...

Monsieur le Maire : Je ne laisse pas vos mensonges. Allez-y.

Alenka DOULAIN : Donc la tranquillité publique, c'est un sujet qui nous tient évidemment à cœur, et vous le savez. Dans cette affaire il est proposé de confier à ces équipes de chercheurs ce travail fin de terrain. On souscrit évidemment à 100 % à cette démarche, qui vise à un petit peu objectiver ces sujets, loin des clichés et des faits divers. De quoi ont peur nos concitoyens et concitoyennes ? Ont-ils été victimes ? Ont-ils porté plainte ? S'ils ont porté plainte, pourquoi ? Si non, pourquoi ? Ont-ils des propositions à faire sur la police municipale et notre coordination avec la police nationale ? Voilà, je crois que c'est évidemment très intéressant.

Par contre, moi, je m'étonne du fait de limiter cette enquête hautement stratégique aux usagers de l'hypercentre. Vous l'avez dit : il y a effectivement beaucoup de faits de délinquance, mais je crois qu'aujourd'hui, dans les quartiers populaires notamment, il y a un besoin aussi de ce travail de terrain. Vous le savez, je n'aime pas du tout commenter les faits divers, mais rappelons-le : une fusillade à la kalachnikov à la Paillade, des meurtres à l'arme blanche dans plusieurs quartiers, dont il y a moins de deux semaines à Près d'Arènes, des personnes qui sont blessées par balle aux Beaux-Arts ou à Saint-Martin : je crois qu'aujourd'hui il y a un vrai sujet aussi. Ce que je propose, c'est de rajouter à ce premier périmètre de l'hypercentre, et effectivement il y a un vrai sujet ici, de rajouter aussi un périmètre d'un quartier populaire et de mettre aussi en exergue justement les sentiments différents qu'il pourrait y avoir en termes d'insécurité, etc. Je propose ça et j'attends vos précisions sur ce choix.

Monsieur le Maire : Merci, Madame DOULAIN. Monsieur PATERNOT.

Bruno PATERNOT : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus, chers « amiches ». Un de nos engagements pour une nouvelle gouvernance fut de bannir le travail en silo, mais de travailler en équipe. Nous voici donc en équipe pour mêler social, écologie, innovation, laïcité sur tous les sujets. Sous la houlette de l' élu à la sûreté, le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) a donc invité les élus délégués au quartier, à la prévention des violences faites aux femmes et à l'esthétique lumineuse à des marches exploratoires pour mêler écologie et égalité femmes-hommes. Mêler une politique à la fois éco et féministe, je vous avoue que ça me va bien.

Nous avons donc décidé ensemble que, sur le quartier centre, nous ferons de Montpellier trois M :

Moins, Mieux, Merveilleux. « *Moins* » sur le quartier centre et les quartiers prioritaires de la ville, ce sera de réduire les lumières privées agressives – et pas de les éteindre. « *Merveilleux* », c'est la rénovation du parc technique dans toute la Ville et dans tous ses quartiers, et un appel à maîtrise d'ouvrage pour aller vers une esthétique lumineuse qui fera de Montpellier une Ville dont l'environnement visuel sera unique et particulier. Il reste le « *mieux* » : grâce au CLSPD, grâce aux fonctionnaires pragmatiques dévoués et motivés, nous apprenons par les gens qui vivent dans le quartier. Nous faisons une politique par et pour les concernés – concernées : ées. Je ne suis pas l'Elu avec e majuscule, mais je suis là pour écouter les femmes et proposer une ville qui protège comme il faut, parce qu'une ville pensée par et pour les femmes est une ville apaisée par et pour tout le monde.

De la première marche nocturne, je suis reparti avec un petit panier de tâches à faire, à la fois sur la lumière et sur l'ambiance sonore, pour travailler sur l'insécurité ressentie, car ce sont les personnes qui luttent contre les violences – et pas les outils ou la technologie : on n'a jamais vu un lampadaire courir pour arrêter un harceleur, jamais une ampoule n'a secouru une femme, jamais une lampe n'a évité les violences faites aux femmes. Ce sont les personnes, dans les écoles par l'éducation, dans les commissariats par la protection, dans les prétoires par la justice qui luttent efficacement contre l'insécurité. Un chiffre de l'Association Nationale pour la Protection du Ciel et de l'Environnement Nocturnes (ANPCEN) : depuis 30 ans, l'éclairage en ville a augmenté de 97 %. Je ne crois pas que les violences faites aux femmes aient baissé de 97 % depuis 30 ans. Ce sont donc bien les actions que propose Fatma NAKIB, et le financement qui va avec, qui permettront d'apaiser la ville.

Mais je prends ma part de responsabilité pour travailler sur le sentiment d'insécurité, car il existe et il est primordial de le traiter en travaillant sur les parcours lumineux, notamment grâce à la rénovation de l'éclairage de la Comédie-Esplanade, en réduisant les lumières intrusives, en unifiant le spectre lumineux, en changeant les températures de couleur pour des lumières plus sobres, mais aussi plus douces. La douceur sauvera le monde, face à la morve rampante et raciste qui monte dans le pays, il faut assumer le soin et le calme dans l'espace public. Grâce à cette délibération, nous montrons que nous sommes déjà au travail, ensemble et concertés, nous les fonctionnaires, la recherche, les élus, les citoyens et surtout les citoyennes. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur PATERNOT. Monsieur COTE, pour quelques éléments de réponse.

Sébastien COTE : Oui, merci Monsieur le Maire. Chers collègues. D'abord merci à Bruno PATERNOT de me donner l'occasion de remercier les équipes du CLSPD, qui effectivement vont piloter avec la Faculté de droit cette enquête dite « *de victimation* », et qui effectivement mènent depuis quinze jours des marches de femmes dans l'espace public, diurnes et nocturnes, permettant d'identifier effectivement dans l'hypercentre de Montpellier un certain nombre de points négatifs, que nous pourrions corriger avec l'ensemble des outils qui sont à la disposition de l'action publique municipale.

Pour répondre à Madame DOULAIN, effectivement une politique ne se fait pas par les faits divers, vous l'avez dit vous-même. Mais vous avez quand même cédé à la tentation de les instrumentaliser – ce qui évidemment est assez plaisant et en dit long sur votre manière de voir les questions de sécurité. Pourquoi l'hypercentre ? Parce que c'est aujourd'hui plus de 40 % des faits de délinquance constatés, 44 % pour être précis sur l'année 2019. Vous pointez les quartiers populaires, les QPV. Ils ne sont pas forcément les plus criminogènes. 22 % pour la Mosson par exemple : c'est donc deux fois moins. Ensuite, il est évident que c'est une première étape. Le mieux étant souvent l'ennemi du bien, il est très difficile de mener une véritable enquête « *de victimation* » qui soit pertinente sur une échelle qui serait très difficile à appréhender par les étudiants de Master 2 qui seront mobilisés. Nous

commençons donc par l'hypercentre parce que c'est une priorité de toutes les sécurités. Nous aurons une restitution et bien évidemment ce travail partenarial a vocation à se poursuivre parce que c'est notre manière d'envisager et d'aborder les questions de tranquillité publique.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur COTE. Il faut quand même dire qu'aussi on fait des marches exploratoires avec les femmes, quartier de la Mosson, dans un certain nombre de quartiers populaires. Il y a un travail qui a été conduit dans le cadre du CLSPD, il y a des rencontres avec les habitants, avec la police, la population, mais aussi avec un certain nombre d'acteurs associatifs justement pour travailler sur ces phénomènes de perception. Nous rajoutons un étage supplémentaire qui est le lien avec la Faculté de droit pour commencer sur le centre, et évidemment ça a vocation à se déployer, ça s'inscrit dans une stratégie pour notre Collectivité. Il y a beaucoup de délibérations comme ça, on passe les partenariats, des conventions avec les organismes de recherche, c'est-à-dire nos universités. On en a passé une avec le Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE), on en a passé une avec l'Université de Montpellier en écologie urbaine. Là, la Faculté de droit. L'Université de Montpellier sur beaucoup de volets culture, culture scientifique, tout à l'heure, chère Fatma [NAKIB], sur la question des discriminations pour qu'on puisse utiliser les ressources de nos chercheurs et chercheuses dans les différents laboratoires, pour qu'on puisse travailler, agir au plus juste, et on mobilise les étudiants de Master 2 ou de thèse ou de Master 1 – ça dépend – qui peuvent aussi s'impliquer. Ça participe d'une relation qu'on souhaite plus intense entre les universités et le territoire, les centres de recherche et le territoire. On a la chance d'avoir de très grands chercheurs, des chercheurs qui sont prêts à faire de Montpellier un objet d'étude, et ça, ça nous aide ensuite à la décision. Il est fort probable qu'après avoir travaillé sur le centre, on ira travailler sur d'autres espaces, ou peut-être sur des populations pour pouvoir agir au plus juste.

En tout cas les questions de sécurité, vous l'avez très bien dit, Monsieur COTE, n'ont pas vocation à instrumentaliser – ça, c'est l'apanage des populistes. Elles nécessitent une mobilisation de tous et en particulier dans les quartiers plus fragiles. C'est l'occasion de faire le point sur le Groupe Local de Traitement de la Délinquance (GLTD) Saint-Martin, qui a permis d'affirmer une présence très forte, de faire un point là-dessus. Je tiens à saluer les forces de police, qui sont allées faire du porte-à-porte pour questionner, demander quelles étaient les attentes, pour pouvoir ensuite travailler sur la durée contre – dans le cas présent – le sentiment d'insécurité.

Quant à la personne, ça a été fait allusion, à la maman qui a perdu son fils par coup de couteau à l'arme blanche – je pourrais en parler puisqu'on a beaucoup échangé – ce sera l'occasion pour nous dans le cadre de la nouvelle année, de mobiliser un certain nombre d'acteurs pour faire un travail sur l'usage de l'arme blanche dans la Ville. C'est un phénomène qui est extrêmement préoccupant, très complexe, qui nous place tous dans des états de sidération, et sur lesquels, avec l'Education nationale, les services jeunesse, les services sociaux et nous aurons l'obligation ardente de travailler. C'est la demande de cette maman, mais aujourd'hui elle doit vivre cette tragédie et son deuil.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès ROBIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

9. Hors Délégation - Organisme Foncier Solidaire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation des administrateurs SERM et ACM à prendre part à la validation des statuts - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 9. C'est la même qu'à la Métropole. Une prise de participation de la Ville de Montpellier à l'Office Foncier Solidaire (OFS). Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Des oppositions ? Des abstentions ? Des refus de prendre part au vote ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

10. Ville fraternelle et solidaire - Actions de lutte contre la précarité énergétique dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) - Conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier, Enedis, ACM Habitat, les Compagnons Bâisseurs et Octopus Expression - Autorisation de signature

MM. M. ASLANIAN, M. CALVO et S. MANSOURIA (avec le pouvoir de Mme N. AKIL) sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 10. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur LAOUKIRI ? Oui, Madame DOULAIN, allez-y.

Alenka DOULAIN : Monsieur le Maire, chers collègues, je vais être très rapide. Vous savez que le sujet de la précarité énergétique me touche particulièrement, et je ne peux que me réjouir de voir qu'une délibération sur ce sujet nous est soumise au vote.

En revanche – alors c'est peut-être une déformation professionnelle – mais moi j'ai du mal à voir dans une même délibération sur la précarité énergétique le terme « *d'écogestes* ». Je reconnais le travail formidable des compagnons bâtisseurs et je trouve ça très bien. Dans la délibération, on nous propose d'envoyer des jeunes en service civique, aller tout simplement identifier les ménages en situation de précarité dans les QPV. Mais il faut être clair : le message, il ne peut pas être celui de « *mettez un pull* » ou « *mettez un boudin en bas de porte* ». La précarité énergétique, c'est un phénomène qui est vraiment structurel, qui a été organisé d'ailleurs en partie par les acteurs publics, parce qu'on a mis les plus précaires d'entre nous dans des logements où il faut se ruiner pour se chauffer – je tiens quand même à le rappeler. Sur les 40 000 ménages en situation de précarité sur Montpellier, il y a un quart qui sont dans le parc de logement social – c'est un fait, c'est comme ça, ce n'est pas juste. Les logements, ils sont à rénover : il y a des bâtiments qui ont été mal conçus, il y a des équipements qui sont vétustes. Il faut être clair sur le mot d'ordre par rapport à ces jeunes qu'on envoie faire ce travail de sensibilisation. Ce qu'il faut absolument, ce n'est pas juste changer ses habitudes ou faire des écogestes. Ce n'est pas du tout ça le mot d'ordre.

Aujourd'hui les mesures, on les connaît. Pour prendre le problème de la précarité à bras-le-corps, il faut évidemment un plan de rénovation des logements ACM clair et transparent : aujourd'hui, on ne l'a pas. Il faut massifier le permis de louer, il faut développer le solaire photovoltaïque et thermique, en priorité pour les ménages les plus précaires, pour faire baisser leur facture. On connaît les mesures structurelles.

Ce que je propose juste par rapport à la délibération, c'est de rajouter une phrase par rapport aux missions des jeunes en service civique et de l'espace ressource habitat : « *mobiliser les habitants afin qu'ils fassent valoir leur droit, celui à un habitat digne, auprès des responsables politiques* ». Je

trouve que là, ça serait vraiment cohérent, parce que finalement, moi je vais vous dire, pour moi, il y a un seul écogeste qui compte aujourd'hui : c'est mettre tous les politiciens devant leurs responsabilités.

Monsieur le Maire : Monsieur LAOUKIRI, peut-être, pour compléter et présenter, si vous voulez, sinon je réponds.

Mustapha LAOUKIRI : Oui, merci Monsieur le Maire, pour présenter rapidement cette délibération. Effectivement, une action qui est renouvelée de lutte contre la précarité énergétique, essentiellement dans les quartiers politique de la ville. Nous avons deux quartiers ici qui sont mobilisés, donc essentiellement les Cévennes à travers la mise en œuvre d'un chantier. Ils ont pour objectif la lutte contre la précarité énergétique, qui mobilise aussi le service civique. On a fait attention justement à mobiliser des jeunes et à la fois des quartiers politiques de la ville et d'autres quartiers pour créer de la mixité sociale et aussi la parité hommes-femmes.

Ensuite vous avez le détail : ce ne sont pas juste des écogestes. Il y a la mise en place, la création de moyens de communication, sensibiliser les habitants, orienter les habitants vers les dispositifs adéquats existants, favoriser les échanges et partages d'expériences à travers des événements conviviaux rassemblant les jeunes engagés en service civique, les professionnels du domaine et les habitants du quartier. C'est une convention qui est dite « *gagnant-gagnant* », puisque nous avons des bénéficiaires qui sont les habitants, mais aussi d'autres bénéficiaires qui sont ces jeunes en service civique, qui sont accompagnés sur le savoir-faire, le savoir-être et l'aller vers. Vous avez donc deux thématiques, la première étant entre celle-ci, chacune avec une contribution financière de la Ville à hauteur de 8 000 euros pour la première et 23 000 pour Enedis Direction Hérault.

La seconde, qui est la mise en place de cet espace ressource habitat, qui mobilise là aussi nos jeunes et les habitants à travers une subvention à hauteur de 3 500 euros par la Ville de Montpellier et 4 000 par Direction Enedis Hérault. Nous avons donc là aussi cet espace qui est dédié aux habitants spécifiquement du quartier Mosson, dans un premier temps, portant sur des ateliers pédagogiques avec le sujet spécifique de l'habitat, un « *outilthèque* » mettant à disposition des habitants des outils en prêt après formation. Vous avez tout le détail sur les deux dispositifs.

Je vous demande d'approuver les termes de la convention dans un premier temps entre l'ensemble des partenaires, Ville, Enedis, ACM Habitat, compagnons bâtisseurs et espace ressource habitat – pour le coup, les deux sont complémentaires – la mise en œuvre du chantier de lutte contre la précarité énergétique et de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville. Merci Monsieur le Maire. Et je demande au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LAOUKIRI de ces précisions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

11. Santé - Convention de partenariat avec la Ligue contre le Cancer relative au déploiement d'Espaces sans tabac - Approbation - Autorisation de signature

M. M. CALVO entre en séance.

Mmes A. ROBIN, A. SAURAT, MM. M LEVITA et M. SEBLIN sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 11. Partenariat avec la Ligue contre le cancer.

Élodie BRUN-MANDON : Merci, Monsieur le Maire. Quelle fierté, en ce 30 novembre, dernier jour du Mois sans tabac, cette action essentielle dans la prévention de lutte contre le tabagisme qui ravage la population, parce qu'aujourd'hui le tabac est responsable de 73 000 décès par an. Alors, une mesure qui peut paraître symbolique, mais une mesure forte, une mesure qui vise à déployer des espaces sans tabac, et notamment nos parcs et jardins, pour trois raisons. Déjà, lutter contre la pollution toxique de ces cigarettes. On le sait, de nombreuses associations, je pense à Sentinelles de rivières ou à l'association Clope, se déploient sur notre territoire pour ramasser ces déchets qui représentent vraiment un drame absolu pour notre ville. Le deuxième est bien sûr d'envisager de se questionner sur sa consommation de tabac, en vue de réguler voire de se sevrer, en tout cas d'interroger sa propre relation avec le tabac. Et pour finir, c'est notre priorité de mandat : cette ville à hauteur d'enfant. Imaginons-nous que nous allons créer des espaces où un enfant n'aura pas de contact avec la cigarette. C'est envisager une autre forme de préservation, de protection de nos enfants.

C'est pour ça que je vous demande aujourd'hui de signer cette convention de partenariat avec la Ligue contre le cancer, acteur majeur sur notre territoire, pour lutter et pour faire de ce danger, de ce fléau social une réalité sur notre Ville.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame BRUN-MANDON. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

12. Egalité et droits des femmes - Création d'un observatoire des discriminations sur le territoire de Montpellier - Contrat de collaboration de recherche entre la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier III - Approbation

Mme M. FAYE sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 12. Là aussi, un lien avec les organismes de recherche. Madame NAKIB, rapidement.

Fatma NAKIB : La délibération est proposée, je ne vais pas revenir dessus. Juste ajouter quelques mots, puisqu'aujourd'hui 30 novembre 2021 Joséphine BAKER fera son entrée au Panthéon. Cette grande artiste américaine, qui se sentait plus une femme française, fut l'une des premières femmes à prononcer ce mot de « *discrimination* » dans la presse et à militer ouvertement contre les discriminations. Hasard de calendrier, ce 30 novembre 2021, la Ville de Montpellier se donne les moyens de lutter contre les discriminations subies par les femmes. L'Observatoire va nous permettre d'objectiver et de répondre aux préconisations qui seront formulées, ou qui le sont déjà, et ce sera un moyen aussi d'inciter nos partenaires à mettre en place des actions à même d'améliorer le quotidien

de nos concitoyens et de nos concitoyennes. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Stéphane JOUAULT, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

13. Egalité et droits des femmes - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Droits des femmes et Lutte contre les discriminations" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 13. Subventions à des associations. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel CALVO, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

14. Santé - Attribution de subventions aux associations dans le cadre de la thématique "Santé" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 14. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Subventions sur la santé. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Michel CALVO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

15. Relations internationales - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Mmes M. FAYE, A. SAURAT, MM. M. LEVITA, S. MANSOURIA (avec le pouvoir de Mme N. AKIL) et M. SEBLIN entrent en séance.

Mme J. FRECHE, MM. J-D. DELAVEAU et Y. NOSBE sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 15. Subventions dans le cadre de la thématique internationale. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Tu veux dire un mot Clare [HART] ? Bien sûr, bien sûr. Excuse-moi. Madame MANTION veille. Vas-y.

Clare HART : Rapidement. Cette affaire concerne deux subventions qui affirment l'importance pour Montpellier, dans sa longue tradition hospitalière, de la solidarité et la fraternité envers les personnes

exilées. Le 29 septembre dernier, la Ville de Montpellier recevait François THOMAS, Président de l'association SOS Méditerranée, et avait rappelé à cette occasion le choix symbolique de la Ville d'attribuer la toute première subvention du mandat à l'antenne héraultaise de l'association, en soutien à ses actions. Ensuite, en avril 2021, nous sommes devenus membres de la plateforme des collectivités territoriales solidaires avec SOS Méditerranée.

La présente délibération renouvelle ce soutien en proposant d'apporter aux côtés d'autres collectivités une participation de 10 000 euros à l'achat de nouveaux canaux de sauvetage pour l'*Ocean Viking*. Il s'agit ici de remplacer l'un des trois canaux spécialement adaptés aux conditions périlleuses et très intenses en haute mer. Ces canaux permettent notamment d'intervenir dans des situations particulièrement complexes où il doit être porté secours en un temps très court à des dizaines, voire des centaines, de personnes en danger en mer. Vous avez je pense toutes et tous vu les images très impressionnantes de ces opérations de sauvetage de SOS Méditerranée, qui rappellent l'inconditionnalité du sauvetage en mer, qui est un devoir universel inscrit dans le droit maritime. Porter secours à toute personne en danger, que ce soit à terre ou en mer, est un devoir moral et légal. Pour rappel, SOS Méditerranée, ce sont 32 000 personnes sauvées depuis 2016. Je voulais vraiment le souligner.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame HART. Il serait dommage que cette intervention ne soit pas prononcée dans ce Conseil, y compris à l'ombre de ce qui s'est dramatiquement passé dans la Manche il y a 72 heures. Merci et merci à vous, parce qu'à la Maison des relations internationales, on a accueilli une exposition absolument bouleversante sur le sauvetage en mer. On s'inscrit dans toutes les collectivités, Le Vigan, la Région, le Département, impliquées aux côtés de cette association. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci beaucoup de cette unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Fanny DOMBRE-COSTE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

16. Ville fraternelle et solidaire - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Mme A. ROBIN et M. M. ASLANIAN entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 16. Association Lutte contre les exclusions. Michel CALVO.

Michel CALVO : Juste signaler que dans cette liste des subventions, il y a deux subventions d'associations intervenant dans les bidonvilles. Une concernant l'Association Recherche Éducation Action (AREA) a été redimensionnée, renégociée et donc ils maintiennent un processus de suivi soutenu de la scolarisation des enfants issus des bidonvilles. La deuxième, celle qui était la création d'une maison commune pour les habitants du Zénith 2, a été supprimée. On l'avait votée il y a six mois. Elle a été supprimée puisque le bidonville a été fermé.

Monsieur le Maire : Merci. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Caroline DUFOIX, Mme Clare HART.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

17. Ville sportive - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Ville Sportive" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

M. J-D. DELAVEAU entre en séance.

Monsieur le Maire : Monsieur MARTIN. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Ville sportive.

Hervé MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. Oui, c'est le résultat de l'appel à projets qui avait été lancé auprès des associations pour pouvoir les aider dans leurs investissements. Ce sont donc au total près de 400 000 euros qui peuvent être versés en aides à l'investissement pour une trentaine d'associations, sur des projets divers qui les aident à se structurer – ça peut être du matériel sportif, ça peut être des véhicules pour déplacer en général les plus jeunes pratiquants, du matériel informatique également beaucoup – tout ce qui permet de moderniser, d'améliorer la pratique sportive de ces associations et de ces clubs.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur MARTIN ? Je mets aux voix ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Nadia AKIL, M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN, M. Sophiane MANSOURIA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

18. Emploi et création d'entreprises - Attribution des subventions dans le cadre de la thématique "Cohésion sociale" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Mme N. AKIL entre en séance (le pouvoir donné à M. S. MANSOURIA est annulé)

Monsieur le Maire : Affaire n° 18. Là, c'est la thématique cohésion sociale. C'est beaucoup de soutien aux établissements scolaires en REP+ sur les projets qu'ont les équipes pédagogiques. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur LAOUKIRI ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

19. Accessibilité universelle - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Accessibilité Universelle" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 19. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique Accessibilité universelle. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Madame CABELLO, c'est vous qui portez de manière remarquable cette délégation, merci du travail. Qui est contre ? Adoptée à l'unanimité.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Emilie CABELLO.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

20. Vie associative et Maisons pour Tous - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie Associative" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Mme J. FRECHE et M. Y. NOSBE entrent en séance.

Mme F. NAKIB sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire n° 20. Y a-t-il des questions auprès de Madame HOUGUET ? Vie associative. Monsieur PATERNOT, pour nous parler j'imagine de La Graine ?

Bruno PATERNOT : Exactement, Monsieur le Maire. Madame l'Adjointe déléguée aux associations, dans cette délibération sur la vie associative, vous proposez d'aider au fonctionnement l'association La Graine. Cette première subvention pour la monnaie locale complémentaire et citoyenne réjouit les Ecologistes de cette Assemblée. En effet, c'est par l'économie locale et circulaire que nous allons améliorer notre sécurité alimentaire. Complémentaire à l'euro, alternative à notre système bancaire, La Graine nous permet de consommer local, de qualité et éthique. Ce sont des emplois locaux et non délocalisables auprès de 128 commerces et prestataires de services que vous soutenez par votre achat. Ce sont des produits et des prestations de qualité, à un prix juste, qui permet à celles et ceux qui adhèrent de vivre convenablement. La Graine, c'est la monnaie de notre territoire, ce sont nos commerces et nos produits qui permettent de lutter contre la financiarisation du monde et de savoir exactement ce que l'on achète et surtout à qui.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Monsieur PATERNOT. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

21. Ville éducative et réussite scolaire - Cité Éducative Mosson Montpellier - Plan d'actions 2021 - Attribution de subventions complémentaires - Approbation

Mme C. HART sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 21. Cité éducative. Est-ce qu'il y a une question auprès de Madame DOMBRE-COSTE sur des soutiens aux associations et aux acteurs éducatifs dans le quartier de la Mosson ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

22. Petite enfance et enfant dans la Ville - Convention d'objectifs et de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault - Avenant n°1 au Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2019-2022 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 22. Convention d'objectifs et de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocation Familiales (CAF). Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame AKBARALY ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

Je me permets de saluer tout le travail de Madame AKBARALY et de tous les services, tous les acteurs de la petite enfance dans le cadre de la semaine qui s'est tenue. Et pour la première fois on a réuni l'ensemble des assistantes maternelles en mairie pour une conférence grand public. Nous allons rééditer ce type d'évènement.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

23. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des dimanches de l'année 2022 - Avis du Conseil municipal

Monsieur le Maire : Affaire n° 23. C'est relatif à l'ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche. L'année dernière, c'était 9 ; cette année ce sera 7. J'ouvre le débat. Je crois qu'il y a des prises de parole. Qui souhaite prendre la parole ? Madame CABELLO. Ok. Madame CABELLO, allez-y.

Émilie CABELLO : Merci, Monsieur le Maire. Comme ma camarade Clara l'a affirmé en Conseil de Métropole, les élus communistes se sont toujours positionnés contre le travail du dimanche. Nous sommes convaincus que déconstruire petit à petit les conquies sociaux ne luttera pas contre la précarité ni la baisse du pouvoir d'achat. Ouvrir les commerces le dimanche ne diminuera pas le prix des pâtes et ceux qui se serrent déjà la ceinture continueront à se priver pour joindre les deux bouts. Dans notre ville où le tissu industriel est sous-développé, les emplois du commerce sont très souvent la seule opportunité de pouvoir vivre de son travail pour une partie de la population. C'est là que se concentrent les contrats sans qualification, précaires et temps partiels. C'est là aussi qu'on retrouve le plus de femmes avec enfants, qui doivent assumer seules les dépenses de leur foyer, en jonglant entre éducation de leurs enfants et payer les factures. Travailler le dimanche pour arrondir les fins de mois se fait en sacrifiant ce temps familial et social indispensable pour chacune et chacun. Rappelons qu'au plus haut pic de la crise sanitaire, c'est la grande distribution qui a touché le jackpot avec des bénéfices et des dividendes records pour l'année 2020. Si la théorie du ruissellement – si chère à notre Président de la République – était vérifiable, il n'y aurait personne de volontaire pour travailler le dimanche à la mise en rayon et/ou aux caisses des supermarchés. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Madame CABELLO. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

Contre : 19 voix

Ont voté contre : M. Georges ARDISSON, M. Eddine ARIZTEGUI, Mme Emilie CABELLO, Mme Alenka DOULAIN, Mme Clara GIMENEZ, M. Stéphane JOUAULT, M. Mustapha LAOUKIRI, Mme Coralie MANTION, Mme Isabelle MARSALA, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, Mme Clothilde OLLIER, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Agnès SAURAT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

24. Commerces de proximité, artisanat et tourisme - Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 24. Requalification des devantures de locaux d'activités, quatre locaux d'activités, pour 13 317 euros. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

25. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Montpellier Grand Cœur - Prorogation du programme de travaux de restauration immobilière sur le secteur « Faubourg du Courreau » déclaré d'utilité publique - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 25. Madame FAYE. Prolongation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) sur le faubourg du Courreau. Il n'y a rien de particulier ?

Maryse FAYE : Rapidement, Monsieur le Maire. Il n'y a rien de particulier. C'est la continuation de nos actions sur le centre-ville pour la redynamisation.

Monsieur le Maire : Ok. C'est long. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

26. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Quartier Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 26. Ravalement de façades. Vous avez le détail. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Madame FAYE ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

27. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité - Extension complémentaire du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux sur le cours Gambetta - Approbation

Mme C. HART et Mme F. NAKIB entrent en séance.

Mme M. HOUGUET sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 27. Madame FAYE. C'est une affaire très importante.

Maryse FAYE : Merci. Oui effectivement, Monsieur le Maire, vous avez raison de le souligner, c'est une affaire très importante. Il s'agit en fait, sur le cours Gambetta en particulier – on a d'autres secteurs sur lesquels on agit – le cours Gambetta n'était pas entièrement couvert par ce que l'on appelle un droit de préemption urbain des fonds de commerce et des baux commerciaux. Ceci avait un handicap particulier : c'est que la diversification des commerces ne pouvait pas se faire. L'action publique que nous allons mettre en place sur, justement, l'acquisition entre deux particuliers d'un bien, qui doit être ouvert sur le domaine public, doit être effectivement préempté par la Ville pour pouvoir agir sur la diversification des commerces, et également lutter contre la spéculation qui agit fortement sur certains territoires, en particulier sur Gambetta. Nous vous proposons de mettre en place ce droit de préemption urbain, qui a été validé par les chambres consulaires, Chambre des métiers et la CCI.

Monsieur le Maire : Merci, Madame FAYE. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Monsieur JAWHARI, allez-y.

Salim JAWHARI : Monsieur le Maire, cette délibération sur l'extension du périmètre de préemption sur le cours Gambetta est une bonne chose, sauf qu'aujourd'hui la problématique du cours Gambetta, ce sont les vendeurs à la sauvette – et pas que. Nous avons un marché sauvage qui s'est installé de manière pérenne et régulière à la Mosson. Ce marché concurrence le commerce légal, non seulement ceux qui se trouvent en bas de la tour d'Assas, les halles de la Paillade, mais aussi le centre commercial Saint-Paul et plus loin le marché Gare. Les grossistes du marché Gare qui se plaignent aussi de la baisse de chiffre d'affaires. On a un marché qui est illégal, mais qui a des codes d'un marché légal, avec des camions qui viennent d'Espagne, qui se garent régulièrement au Parc 2000. On a une contrebande de cigarettes qui vient s'installer dans le secteur. Il me semble que dans cette délibération vous parlez de préservation de l'attractivité et de la chalandise.

Je vous ai contacté personnellement à ce sujet et vous m'avez dit que vous travaillez ardemment sur le sujet. Vous m'avez aussi indiqué que je pouvais prendre contact avec votre Directeur de Cabinet pour qu'il puisse organiser une rencontre avec le collectif de commerçants avec lequel j'échange longuement et qui a hâte de pouvoir échanger avec vous. J'ai eu une réponse de votre Directeur de Cabinet, qui m'a dit qu'il y avait une bilatérale avec la Préfecture à ce sujet. Réponse qui n'est pas satisfaisante auprès du collectif de commerçants : ce dernier me dit qu'il y a des concertations, notamment, récemment, sur la piétonisation de la place Saint-Denis, et que les gens concernés par cette insécurité, ce commerce illégal et cette concurrence déloyale ne sont pas invités à table.

Je sais que vous avez mené pas mal d'actions, même conjointement avec la Préfecture, avec la police et d'autres services de l'État. Sauf que ces actions ponctuelles ne résolvent pas le problème puisque ça devient quotidien. J'ai vu dans la presse – et je m'en réjouis – qu'un PC mobile de la police municipale allait être installé, place de la Comédie. Est-ce qu'il n'est pas opportun aujourd'hui de l'installer sur place pour éviter que ces gens-là s'installent, pour dissuader l'installation ? Je vous cite,

en 2020, vous dites que vous allez « *installer des équipements dissuasifs qui auront vocation à rendre impossible l'installation durable* ». Monsieur le Maire, je vous invite, ainsi que les protagonistes du dossier, dans le cadre d'une démarche participative, à faire une table ronde avec les gens concernés, en espérant que ce qu'on appelle aujourd'hui les quartiers prioritaires de la ville, les QPV, ne se transforment pas en « *QOV* », en « *Quartiers Oubliés de la Ville* ». Merci de votre attention.

Monsieur le Maire : Alors, Monsieur JAWHARI, je vais vous répondre sur ce point, parce que c'est un sujet important. À la Mosson, depuis plusieurs années, s'est installé un marché illégal, y compris avec une filière, avec des camions, avec plusieurs tonnes de nourritures – pour certaines d'ailleurs vendues alors qu'avariées. De manière coordonnée avec l'État – et peut-être vous auriez pu le relever – nous sommes intervenus et on a procédé au total aux saisies de sept camions, et chaque semaine nous avons saisi de la nourriture, les services d'hygiène de la Ville ont identifié les produits avariés, et le reste a été remis en permanence aux associations de solidarité, notamment la Banque alimentaire. On a fait ce travail.

A juin dernier, sur cette zone, il n'y avait plus cette filière qui venait vendre des fruits et légumes en toute illégalité – illégalité, parce que certains expliquent que ce n'était pas bien de s'en prendre à ça. Les commerçants des halles des Quatre saisons payent une redevance, les commerçants payent des loyers et puis ils sont tenus de déclarer leurs employés. Les déclarer, ce n'est pas un scandale, c'est payer des cotisations sociales pour l'assurance maladie, pour la retraite, c'est ce qu'on appelle parfois « *charges* » ; ce sont surtout des cotisations. On a fait un travail important, qui a duré près de neuf mois, qui a mobilisé énormément de moyens, le samedi et le dimanche.

A la suite de votre intervention, ce dimanche, la police est intervenue à nouveau, avec un certain nombre de saisies. Il y aura d'autres opérations prévues, parce qu'il n'est pas question de laisser cela s'installer. Je le dis très clairement. Les camions qui sont saisis – là on est en attente d'audience – on va demander à ce qu'ils soient reversés aux associations caritatives. On va continuer là-dessus. Alors évidemment, il faut des moyens, ça prend un peu de temps. Je comprends la préoccupation des commerçants des halles des Quatre saisons. On pensait que la filière, qui s'était bien organisée, était tarie. Il se trouve qu'elle a repris, elle reprend un peu de vigueur. L'autorité publique va être très clairement réaffirmée sur le secteur de la Mosson, sur ce marché illégal, comme à d'autres endroits. Il n'y a pas lieu d'avoir des ventes à la sauvette. Et vous avez parfaitement raison.

Sur Plan Cabanes, ce n'est pas simple, on part de très loin. Il y a eu deux opérations, une première opération du groupement local de traitement de la délinquance, qui a eu lieu. Les gens qui vendaient à la sauvette, sous l'autorité du Procureur, ont fait l'objet d'interdiction de paraître. Enfin il y a eu un début d'action qui a été engagé. Là, prochainement, le PC mobile de la police municipale, le nouveau – pour lequel dans la PPI on s'est porté acquéreur – s'installera pour réaffirmer l'autorité sur cet espace public, et où il y a beaucoup de travail. Des progrès ont été faits. Je sais que vous les avez enregistrés, et pour ça je vous en remercie.

Nous allons, pour poursuivre nos efforts, accroître le périmètre de préemption commerciale. C'est le sens de la délibération de Madame FAYE, car le droit de préemption commerciale, il est sur le centre-ville – mon prédécesseur l'avait étendu. Mais sur cette partie de Gambetta, non. Ça va nous permettre de suivre les évolutions du commerce, et d'être attentifs pour monter en gamme sur le commerce. Notre projet, c'est d'aider des artisans à s'installer – plombiers, électriciens, chauffagistes – parce que pour beaucoup ils s'installent loin de la Métropole, ça coûte plus cher à la prestation, et comme il y a le parking Gambetta, ils peuvent stationner en-dessous. On prend cette délibération de droit de préemption pour continuer à travailler sur le secteur de Plan Cabanes. Nous aurons d'autres délibérations pour étendre le droit de préemption commercial, justement pour être attentif à la qualité

du commerce : Celleneuve, une DUP rue de las Sorbes, où là nous avons un commerce totalement déqualifié, où ce sont d'autres activités qui s'y déroulent et ce n'est pas acceptable – et l'intervention des forces de police régulières est là, mais ça ne suffit pas, il faut travailler là-dessus – et dans certain nombre de secteurs également.

Et puisque vous évoquez Saint-Paul, je termine parce que c'est un sujet important, il y a été fait allusion tout à l'heure sur les drames que notre ville a pu connaître ces derniers temps : Saint-Paul va aussi entrer dans le périmètre de l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU), et donc on pourra travailler. Il nous faut du temps, parce que c'est un sacré boulot, pour une reconfiguration de cet espace-là, où le centre commercial, avec ses coursives, n'est pas du tout ou faiblement attractif pour le commerce. On travaillera là-dessus. Mais sur le marché de la Mosson, les consignes sont claires : la fameuse bilatérale à laquelle vous faisiez allusion, c'est le rendez-vous mensuel avec le Préfet où on aborde un certain nombre de points sur lesquels nous avons convenu d'intervenir et de solliciter le Procureur pour qu'il y ait des réquisitions, pour qu'on puisse opérer les saisies des véhicules qui viennent avec cette nourriture, dont une partie est avariée, et le premier message que je veux adresser aux gens, c'est de ne pas aller acheter là-bas, parce qu'ils se mettent en danger, pour leur propre santé. Quant aux commerçants, ils seront reçus. Il n'y a aucun souci.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Voilà une précieuse unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

28. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Cité Astruc - Terrain de football rue des Coronilles - Acquisition de la parcelle cadastrée KR 567p pour 185 m² appartenant à ACM Habitat - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire n° 28. C'est une acquisition de parcelle auprès d'ACM. Y a-t-il des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

29. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Beausoleil - Demande d'agrément de candidature - ACM habitat - Lot7 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 29. Agrément pour construire 40 logements sociaux sur la ZAC Beausoleil. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Caroline DUFOIX, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Max LEVITA, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

30. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Acquisition de la parcelle cadastrée OL n° 52 - Avenue du Marché Gare / rue du Mas Saint Pierre - Approbation

Mme M. HOUGUET entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 30. Acquisition de parcelle dans le secteur de la Restanque. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

31. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque à Montpellier - Acquisition de la parcelle cadastrée OL n° 76p - Stade Jean Scialo - Rue du Mas Saint Pierre - Approbation

Mme C. GIMENEZ et M. M. LAOUKIRI sortent de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 31. Monsieur MARTIN voulait nous dire un mot, puisque dans le cadre de l'aménagement, on va pouvoir se doter d'un équipement public. Allez-y, Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN : Merci, Monsieur le Maire. On est sur un terrain qui se situe sur la ZAC de la Restanque, qui appartenait jusqu'à maintenant à la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF), qui était utilisé par le Comité d'Entreprise (CE) de la SNCF. C'est un vieux terrain de foot stabilisé, qui servait aux personnels des chemins de fer. C'est une très bonne nouvelle que nous en faisons l'acquisition, parce que ça va nous permettre de créer un site sportif, un terrain de sport synthétique, comme nous en avons peu l'occasion en ville, parce que le foncier se fait rare et surtout un foncier de cette surface-là. Je ne dis pas « terrain de foot », parce que là on va voir avec des concertations exactement quel sport on y met. Il y a du sport comme le hockey sur gazon, comme d'autres sports un peu plus confidentiels, qui n'ont pas de place, et on pourra avec un équipement spécifique leur trouver de la place à cet endroit. Quelques couloirs de piste d'athlétisme autour – nous en manquons à Montpellier. Un plateau sportif qui à terme pourra être couvert avec une structure légère pour faire un gymnase un peu plus léger que ce qu'on fait maintenant et qu'on peut ouvrir aussi dans des périodes sanitaires un peu compliquées. C'est une bonne chose parce qu'on connaît les difficultés pour équilibrer économiquement des ZAC et c'est une vraie décision politique que de décider de donner une affectation sportive à une surface aussi importante, dans un lieu situé à mi-chemin entre le QPV de Tournezy et le QPV de la Croix d'Argent, à proximité d'une piscine de la Métropole – ce qui permettra aussi d'organiser des stages pour les petits Montpelliérains entre les deux sites, piscine, stade sportif. Je remercie d'ailleurs au passage la SNCF et le CE de la SNCF qui, sachant que nous allons conserver une destination sportive à ce site, ont facilité la transaction. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur MARTIN. Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI : Merci, Monsieur le Maire. Je souhaitais intervenir sur cette affaire. La négociation de cette parcelle a été entamée il y a environ quatre ans, avec le comité d'entreprise de la SNCF – comme l'a indiqué Monsieur MARTIN. Simplement, ce terrain avait été réservé pour l'implantation de la troisième caserne des pompiers de Montpellier. Je sais que ce dossier avait été porté par Philippe SAUREL et l'emplacement avait été décidé en accord avec le SDIS et le Conseil départemental. Je lis que cette parcelle est donc réservée pour un équipement sportif. C'est très bien, c'est louable, simplement, est-ce que le SDIS est au courant de l'arrêt de l'étude et de l'implantation de la troisième caserne de Montpellier sur ce terrain ? Si c'est le cas, avez-vous prévu un autre emplacement pour la troisième caserne de Montpellier. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur EL KANDOUSSI. Je vais évidemment vous répondre. Effectivement, les négociations ont commencé il y a quatre ans – et c'est bien, ça rentre dans le domaine public et, comme l'a indiqué Monsieur MARTIN, ça restera un équipement sportif, dont on verra très rapidement la définition. Le dossier de la troisième caserne des pompiers est réglé : il y a un terrain qui a été proposé à côté du MIN et qui est libéré. J'étais hier au soir avec le Général FLORES : nous en sommes à choisir le programme architectural. Les travaux vont commencer prochainement et nous avons eu l'occasion d'ailleurs à de nombreuses reprises de pouvoir communiquer dessus. Je vais, toute affaire cessante, vous envoyer les documents. Il y aura bien une troisième caserne à cet endroit qui, théoriquement, sera livrée dans 24 mois. Il y aura peut-être même une nouveauté, qui sera une première en Europe, sur cette caserne – en tout cas le Général y est extrêmement attaché – pour la protection des Montpelliérains dans cette partie-là de la ville.

Une caserne de pompiers, la Cité de l'alimentation, un nouvel équipement sportif en devenir sous la houlette de Monsieur MARTIN et puis nous aurons l'occasion d'en parler : dans le réaménagement du plan de la Restanque, la constitution d'un espace vert à cet endroit, d'un parc public, qui s'inscrira dans la stratégie de « *Ville-parc* », juste à côté du quartier Saint-Martin, parce qu'il y a l'enjeu de jonction. A la rentrée prochaine l'école Lucie-Aubrac – qui a été initiée auparavant – et Samuel-Paty ouvrira ses portes, ce qui permettra de changer un petit peu la carte scolaire. On délibérera dans quinze jours là-dessus. Le quartier s'aménage en équipements publics, et je vous rassure Monsieur EL KANDOUSSI : le Président MESQUIDA avait l'occasion publiquement de se féliciter de l'accord que nous avons trouvé pour la troisième caserne.

Je précise, j'annonce la bonne nouvelle : on en aura une quatrième sur la Commune de Montferrier-sur-Lez, en lien avec son maire, Madame DEVOISSELLE, qui permettra de couvrir la zone nord de la Métropole. Ce qui veut dire que dans les cinq prochaines années, deux nouvelles casernes de pompiers doteront le territoire. La troisième était très urgente, et nous aurons la troisième et je vous ferai parvenir évidemment tous les documents et l'historique du dossier.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

32. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Mas des Moulins - Quartier Hôpitaux Facultés - Suppression de la ZAC - Approbation

Mme S. JANNIN sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 32. Il s'agit de clôturer la ZAC du Mas des Moulins. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

D'ailleurs, Monsieur JOUAULT, merci parce qu'on a commencé à végétaliser la RD 65. C'était quelque chose de très demandé dans le cadre du plan 50 000 arbres. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Christophe BOURDIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

33. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Tramway - Extension Ligne 1 - Déclaration d'Utilité Publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis du Conseil municipal

Mme S. JANNIN et M. M. LAOUKIRI entrent en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 33. Mise en compatibilité du PLU pour l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France. Madame RIBOT.

Catherine RIBOT : Oui, cette affaire concerne effectivement l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Sud de France. Les Ecologistes se sont battus contre la création de cette gare, car elle arrive 30 ans trop tôt, alors qu'elle n'aura vraiment de sens qu'à la livraison de la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan. Elle est construite : dont acte.

Nous rappelons toujours l'objectif que nous devons nous fixer : à gare supplémentaire, train supplémentaire. Or la SNCF a rajouté quelques trains, mais surtout elle a fait basculer les trains de Saint-Roch à Sud de France et c'est un très gros point de vigilance que nous souhaitons faire. Le souci, c'est la qualité de service pour les Montpelliérains, mais aussi pour toutes celles, tous ceux qui viennent à Montpellier pour des raisons professionnelles, pour des raisons touristiques, pour des raisons familiales, pour rendre visite à leur famille. Pour les Montpelliérains, c'est à peu près 80 % de la population qui subit une perte de la qualité de service, avec des rajouts de trajet de 40 minutes à 1 heure et quart. C'est énorme.

Concernant le rayonnement de Montpellier, je citerai seulement un exemple : l'exemple du Corum. Sur le site internet du Corum, il est vanté comme argument essentiel sa proximité avec la gare, la gare Saint-Roch. Tout est dit : la gare de Montpellier, celle des Montpelliérains, c'est la gare Saint-Roch.

À l'heure où l'urgence climatique nous oblige, à l'heure où les trajets en avion de moins de 4 heures qui ont des alternatives ferroviaires sont remis en question, il est nécessaire, il est primordial de maintenir les trajets les plus courts possibles en train.

Alors oui, nous voterons pour la modification du PLU, mais l'urgence n'est pas à l'extension de la ligne 1 vers la gare Sud de France. Nous avons 30 ans pour le faire, quand la ligne nouvelle Montpellier-Perpignan sera – nous l'espérons – terminée. L'urgence est d'obtenir de la SNCF le

retour et le maintien des trains à la gare Saint-Roch. Je vous remercie, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci, Madame RIBOT. Plusieurs points. D'abord, de mon point de vue, ça fait longtemps que normalement la connexion avec la ligne 1 aurait dû s'opérer avec la gare Sud de France. Le point 2, et vous avez parfaitement raison : il faut qu'il y ait des TGV à Saint-Roch et c'est l'objet des discussions que nous avons avec Monsieur FARANDOU, pour lequel nous avons signé une convention entre la Métropole. L'argument que vous avez donné du Corum, il est évident. Il faut qu'il y ait une desserte TGV centre-ville et que la gare Sud de France ait des TGV supplémentaires.

Je voudrais quand même souligner un point. On est actuellement très déstabilisés par la Covid-19 et l'économie des transports. Aujourd'hui, dans tous les réseaux, c'est une discussion qu'on a avec beaucoup de maires : le nombre de TGV n'est pas le nombre de TGV normal que nous devrions avoir pour desservir Montpellier, parce que, du fait du développement des visios, du télétravail, ça a été lourdement impacté.

Nous avons des échanges avec Monsieur FARANDOU. Ça a été un des objets de notre discussion au mois de janvier. Moi je suis très clair : il faut une offre importante de TGV en centre-ville pour l'argument que vous avez donné, d'abord pour les gens qui habitent en centre-ville et dans les faubourgs d'une part, et d'autre part sur l'attractivité du site du Corum. Ça me permet publiquement, au regard de votre intervention – dont je partage l'essentiel – de bien affirmer cette position, parce qu'aujourd'hui on a un vrai sujet à Montpellier de connexion avec Paris. On est très impacté par la Covid-19 et on a peu de lisibilité. En gros, depuis 18 mois, c'est très désorganisé.

Monsieur MARTIN, un petit mot, mais...

Hervé MARTIN : Un petit mot, très rapide, parce que je ne pense pas qu'il y ait ce décalage de 30 ans. Je crois au contraire que c'est un investissement extrêmement utile. Quand on fait un investissement public – et c'est là toute la force de l'investissement public – c'est justement de prévoir les 30 ans qui arrivent. Il me semble essentiel qu'il soit fait maintenant. Pour moi et pour mon groupe, s'il manque une chose à la gare Saint-Roch, c'est un quai de fret. Il y a la place à la gare Saint-Roch pour installer un quai de fret pour que Montpellier retrouve une destination de fret en partant de l'Espagne justement et vers l'Europe du Nord, et c'est cet équipement-là qui manque à cet endroit.

Monsieur le Maire : Sud de France.

Hervé MARTIN : J'ai dit quoi ?

Monsieur le Maire : Tu as dit Saint-Roch.

Hervé MARTIN : Alors excusez-moi. C'est une grave erreur de ma part.

Monsieur le Maire : Non, non : pas de fret en ville. Les nuisances sonores des Montpelliérains : on a trop donné. C'est Sud de France.

Hervé MARTIN : Je vous remercie, Monsieur le Maire, d'avoir été extrêmement attentif à ce que je disais et de bien vouloir me corriger. C'est bien de la gare Sud de France dont je parlais, et pas de la gare Saint-Roch. Il me paraît extrêmement important, puisqu'il y a donc la place – évidemment, à Saint-Roch, il n'y a pas la place – à Sud de France il y a la place pour installer un quai de fret et c'est l'équipement qui manque à cet endroit-là, et c'est aussi dans cette direction-là que nous devons aller.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur MARTIN. Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

34. Politique alimentaire et agriculture urbaine - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat pour la création de jardins partagés sur son domaine foncier - Autorisation signature

Mme C. GIMENEZ entre en séance.

Monsieur le Maire : Madame MASSART, rapidement.

Marie MASSART : Ce partenariat qu'on a construit avec ACM, je l'ai travaillé avec Stéphane JOUAULT, qui est Adjoint à la nature en ville et à la biodiversité. Juste un petit rappel sur les jardins partagés : aujourd'hui la Ville met à disposition 32 jardins partagés, ce sont des terrains dont la Ville assure l'entretien, fournit également des plants de variétés anciennes et adaptées au climat et aux jardiniers. Je rappelle que c'est dans le cadre d'un jardinage collectif, contrairement aux jardins familiaux où on loue une parcelle de manière individuelle.

Juste rappeler aussi les vertus des jardins partagés. Ce n'est pas l'objectif nourricier qui est prioritaire, mais les jardins partagés ont de nombreuses vertus, notamment de favoriser le lien social, de permettre à des personnes en précarité d'accéder à des espaces extérieurs, mais aussi à des produits de bonne qualité, dont ils peuvent bénéficier gratuitement, favoriser la biodiversité et la nature en Ville. Ils ont également une action positive en matière de gestion des déchets, via les composteurs qui sont installés sur les jardins partagés. Ils permettent également de développer et de maintenir un savoir-faire agricole et ont des actions pédagogiques pour apprendre notamment le rythme des saisons et faire évoluer les modes de consommation alimentaire vers des modes de consommation plus vertueux.

Cette délibération acte le partenariat avec ACM, qui mettra à disposition des terrains pour les habitants des résidences ACM. ACM s'engage ainsi à identifier les différents sites avec le potentiel, de faire une cartographie, d'établir également une convention avec les associations qui gèreront les jardins partagés et d'aménager les espaces. La Ville de son côté fait bénéficier à ACM de son expérience en termes d'aménagement de jardins partagés et accompagnera les études de faisabilité via son bureau d'étude sur une base de 5 jardins partagés par an, et mettra à disposition également les plants de légumes et fournira le matériel nécessaire à hauteur de 50 % du montant de l'aménagement. Ce partenariat permettra de densifier le nombre de jardins partagés sur la Ville et de répondre ainsi aux nombreuses demandes des habitants.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame MASSART. C'est une délibération très importante, qui va permettre sur beaucoup d'espaces délaissés, peu qualifiés ou à potentiel de pouvoir créer des pratiques sociales de jardinage comme on a pu le voir par exemple aux Gémeaux. Ça fait du lien et on veut absolument soutenir cela. C'est un très beau projet, qui sera perceptible assez rapidement.

Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

35. Patrimoine historique - Demande de classement au titre des monuments historiques de l'orgue de l'église Saint-Matthieu - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 35. Demande de classement de l'orgue de l'église Saint-Matthieu, qui est un élément patrimonial. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

36. Culture et culture scientifique - Centenaire Brassens - Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole - Prise en charge de frais - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 36. C'est dans le cadre du centenaire BRASSENS. Des manifestations qui ont lieu à Montpellier et à Sète, puisqu'avec Monsieur COMMEINHES, nous nous sommes rencontrés, nous avons convenu de donner une visibilité commune aux manifestations culturelles, notamment pendant les vacances scolaires pour les gens qui viendraient dans notre belle région.

Y a-t-il des questions ? Tu veux dire un mot Agnès ? Vas-y.

Agnès ROBIN : Merci, Monsieur le Maire. Juste un tout petit mot pour dire que les manifestations dans le cadre de l'hommage rendu à BRASSENS connaissent un énorme succès, et je voulais en témoigner, notamment avec un chiffre – je ne vous embrasserai pas de chiffres, mais un seul permettra d'en rendre compte. Il s'agit du nombre d'entrées tout simplement à l'espace Bagouet, où vous avez pu avoir le plaisir de voir l'exposition consacrée à BRASSENS, son œuvre et la personne, qui a permis de montrer un certain nombre d'autres artistes qui se sont exprimés autour du personnage et de l'œuvre de BRASSENS. Ce dimanche on était à 8 794 entrées pour le seul espace Bagouet. Cela représente à peu près 200 personnes par jour, ce qui est un très bon record si on compare avec les autres expositions organisées dans l'espace Bagouet.

Je vous remercie et je voulais juste préciser ce point. On s'en réjouit évidemment, parce que les temps sont par ailleurs assez durs – et je tiens à le souligner également – dans le domaine de la culture et de l'expression artistique. Il est absolument essentiel de maintenir cet effort évidemment pour pouvoir soutenir à la fois l'expression artistique mais aussi dans l'intérêt des publics. Il faut souligner que le plan de relance culture qui a été initié par le Gouvernement tout à fait récemment présente aussi certaines défaillances, notamment à l'égard des arts plastiques. J'insiste donc là-dessus, qu'il est très important du coup de soutenir, en allant dans ces expositions, en soutenant ces initiatives culturelles. C'est très important pour la Ville de Montpellier bien sûr, mais pour les artistes en général. Merci beaucoup.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Madame ROBIN. Et merci de votre engagement. Donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

37. Culture et culture scientifique - Théâtre Jean-Vilar - Convention pluriannuelle de partenariat 2021-2023 avec le lycée Jules-Guesde dans le cadre d'un atelier théâtre - Avenant pour l'année scolaire 2021-2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 37. Convention pluriannuelle de partenariat entre Jean-Vilar et le lycée Jules-Guesde. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

38. Culture et culture scientifique - Convention de gestion de la bibliothèque Paul Langevin entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Mme A. DOULAIN (avec le pouvoir de Mme C. OLLIER) sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 38. Convention de gestion entre la bibliothèque Langevin et la Ville de Montpellier. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? S'abstient ? Ne prend pas part au vote ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

39. Culture et culture scientifique - Attributions de subventions et annulation d'une subvention dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 39. Attributions de subventions à Line Up. Même vote ? Même vote.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

40. Ville sportive - Convention de mise à disposition d'un local associatif au Montpellier Basket Mosson - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 40. Convention de mise à disposition d'un local. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur MARTIN ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

41. Ville sportive - Conventions relatives à l'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2021-2022 - Attribution de subvention en nature - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 41. Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux ; il s'agit de valoriser. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Mohed ALTRAD, M. Georges ARDISSON, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Yves BARRAL, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Coralie MANTION, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

42. Ville sportive - Activités de Gymnastique et de Randonnée - Convention de service à titre gratuit entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale - Saison sportive 2021-2022 - Subvention en nature - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 42. Mise à disposition du CCAS pour les activités de randonnée. Y a-t-il des questions auprès de Monsieur MARTIN ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

43. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Jardin de la Reine - Convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature

Mme R. TIKOUK sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 43. Mise à disposition, convention entre l'Office de Tourisme et la Ville de Montpellier pour les visites du Jardin de la Reine dans le cadre de la découverte de ce magnifique lieu. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

44. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Hôtel de Varennes - Convention d'occupation temporaire du domaine public au profit de l'Office de Tourisme Métropolitain - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 44. Même type de convention, cette fois-ci avec l'Hôtel de Varennes. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

45. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Hôtel de Ville - Convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 45. Convention avec l'Office de Tourisme pour faire visiter l'Hôtel de Ville. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

46. Patrimoine municipal et sobriété énergétique - Mise à disposition de logements à vocation sociale - Logement sis 16 rue Tour de l'Église propriété de la Ville de Montpellier - Remise gracieuse de la dette contractée par le locataire - Approbation

Mme A. DOULAIN (avec le pouvoir de Mme C. OLLIER) entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 46. C'est une délibération relative à une remise gracieuse. Est-ce qu'il y a des questions. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

47. Finances - Budget 2021 - Décision modificative n°1 - Approbation

Mme R. TIKOUK entre en séance.

Mme J. FRECHE quitte définitivement la séance donnant pouvoir à Mme F. DOMBRE-COSTE.

Monsieur le Maire : Affaire 47. Monsieur ASLANIAN. Décision modificative.

Michel ASLANIAN : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Comme chaque année, nous

passons la décision modificative. Cette année, en section de fonctionnement, nous avons + 1,5 million d'euros de dépenses supplémentaires, contre 4,2 millions d'euros de recettes supplémentaires, ce qui nous donne finalement une amélioration de l'épargne brute prévisionnelle, qui va passer de 29 millions d'euros à 31,6 millions d'euros.

Sur la section investissement, au niveau des dépenses, nous avons - 19,7 millions d'euros et au niveau des recettes nous avons + 1,4 million d'euros, ce qui nous permet de baisser le recours à l'emprunt prévisionnel de 82 millions d'euros à 58 millions d'euros. Vous avez les éléments dans la délibération, et je suis à votre disposition pour vous donner des détails.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des demandes de prise de parole ? Max LEVITA, bien sûr.

Max LÉVITA : J'ai deux remarques à faire. Vous augmentez les dépenses de personnel de plus de 3 millions d'euros, ce qui est beaucoup pour un poste aussi important et aussi stratégique. Deuxième remarque : vous diminuez vos dépenses d'investissement d'un peu moins de 20 millions. Je n'ai rien à dire à ça : ce sont des investissements que vous avez prévus et que vous ne pouvez pas faire, ce qui vous permettra d'améliorer le taux de réalisation. C'est une technique que nous utilisons précédemment. Vous l'utilisez aussi, sans le dire. Conclusion : on n'a pas voté votre budget ; nous ne votons pas la décision modificative, on s'abstient. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LÉVITA. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ?

Juste, sur les dépenses de personnel, deux aspects expliquent cela. Le premier, c'est le centre de vaccination municipal, nous avons évidemment mobilisé beaucoup d'agents pour pouvoir prendre en charge les Montpelliérains. Nous avons délibéré, vous vous en souvenez et vous avez soutenu cette délibération. Il y a un engagement des pouvoirs publics, de l'Agence Régionale de Santé (ARS), de nous rembourser sur la prise en charge de ce centre de vaccination. Quand j'ai contacté le Préfet pour lui faire part de nos disponibilités pour le rouvrir, je lui ai rappelé qu'évidemment nous attendions ce remboursement, mais le sujet a été évidemment de d'abord protéger la population pour la troisième dose. C'est le premier point qui explique cela, mais votre intervention, elle est tout à fait légitime.

Le deuxième point, sur l'évolution dans les dépenses de personnel, il faut qu'on le dise ici : ça a été un choix qui a été le nôtre, je pense que vous auriez fait le même, et que tout le monde ici en responsabilité aurait fait le même. Toutes les villes ne l'ont pas fait, mais nous, nous avons fait le choix de la continuité absolue du service public. Chaque fois que, dans les écoles, des gens étaient cas contacts, on a remplacé pour pouvoir garder l'école ouverte, indépendamment des protocoles actuels – qui vont changer et qui sont très compliqués. 60 classes fermées, ce matin encore, ça augmentait : on a fait le choix de mobiliser pour pouvoir maintenir ouverts les services publics. Avec Madame MASSART, nous avons eu souvent cette discussion, parce qu'on était totalement d'accord. Dans d'autres villes on demandait aux familles d'enlever un jour leurs enfants à la cantine. Nous, nous avons fait le choix de la continuité de service. Ça explique cette évolution sur les personnels, ça a été un choix et je crois qu'il a été nécessaire pour ne pas fragiliser les familles dans leur activité professionnelle. Quand on était en télétravail, c'est vrai que quand on a les enfants avec nous, ce n'est pas le plus simple.

Le troisième point – Monsieur NYS l'évoque – c'est qu'on a eu des agents qui ont été en Autorisation Spéciale d'Absence (ASA) parce qu'ils étaient vulnérables, etc., qu'il a fallu protéger. Voilà ce qui explique cette évolution sur les dépenses de fonctionnement. On espère que, selon l'évolution, on retrouvera une situation sereine et qu'on sera financé sur le centre de vaccination – mais là vous partagez. Là on rouvre et on ne se pose pas trop la question, parce que personne n'a envie qu'on se

retrouve à nouveau confinés ou sur des mesures difficiles – Madame ROBIN y faisait allusion sur la culture. Donc voilà l'explication.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Abstentions : 11 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Clothilde OLLIER, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

48. Finances - Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations - Principes et montants 2021 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 48. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

49. Finances - Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 5 octobre 2021 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 49. Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT). Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

50. Finances - Attributions de compensations 2021 définitives suite à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 5 octobre 2021 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 50. Attributions de compensations dans le cadre de la CLECT ; session du 5 octobre 2021. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

51. Finances - Locations saisonnières - Institution d'une procédure d'enregistrement des déclarations préalables prévues à l'article L.324-1-1 du Code du tourisme - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 51, sur les procédures d'enregistrement pour les locations saisonnières. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? C'est une conséquence des « *dispositions Airbnb* ». Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Merci pour l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

52. Finances - Renouvellement des garanties d'emprunts de la Commune de Montpellier à la SA Un Toit Pour Tous - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 52. Renouvellement des garanties d'emprunts. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Nicole MARIN-KHOURY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

53. Ressources humaines et dialogue social - Modification des modalités de rémunération des assistantes maternelles - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 53. Modification des modalités de rémunération des assistantes maternelles. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

54. Ressources humaines et dialogue social - Police Municipale - Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique - Mise en œuvre d'une astreinte au sein de la brigade de nuit - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 54. Mise en œuvre de l'astreinte au sein de la brigade de nuit. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

55. Ressources humaines et dialogue social - Convention de groupement de commandes permanent relatif aux prestations en direction des agents dans le cadre de la prévention et de la santé au travail, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier - Approbation

M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. F. VASQUEZ) sort de séance.

Monsieur le Maire : Affaire 55. Convention de groupement de commandes permanent relatif aux prestations en direction des agents dans le cadre de la prévention et de la santé au travail, entre la Ville et la Métropole et le CCAS. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

56. Ressources humaines et dialogue social - Mise à disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 56. Mise à disposition d'un agent de catégorie C pour la Métropole. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

57. Hors Délégation - Cession à titre gratuit à la Halle Tropisme de matériel scénographique utilisé sur le festival Afrika Montpellier du 5 au 10 octobre 2021 - Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 57. C'était dans le cadre du festival Afrika Montpellier. C'était des cessions de matériels pour qu'ils trouvent un nouvel usage. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Pas de demande de prise de parole ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

58. Relations internationales - Mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire à Glasgow pour sa participation à la 26ème conférence des parties (COP) signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques - Approbation

M. M. REYNAUD (avec le pouvoir de M. F. VASQUEZ) entre en séance.

Monsieur le Maire : Affaire 58. Il s'agit du mandat qui m'a été confié – il arrive antérieurement, on s'en excuse – pour Glasgow. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je m'en doutais. Allez-y, Madame DOULAIN – je m'inquiétais un peu – et Monsieur EL KANDOUSSI, bien sûr.

Alenka DOULAIN : Dans cette affaire vous nous demandez de voter pour la prise en charge de votre virée à Glasgow – donc 4 200 euros – financés par, finalement, l'argent des Montpelliérains, dans le cadre de la COP 26. Enfin plutôt en marge de celle-ci d'ailleurs, au niveau du Pavillon France, dans le cadre d'une intervention devant une quinzaine de personnes. Alors, je rassure celles et ceux qui nous écoutent : comme on invite au COP des lobbies, on invite aussi les élus qui pensent qu'en construisant des routes on va réduire les bouchons. Je continue de les rassurer également : même si, Monsieur le Maire, vous avez plutôt l'habitude de faire des tweets de vos vols Montpellier-Paris en avion, vous avez cette fois-ci plutôt misé sur le train, en tout cas pour l'aller – on ne saura pas pour le retour. Et oui, il fallait faire bonne figure devant les clichés savamment orchestrés autour du staff de la campagne de Madame HIDALGO !

Ce qui m'amène à une question, Monsieur le Maire : un sommet pour l'environnement qui n'apporte aucune réponse sérieuse à la crise écologique, une communication démesurée pour entourer une candidate à la présidentielle, que vous le fassiez, grand bien vous fasse, mais finalement est-ce aux Montpelliérains et Montpelliéraines de financer ces actions de campagne ? Vous allez sûrement me dire que c'est dans le cadre de la délégation de France Urbaine. Dans ce cas, qui le paye ? Si vous pouvez aussi nous éviter dans le cadre de ces réponses une longue litanie sur comment la gratuité va

sauver le monde, ça m'arrangerait. Merci pour vos réponses.

Interventions hors micro.

Monsieur le Maire : Non, non, s'il vous plaît, ça n'appelle pas plus de commentaires que cela. Derrière le masque de Monsieur LÉVITA, on sent l'hilarité. Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI : Pas si sûr pour ce que pense Monsieur LÉVITA sur cette affaire... Je souhaitais également intervenir, mes propos sont assez proches de ceux de Madame DOULAIN. Le montant de votre déplacement n'est pas indiqué dans la délibération, il est de plus de 3 500 euros pour trois jours, donc un Salaire Minimum de Croissance (SMIC) par jour. Vous avez dépensé l'argent des Montpelliérains à un niveau d'un SMIC par jour. C'est quand même assez important, surtout que le déplacement que vous avez réalisé a été fait dans le cadre de la pire COP depuis la COP n° 1 qui a débuté en 1995... Je vous donnerai simplement les trois mots qui résument le mieux cette COP 26 où vous êtes intervenu. C'est la phrase de Greta THUNBERG, qui a résumé en trois mots cette COP 26 : « *bla bla bla* ». Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Madame HART va apporter peut-être un élément de réponse, puis j'en ferai.

Clare HART : Très sincèrement, je m'attendais un petit peu à ces réactions, mais est-ce que vous pensez vraiment que quand on a l'opportunité de voyager, de partir pas très loin, dans un cadre aussi important, représenter sa Ville, représenter sa politique, représenter la gratuité des transports, parler au monde entier, représenter, amener notre Ville sur le plus haut du plateau, est-ce que vous pensez qu'il faut dire non à cela ? Et Abdi EL KANDOUSSI, quand Monsieur SAUREL est parti rencontrer Monsieur POUTINE...

Interventions hors micro.

Clare HART : Je ne vais pas plus loin, parce que « *bla bla bla* ». Très, très sincèrement, je suis vraiment abasourdie devant ça. Ça n'a pas coûté très cher à notre Municipalité et les résultats sont probants. Montpellier fait partie maintenant du C40 – le C40 est groupement de villes du monde entier qui œuvrent ensemble contre le réchauffement climatique de manière extrêmement résolue – nous travaillons avec Phoenix, avec Manchester, avec Bogota, avec Londres, avec Paris bien évidemment. Je pense qu'il ne faudrait pas polémiquer autour de cette affaire, tout simplement. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame HART et merci de votre constance, parce que c'est vrai que nous on a siégé dans l'opposition tous les deux – avec Monsieur MARTIN – et on ne s'est jamais pris à polémiquer sur les déplacements que pouvait accomplir le Premier magistrat de la Ville. Vous y avez fait référence : il a été fait distingué par Monsieur POUTINE, dont acte. On n'a pas ouvert de polémique, on avait bien une appréciation, mais on n'est pas entré dans la comparaison tellement facile qu'elle ne mérite pas d'être plus commentée.

Mais quand même, je l'annonce, comme ça vous pourrez préparer vos interventions : l'équipe municipale va avoir vocation à se déplacer dans d'autres endroits du monde, dans d'autres endroits du pays, parce que le rang de Montpellier, ce n'est pas d'être absent de la carte. C'est d'abord de pouvoir échanger des bonnes pratiques, de pouvoir unir les villes sur des sujets, comme celui des réfugiés par exemple – Palerme, Heidelberg. C'est un sujet qui mérite que nous travaillions ensemble et que nous prenions la parole ensemble. Heidelberg bien sûr, l'amitié franco-allemande. Je vous l'annonce : tous les ans le Maire d'Heidelberg viendra à Montpellier, et tous les ans je me rendrai à Heidelberg pour faire le point sur les dossiers, porter les projets et surtout, y emmener des chefs

d'entreprise pour développer des coopérations, de l'emploi, des chercheurs, des étudiants.

Je vous l'annonce : avec Palerme nous allons bientôt délibérer pour des résidences d'artistes, pour favoriser les coopérations culturelles. Je le dis d'ailleurs avec beaucoup de respect : ce jumelage n'a pas été initié par nous, mais par mon prédécesseur qui s'était rendu à plusieurs reprises à Palerme, sans qu'on se soit amusé à comparer avec la situation des uns et des autres. Nous aurions pu le faire, mais il faut de la hauteur. C'était très bien d'aller à Palerme et que Leoluca ORLANDO, Maire de Palerme, soit Président du CINEMED et que nous puissions travailler avec lui.

Tout comme, je le dis, au titre de la Métropole : à Boston il y a un grand rendez-vous autour de la santé et je crois que MARTICHOUX, Monsieur LE LUDEC et tant d'équipes de la recherche seraient très attachés à ce que Montpellier soit présente là-bas pour nouer des partenariats importants dans le domaine médical. Et je peux continuer comme ça.

Alors il ne faut surtout pas se détourner des dossiers montpelliérains, mais il ne faut pas négliger – et Madame HART le fait très bien – les dossiers internationaux, parce que Montpellier est une Ville monde, une Ville qui doit avoir un rapport avec le monde et ses défis. Les conséquences du sommet Afrique-France vont nous conduire à délibérer pour travailler avec de nombreuses villes du continent africain, parce qu'on n'a pas juste accueilli un événement que pour les Montpelliérains, bien sûr, mais aussi pour nouer des relations, faciliter les choses.

Je veux bien que la COP n'a sans doute pas donné autant que ce que nous espérions, les uns les autres. Je suis le premier à en convenir, comme d'autres. Mais c'est important, ces espaces de coopération à l'échelle mondiale : les États, les villes, les sociétés civiles. Il fut un temps où les nations du monde, les sociétés civiles du monde ne se parlaient pas. C'était le nationalisme, ça donne les guerres. Quand il y a des espaces de coopération, moi je crois et je défends que Montpellier puisse être partie prenante. France Urbaine – qui est une association à laquelle nous cotisons – nous a proposé d'aller nous exprimer sur le sujet de la gratuité des transports, plusieurs fois d'ailleurs, en particulier dans le réseau des villes du C40. Alors oui, c'est Montpellier, 500 000 habitants avec sa Métropole. Mais Montpellier, c'était à côté de Londres, Los Angeles, Bogota – je vous invite à suivre cette femme remarquable, notre homologue Maire de Bogota – Oslo, Copenhague, et nous avons les uns et les autres échangé sur nos pratiques pour mener la transition écologique et solidaire. Il se trouve que, si d'autres ont parlé, comme à Copenhague, du vélo, nous on a été invités à s'exprimer sur la gratuité des transports et le Maire de Phoenix sur les enjeux de la maîtrise de l'eau. On a échangé, parce qu'on est confrontés aux mêmes types de défis sur la ressource en eau. Quand les villes du monde se mettent à se parler, à échanger, c'est bien. Moi, de voir Montpellier inscrit dans un réseau des 40 plus grandes villes du monde qui sont mobilisées – alors certains pourront dire « *ça ne va pas assez vite* », d'autres disent « *ça va trop vite* » – sur les enjeux de la transition écologique et solidaire, c'est bien parce qu'après on noue des relations, après on peut dire à nos ingénieurs qui travaillent dans les services « *échangez avec vos collègues* » pour un peu changer le regard. Voilà ce qu'on est allés faire à Glasgow.

Je crois que les habitants de Montpellier sont plutôt fiers de savoir que Montpellier s'inscrit à côté de grandes métropoles du monde pour parler de ces sujets. Mais on peut toujours cultiver l'esprit de repli, on peut toujours cultiver l'idée que tout seul on va y arriver. Non, il faut de l'humilité face à l'immensité de la tâche. Je vous le dis : sur les dossiers des politiques alimentaires, de biodiversité, de déchets, on va aller parler et on va aller apprendre, et on va aller enrichir Montpellier au sens des politiques publiques, des choix. Je crois que c'est très important. On peut tirer des conclusions sur la COP 26, on peut dire « *bla bla bla* ». C'est vrai, c'était le cas de certaines interventions dans cette salle.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Monsieur le Président de la République était à Glasgow aussi.

Annie YAGUE : Il n'y est pas allé faire la campagne de Madame HIDALGO.

Interventions hors micro.

Monsieur le Maire : Il faisait son travail. Adoptée, en vous remerciant.

Annie YAGUE : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Madame YAGUE, il n'y a pas de problème, mais vous avez compris : l'ambiance de cette Assemblée n'est pas celle qu'on a pu donner.

Annie YAGUE : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Je ne me suis pas permis de propos irrévérencieux à votre endroit. Tiens, d'ailleurs, j'ai bien observé que d'autres avaient fait référence aux histoires de « balles » pour... Voilà.

Avançons. Avançons.

Juste, je vous le dis aussi, excusez-moi, j'ai oublié : j'ai rencontré le Maire de Manchester, où Monsieur SAUREL s'était rendu. Nous confirmons notre volonté de sceller un accord d'amitié. On ne fera pas de jumelage. C'est un accord, sur 5 ans, on travaille ensemble. Et très bonne nouvelle : le Maire de Manchester a envie de tester la gratuité des transports, comme le Maire d'Heidelberg : on fait école. Et c'était très bien que Monsieur SAUREL aille à Manchester. Affaire 59.

Abdi EL KANDOUSSI : *Intervention hors micro.*

Monsieur le Maire : Monsieur. Non, non, mais on pourra donner les prix aussi.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Michaël DELAFOSSE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 2 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI, Mme Annie YAGUE.

59. Hors Délégation - Représentations du Conseil municipal - Désignations – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 59. Désigner les représentants de la Ville au comité des abonnés du réseau montpelliérain de chaleur et de froid. Madame SAURAT, Monsieur NISON : je propose ces candidatures. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Adoptée.

À la maison des francophonies, qui unit les trois universités de l'ancien Languedoc (Perpignan, Montpellier, Nîmes) : Madame HART.

La Ville amie des aînés, je propose que ce soit la personne qui va suivre le bien vieillir, le ou la chargée de mission, donc quelqu'un de l'administration.

Et l'Université de Montpellier, établissement public expérimental. Monsieur LÉVITA, vous voulez être titulaire ? Ça vous embête ou pas ? Vous ferez ça très bien. On propose la candidature de Monsieur LÉVITA comme titulaire, et moi comme suppléant, le cas échéant. Mais Max, il connaît parfaitement les sujets de l'Université.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ?

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, et ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales. Monsieur le Maire met au vote ces propositions.

Ont été élus :

Organismes	Représentations
<i>Comité des abonnés du Réseau Montpellierain du Réseau De Chaleur de Froid (RMCF)</i>	<i>Mme Agnès SAURAT (titulaire) M. Laurent NISON (suppléant)</i>
<i>Maison des Francophonies</i>	<i>Mme Clare HART (titulaire)</i>
<i>Ville Amie des Aînés</i>	<i>La ou le Chargé(e) de mission Bien Vieillir (représentant suppléant de l'administration)</i>
<i>Université de Montpellier – Etablissement Public Expérimental</i>	<i>M. Max LEVITA (titulaire) M. Michaël DELAFOSSE (suppléant)</i>

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

60. Petite enfance et enfant dans la Ville - Délégation de service public - Crèche Henri Salvador - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 – Examen

Monsieur le Maire : Affaire 60. Madame AKBARALY. Rapport de DSP de la crèche Henri Salvador. Il s'agit d'un donner acte.

Le Conseil prend acte.

61. Petite enfance et enfant dans la Ville - Délégation de service public - Crèche Joséphine Baker - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen

Monsieur le Maire : Affaire 61. DSP Joséphine BAKER. C'est un donner acte.

Le Conseil prend acte.

62. Protection de la population et tranquillité publique - Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen

Monsieur le Maire : Affaire 62. DSP Fourrière. C'est un donner acte. Ça c'est bien.

Le Conseil prend acte.

63. Protection de la population et tranquillité publique - Délégation de Service Public Stationnement Payant sur Voirie - Rapport annuel du délégataire de l'exercice 2020 - Rapport 2020 sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) – Examen

Monsieur le Maire : Affaire 63. Stationnement payant sur voirie. DSP. C'est un donner acte.

Le Conseil prend acte.

64. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Concession Nouveau Grand Cœur (SA3M) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n° 10 au contrat de concession d'aménagement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 64. Compte rendu annuel. C'est un CRAC. C'est celui de la SA3M sur Nouveau grand cœur. Y a-t-il des questions ? Des abstentions ?

Pardon Madame YAGUE. Allez-y. 63, qui est un donné acte. Allez-y, Madame YAGUE.

Annie YAGUE : Le 26 juillet l'Assemblée a voté pour la suppression, notamment du Forfait Post-Stationnement (FPS) minoré. Aujourd'hui, on a les résultats de 2020, ce qui nous permet de calculer l'impact que va avoir cette suppression sur les redevances des Montpelliérains. Je me suis amusée à calculer d'après les résultats de 2020. La somme donnée par les Montpelliérains en l'absence de forfait minoré va être doublée : nous étions à 2,6 ou 2,4 millions je crois et on va passer à 4,6 millions. Monsieur COTE, comme vous avez dit que l'impact serait très faible, qu'il ne concernerait que 1 à 2 % des personnes, des Montpelliérains, je vous dis : non, le CRAC montre le contraire. Déjà, il y a 12,5 personnes, 5 % des personnes, qui ont eu un forfait post-stationnement, et donc cet impact est quand même important, puisque ça va doubler les redevances des Montpelliérains, en tout cas ceux

qui n'ont pas pu acquitter leurs frais de stationnement.

Je voudrais revenir aussi sur le fait qu'on nous dit que ce sont des fraudeurs. Je ne pense pas que ce soit des fraudeurs. Peut-être que dans le tas il y en a, en effet. Mais ce sont aussi des personnes qui ne sont pas en capacité de le payer – comme on en a déjà discuté – parce qu'on n'a pas accès à la borne. Également des personnes qui, retenues par exemple par une visite médicale, ne peuvent pas sortir à temps pour rallonger leur durée de stationnement.

Je voulais juste signaler quel impact va avoir cette mesure, qui semble anodine au départ et qui au final se traduit par plus de 2 millions d'euros de plus versés par les Montpelliérains. Je vous remercie.

Monsieur le Maire : Merci, Madame YAGUE. Monsieur COTE va vous apporter, enfin va apporter quelques éléments de complément.

Sébastien COTE : Quelques éléments. D'abord en rappelant à Madame YAGUE que c'est évidemment sous la mandature précédente qu'avait été mise en place la dépenalisation du stationnement de surface, et les premières mises en œuvre de cette politique.

Evidemment, je vais regarder effectivement moi aussi les chiffres – puisque vous semblez vous attacher aux chiffres. Je constate que le nombre de FPS émis en 2020 a connu une baisse de 20 %, alors que le nombre de visiteurs lié à la Covid-19 représente une baisse de 16 %, ce qui veut donc dire qu'il y a eu beaucoup moins d'émissions de FPS, ce qui veut dire – et on peut s'en féliciter – que la majorité des gens qui stationnent leur véhicule paye leur redevance, et ce de plus en plus. J'indique aussi que, sur l'ensemble de ce contrôle, il y a eu donc effectivement 12 % de FPS émis. Seulement 3,5 % des FPS ont fait l'objet d'un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO), c'est-à-dire d'une contestation. Ce qui veut bien dire que dans plus de 96 % des cas, ce ne sont peut-être pas tous des fraudeurs, mais ils savent pertinemment qu'ils sont en infraction et ils ne contestent pas. Je précise que lorsqu'il y a contestation – vous le vérifierez – 85 % du temps, nous donnons quitus à l'utilisateur, et qu'effectivement il a raison de contester.

Je le dis très simplement : nous allons poursuivre effectivement la réforme du stationnement de surface. C'est un enjeu fondamental de la politique globale des mobilités. Mais nous le ferons effectivement avec mesure et en concertation, et non pas comme dans la mandature précédente en l'étendant à certains quartiers – je pense à la cité Astruc – avec les conséquences que nous avons connues. Merci.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

65. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Concession Grand Cœur (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Année 2020 - Avenant n°20 au traité de concession d'aménagement - Avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie - Autorisation de signature

Mme S. JANNIN quitte définitivement la séance sans donner de pouvoir.

Monsieur le Maire : Affaire 65. Concession grand cœur, cette fois-ci SERM. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

66. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Concession d'Aménagement du quartier de la Cité Créative - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°10 à la convention d'avance de trésorerie – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 66. Concession Cité créative. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

67. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Opération de renouvellement urbain Hauts de Croix d'Argent - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 67. Opération de renouvellement urbain Hauts de Croix d'argent. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

68. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Coteau - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°2 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 68. Avenant au ZAC du Coteau. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

69. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Grisettes - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 69. CRAC des Grisettes. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

70. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Malbosc - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 70. Malbosc. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

71. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°10 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 71. CRAC de la ZAC du Nouveau Saint-Roch. Même vote ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

72. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Concession d'Aménagement Ovalie - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 72. Concession d'aménagement Ovalie. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

73. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Petit Bard - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°13 à la concession - Avenant n°9 à la convention d'avance de trésorerie - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 73. Concession Petit Bard. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

74. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Concession d'aménagement Ville de Montpellier / Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 74, sur la Pompignane. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

75. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Jardins de la Lironde - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 75. CRAC Jardins de la Lironde. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

76. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Parc Marianne et extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier - Concession d'aménagement entre la Ville de Montpellier et la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°13 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 76. Zone d'aménagement concerté Port Marianne. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Max LEVITA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

77. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 – Approbation

Monsieur le Maire : 77. Consuls de Mer. Même vote ? Même vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

78. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 78. Port Marianne, Jacques Cœur. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

79. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - République - Concession d'aménagement Ville de Montpellier et Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 79. Y a-t-il des questions ? Même vote ? Même vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

80. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Rive gauche - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 – Approbation

Monsieur le Maire : Affaire 80. CRAC Rive gauche. Même vote ? Même vote. Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

81. Urbanisme durable et maîtrise foncière - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Restanque - Compte rendu annuel à la collectivité - Exercice 2020 - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur le Maire : Affaire 81. La Restanque dont nous avons parlé. Même vote ? Même vote.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.

Monsieur le Maire : L'ordre du jour est épuisé. La séance du Conseil est terminée. Le prochain a lieu le 16 décembre à 9h. L'obligation nous est faite de présenter le débat d'orientations budgétaires. 16 décembre. Je vous remercie. Et merci au service des Assemblées, aux services, pour l'organisation du Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12h30.



Conseil municipal du 30 novembre 2021

Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23
du Code Général des Collectivités Territoriales

N°VD2021-343 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à une convention de location avec l'entreprise BERTO Languedoc-Roussillon - Unité Centrale de Production - Autorisation de signature

Objet : Par décision relative au marché n°V0D0040PA, la Ville a décidé l'attribution du marché de location de véhicules avec conducteur pour la distribution des restaurants scolaires à l'entreprise BERTO Languedoc-Roussillon. Ce marché prévoit la mise à disposition de locaux au titulaire, au sein de l'Unité Centrale de Production. Il convient donc de signer une convention de location avec le titulaire, pendant la durée du marché, du 16/04/2021 au 15/04/2025.

N°VD2021-346 - Direction des Finances

Décision relative à la modification de la régie d'avances - Dispense du cautionnement - Direction du Parc de Lunaret Service Technique

Objet : Il s'agit de maintenir une régie d'avances à la Direction du Parc de Lunaret auprès du Service Technique. La régie est installée au Parc Zoologique, 50 avenue Agropolis 34090 Montpellier. Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est de 1 200 €.

N°VD2021-347 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative au marché n°2993 S21.01 - Prestations de coordination de sécurité et de protection de la santé pour la réalisation des travaux de mise en accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier - Programme des travaux 2021 à 2024

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°2993 S21.01 à la société NOVICAP sise à Castelnau-le-Lez. Il concerne des missions de coordination de sécurité et de protection de la santé pour la réalisation des travaux de mise en accessibilité des ERP de la Ville de Montpellier (Programme des travaux 2021 à 2024). Cet accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum en valeur ou en quantité prend effet à compter de sa notification pour une durée de 48 mois.

N°VD2021-348 - Direction de la Politique Alimentaire

Décision relative à une autorisation de demande de subventions pour le programme de sensibilisation à une alimentation durable

Objet : Il s'agit d'autoriser la demande de subventions pour les opérations menées dans le cadre du programme de sensibilisation à une alimentation durable estimée à un coût de 74 254 €.

N°VD2021-349 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une demande de subvention auprès du Service Interministériel des Archives de France (SIAF) du ministère de la Culture - Archives municipales

Objet : Il est proposé d'autoriser le dépôt d'un dossier de demande de subvention auprès du ministère de la Culture, Service Interministériel des Archives de France (SIAF), au titre de l'acquisition par la Ville de Montpellier, au prix de 3 900 €, d'un lot de 40 lettres autographes signées de Gaston BAZILLE et adressées à son fils Frédéric BAZILLE.

N°VD2021-350 - Direction des Finances

Décision relative aux modalités d'utilisation de la carte professionnelle - Modalités d'utilisation

Objet : La carte professionnelle permet au titulaire de procéder au paiement de frais, dans le respect des règles de la comptabilité publique et de la réglementation afférente aux frais de déplacements et de représentation. C'est une carte à débit différé, établie au nom du bénéficiaire, adossée sur son compte bancaire personnel et destinée aux règlements de frais professionnels. Aucune dépense à caractère personnel ne peut être payée avec cette carte. La BNP PARIBAS est retenue comme prestataire pour l'attribution des cartes professionnelles. Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 60 € par carte.

N°VD2021-352 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative au marché n°V1C0016DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets et d'abonnement pour le développement du Handball - Attribution

Objet : La Ville a décidé de lancer une procédure sous la forme d'un marché à prix mixte sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'achat de prestations de service pour le développement du Handball avec la SAS MONTPELLIER HANDBALL, les prestations récurrentes faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire pour un montant de 53 100, 75 € HT et les prestations ponctuelles étant rémunérées aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum de 125 000 € HT, pour une durée allant de la date de notification du contrat jusqu'au 30/06/2022.

N°VD2021-355 - Direction Travaux et Maintenance

Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°V9D0051TM : Fourniture, pose et raccordement d'un bâtiment modulaire à structure bois pour l'école Jules Ferry de la ville de Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°V9D0051TM, relatif à la fourniture, la pose et le raccordement d'un bâtiment modulaire à structure bois pour l'école Jules-Ferry de la Ville de Montpellier avec l'entreprise SELVEA. Il a pour objet de prolonger la durée du délai du marché jusqu'au 01/10/2021, sans aucune incidence financière sur le marché initial. Des difficultés d'approvisionnement liées à la crise sanitaire ne permettent pas à l'entreprise SELVEA titulaire de ce marché de respecter les délais. La durée initiale était de 4,5 mois.

N°VD2021-357 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à une demande d'autorisation d'urbanisme - Centre municipal Garosud 3490 avenue Etienne Méhul

Objet : Il est prévu d'effectuer des travaux de réfection du Centre municipal Garosud. Le montant estimé des travaux est de 450 000 € TTC. Il est nécessaire de déposer auprès des services compétents les demandes d'autorisations d'urbanisme.

N°VD2021-358 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à une demande d'autorisation d'urbanisme - Rénovation de la toiture de l'Eglise Sainte Croix de Celleneuve (presbytère et locaux) 18 rue du Tour de l'Eglise

Objet : Il convient de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme pour la réalisation des travaux de rénovation de la toiture de l'église Sainte Croix de Celleneuve. Le montant estimé des travaux est de 25 000 € TTC.

N°VD2021-359 - Direction du Pilotage et de la Modernisation RH

Décision relative à l'autorisation de passer commande auprès de l'UGAP pour un conseil et un accompagnement au changement dans le cadre d'une évolution de l'organisation du travail liée à la mise en place du temps de travail annuel à 1607 heures - Marché n°V1B0052RH

Objet : Demande d'autorisation sur le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour répondre à un besoin de conseil et d'accompagnement dans le cadre du passage à un temps de travail annuel à 1607 heures, pour une durée de 3 mois et un montant de 57 600 € HT.

N°VD2021-360 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°V1C0005DS - Achat d'espaces publicitaires et d'action de communication pour le développement des sports extrêmes - Fise Montpellier 2021

Objet : La Ville de Montpellier acte l'annulation, pour des raisons sanitaires, du Fise 2021 sur le parvis de l'Hôtel de Ville qui devait notamment proposer la coupe du monde de Parkour, du 03 au 05/09/2021. La prestation d'un montant de 86 250 € HT est retirée du marché. Il est proposé l'ajout de nouvelles prestations compatibles avec les conditions sanitaires en vigueur pour un montant de 46 354 € HT, portant ainsi le nouveau montant du marché à 104 071 € HT.

N°VD2021-370 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / la SNC Montpellier Restanque/la SA3M pour les Parcelles OK12p, 13p, 14p, 15p -Bâtiment A - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver une convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, la SNC MONTPELLIER RESTANQUE et la SA3M pour la construction d'un programme immobilier de 35 logements collectifs correspondant au bâtiment A, situé 299 rue Georges Auric. Le montant total de cette convention s'élève à 607 055 €.

N°VD2021-373 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2103936-5 TA - SAS ECONOMA"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES consécutivement au dépôt de la requête n°2103936-5 près le Tribunal Administratif le 27/07/2021 par la SAS ECONOMA contre l'arrêté n° VAR2021-0065 du 02/06/2021 par lequel la Commune de Montpellier a décidé qu'à compter du 09/06/2021 du dimanche au mercredi, la vente de toutes boissons alcoolisées est interdite de 22h à 6h, sur le territoire de la Ville de Montpellier et qu'à compter du 09/06/2021, du jeudi soir au dimanche matin et de 21 heures à 7 heures, les établissements type épicerie de nuit devront être fermés.

N°VD2021-378 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / la SNC Montpellier Restanque/la SA3M pour les Parcelles OK16p, 17p, 97p -Bâtiment B - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver une convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, la SNC MONTPELLIER RESTANQUE et la SA3M pour la construction d'un programme immobilier de 35 logements collectifs correspondant au bâtiment B, situé 299 rue Georges Auric. Le montant total de cette convention s'élève à 616 565 €.

N°VD2021-379 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / la SNC Montpellier Restanque/la SA3M pour les Parcelles OK11p, 17p, 19p, 20p,97p,98p,99p -Bâtiment C et D - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver une convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, la SNC MONTPELLIER RESTANQUE et la SA3M pour la construction d'un programme immobilier de 157 logements collectifs correspondant aux bâtiments C et D, situé 299 rue Georges Auric. Le montant total de cette convention s'élève à 2 037 709 €.

N°VD2021-381 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à un contrat de location entre Madame BAFFIE et la Ville de Montpellier - Maison située rue Gaston Baissette à Castelnau le Lez - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature du contrat de location entre Mme BAFFIE et la Ville de Montpellier pour le futur logement du Directeur de la Police municipale de Montpellier, dont les fonctions débute le 6 septembre. Au regard des fonctions exercées et des astreintes liées à ses fonctions, la Ville de Montpellier prend à bail son logement à compter du 01/09/2021 et lui refacture mensuellement la moitié du loyer et les charges. Le montant du loyer s'élève à 1 177 € charges comprises.

Le bail est accepté et consenti pour une durée de 3 ans à compter du 01/09/2021, avec reconduction possible tacitement de 3 ou 6 ans dans les mêmes conditions.

N°VD2021-382 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ÉCUME pour les 28 et 29 août 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association ÉCUME pour les 28 et 29/08/2021 moyennant une redevance de 120 €.

N°VD2021-383 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association Chœur Universitaire de Montpellier pour les 30, 31 août et 1er septembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER pour les 30, 31/08 et 1/09/2021 moyennant une redevance de 90 €.

N°VD2021-384 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice"Requête n°2104195-1 TA - Gilles Vacquier"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2104195-1 près le Tribunal Administratif le 09/08/2021 par Monsieur Gilles VACQUIER contre le Permis de construire n° PC 3417220MO193 délivré le 22/02/2021 à la SNC LNC OCCITANE PROMOTION pour la construction d'un collectif de 114 logements sises 4390 et 4450 Boulevard Valéry et 48,68 et 78 rue Ferdinand Barre.

N°VD2021-385 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur D'ô ' pour les 6 et 13 septembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association CHŒUR D'O pour les 06 et 13/09/2021 moyennant une redevance de 60 €.

N°VD2021-386 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2104171-1 TA - Jean Antoine GIMENEZ"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2104171-1 près le Tribunal Administratif le 6/08/2021 par Monsieur Jean-Antoine GIMENEZ contre l'arrêté de permis de construire n° PC 3417220M0279 en date du 26/04/2021 délivré à la ACM HABITAT autorisant la construction d'une résidence sociale de 65 logements et d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile sis 105 rue Guglielmo Marconi.

N°VD2021-387 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2104050-1 TA - CARRE Emilie"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2104050-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 30/07/2021 par Madame Emilie CARRE contre l'arrêté de Permis de construire modificatif n° PC 3417218V0327 accordé à la SAS BOUYGUES IMMOBILIER pour des modifications diverses portant sur l'ensemble immobilier de 119 logements sis 360 rue du Moulin des Sept cans.

N°VD2021-388 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2104314-1 TA - Nadia THOMA"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2104314-1 près le Tribunal Administratif le 16/08/2021 par Madame Nadia THOMA contre la décision de non opposition à déclaration préalable n° DP 34172 20 M1053 déposée par Madame AMOROS en vue de l'extension d'une terrasse existante sise au 4 rue Sainte-Catherine.

N°VD2021-389 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2104319-5 TA - Dalida ZERRIFI née CHOUIT"

Objet : La défense de la ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête en référé suspension n°2104319-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 16/08/2021 par Madame Dalida ZERRIFI contre la décision municipale en date du 16/06/2021 portant refus d'une demande de dérogation scolaire.

N°VD2021-390 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition gratuite de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' France Parkinson ' pour les 29 septembre, 6 octobre, 10 octobre, 20 octobre, 3 novembre, 17 novembre, 1er décembre et 8 décembre 2021.

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs à titre gratuit est conclue avec l'association FRANCE PARKINSON pour les 29/09, 06/10, 10/10, 20/10, 03/11, 17/11, 01/12 et 08/12/2021.

N°VD2021-391 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Accroch'Choeur ' pour les 9 et 12 décembre 2021.

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association « Accroch'Choeur » pour les 9 et 12/12/2021 moyennant une redevance de 90 €.

N°VD2021-392 - Direction Travaux et Maintenance

Décision relative aux travaux de démolition et de reconstruction du bâtiment abritant un four à déchets et un ossuaire au cimetière Saint-Lazare - Demandes d'autorisation d'urbanisme

Objet : Il s'agit d'une demande d'autorisation d'urbanisme pour des travaux de démolition et de reconstruction du bâtiment situé au cimetière Saint-Lazare 2. Le coût des travaux du bâtiment est estimé à 208 333,33 € HT. Ils seront réalisés entre septembre et décembre 2021.

N°VD2021-393 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°21MA03652 CAA- Association Syndicale Libre Les Vignes de l'Ecluse

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°21MA03652 le 24/08/2021 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE LES VIGNES DE L'ECLUSE contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1904430 du 24/06/2021 qui a rejeté sa demande tendant à annuler l'arrêté du 04/04/2019 par lequel le Maire de Montpellier s'est opposé à sa déclaration préalable de travaux pour la mise en place d'un portail et d'une clôture avenue du Pont Trinquat.

N°VD2021-394 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à un accord cadre n°V1B0045EM - Achat d'électroménager blanc neuf et reconditionné - Lots 1 et 2 – Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord cadre n°V1B0045EM « Achat d'électroménager blanc neuf et reconditionné » Lots 1 et 2 comme suit : - Lot n°1 (Electroménager neuf blanc), à la société PLANET'ECO RECLYCLAGE, pour un montant de commandes sans minimum et un montant maximum de 65 000 € HT ; - Lot n°2 (Electroménager blanc reconditionné) à la société PLANET'ECO RECLYCLAGE, pour un montant de commandes sans minimum et un montant maximum de 20 000 € HT. L'accord cadre est conclu pour une durée d'exécution prévue pour une période de 12 mois à compter de sa notification.

N°VD2021-395 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative au marché n°V1B0042EM - Exploitation d'équipements climatiques

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V1B0042EM à procédure adaptée à l'entreprise SPIE FACILITIES. Cet accord-cadre à bons de commande concerne l'exploitation d'équipements climatiques de la Ville de Montpellier. Il est conclu sans minimum et avec un maximum de 85 000 € HT. La durée du marché est de sa notification jusqu'au 30/06/2024.

N°VD2021-396 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' pour les 22 et 29 septembre 2021

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE pour les 22 et 29/09/2021 moyennant une redevance de 60 €.

N°VD2021-397 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à un marché n°V1B0019AI - Mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage - Schéma Directeur Système d'Information Immobilier - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V1B0019AI Mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage relative à un schéma directeur du système d'information immobilier à la société DELOITTE CONSEIL sise à Paris. Ce marché fait l'objet d'une procédure adaptée ouverte sans minimum et avec un maximum de 85 000 € HT conclu pour une durée de 12 mois à compter de l'ordre de service. Il comprend des prestations par phase faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire pour un montant négocié de 75 700 € et des prestations faisant l'objet de bons de commande sans minimum et un montant estimatif de 6 900 €.

N°VD2021-398 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision relative à l'accord cadre à bons de commande N°2919S21.04 pour les prestations d'études de déplacements dans le cadre du mandat d'études du secteur Grammont à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché de prestations d'études de déplacements n°2919S21.04 à l'entreprise INGEROP sise à Marseille. Il est conclu pour un montant maximum de 40 000 € HT (sans minimum) et prend effet à compter de sa notification pour une durée de 4 ans, non reconductible.

N°VD2021-399 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association " L'art Scène " du 10 au 17 mai 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association L'ART SCENE du 10 au 17/05/2021 moyennant une redevance de 480 €.

N°VD2021-400 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à un accord cadre n°G0D0026EM pour des Prestations de Service de Traiteurs - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer l'accord cadre n°G0D0026EM de prestations de service traiteurs en groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole, comme suit :
- Lot n°1 : Prestations traiteurs avec et sans service pour des prestations de type haut de gamme, dans l'ordre, aux sociétés GERMAIN TRAITEUR, CABIRON, et HUSSER, pour un montant de commandes avec un minimum de 10 000 € HT par titulaire et sans montant maximum ;
- Lot n°2 : Prestations traiteurs avec et sans service pour des prestations de type traditionnelles, dans l'ordre aux sociétés AMIS TRAITEURS, TRAITEUR DU LITTORAL (M. Louis EVENEMENT), ARTS ET SAVEURS, Groupement TRAITEUR GRAND / LA BULLE BLEUE, pour un montant de commandes avec un minimum de 7 000 € HT par titulaire et sans montant maximum ;
- Lot n°3 : Prestations de plateaux repas froids ou chauds et de sachets repas, dans l'ordre aux sociétés LA TABLE DE CANA, COKTAIL & CO, et OBENTO BY GERMAIN pour un montant avec un minimum de 5 000 € HT par titulaire, et sans montant maximum.
Ces marchés sont conclus pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de leur notification et pour une durée maximale de 4 ans, toutes reconductions comprises.

N°VD2021-401 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Ensemble vocal Tutti ' pour le 21 juin 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association ENSEMBLE VOCAL TUTTI pour le 21/06/2021 moyennant une redevance de 30 €.

N°VD2021-402 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Jordelan ' pour les 6-10-11 septembre et 4-18-22 octobre 2021

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association JORDELAN pour les 06-10-11/09 et 04-18-22/10/2021 moyennant une redevance de 420 €.

N°VD2021-403 - Direction du Parc de Lunaret

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V0B0018ZO - Réparation et maintenance du matériel agricole et horticole - Autorisation de signature

Objet : La société FRAMATEQ, titulaire du marché n°V0B0018ZO relatif à la réparation et à la maintenance du matériel agricole et horticole a fusionné le 01/01/2021 avec la société HEMINVEST. Cette fusion n'entraîne pas de changement de dénomination sociale. Le numéro SIRET est modifié. Cet avenant prend en compte cette modification et n'a aucune incidence financière.

N°VD2021-404 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' EKHO chœur de chambre ' pour les 14 juin, 19-20 et 21 juillet 2021 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association EKHO CHŒUR DE CHAMBRE pour les 14/06, 19-20 et 21/07/2021, moyennant une redevance de 120 €.

N°VD2021-405 - Direction de l'Administration des Ressources Humaines

Décision relative à l'accord cadre n°V1D0018RH - Acquisition de titres restaurant pour le personnel de la Mairie de MONTPELLIER - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé d'attribuer le marché relatif à l'acquisition de titres restaurant pour le personnel de la Mairie de Montpellier, au groupement NATIXIS INTERTITRES BIMPLI, sis à Paris présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, ce pour un montant maximum de 12 000 000 € HT et une durée d'un an, non reconductible.

N°VD2021-407 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Ville de Montpellier contre les Société JEAN NOUVEL - Société TERREL - Société AXIMA CONCEPT - Société TECHNISPHERE - Société PROSECO - Société CASO ET ASSOCIES - Société FONTES ARCHITECTURE - Société VERDIER - Société CETE APAVE SUD - Société SOCOTEC Construction" - Action en responsabilité devant le Tribunal Administratif

Objet : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier contre les Société JEAN NOUVEL - Société TERREL - Société AXIMA CONCEPT - Société TECHNISPHERE - Société PROSECO - Société CASO ET ASSOCIES - Société FONTES ARCHITECTURE - Société VERDIER - Société CETE APAVE SUD - Société SOCOTEC Construction afin d'obtenir leur condamnation en réparation au titre de leur responsabilité décennale et contractuelle consécutivement aux désordres apparus sur le système de désenfumage de l'Hôtel de Ville de Montpellier à partir de 2014.

N°VD2021-408 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice " Ville de Montpellier contre SMABTP - Mutuelle des Architectes Français (MAF) - EUROMAF ASSURANCE DES INGENIEURS ET ARCHITECTES EUROPEENS - l'AUXILIAIRE - ALLIANZ LLOYDS INSURANCE COMPANY " - Assignation devant le Tribunal Judiciaire de Paris

Objet : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Judiciaire de Paris contre SMABTP- MUTUELLE DES ARCHITECTES FRANÇAIS (MAF)- EUROMAF ASSURANCE DES INGENIEURS ET ARCHITECTES EUROPEENS - l'AUXILIAIRE- ALLIANZ LLOYDS INSURANCE COMPANY " Tribunal Judiciaire de Paris afin d'obtenir leur condamnation en réparation au titre de leur responsabilité décennale et contractuelle consécutivement aux désordres apparus sur le système de désenfumage de l'Hôtel de Ville de Montpellier à partir de 2014.

N°VD2021-409 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative au marché n°V1B0055DS - Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement de la pétanque - Odysséum Pétanque 2021- Attribution

Objet : La Ville de Montpellier attribue le marché d'achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication à ODYSSEE EVENTS, dans le cadre de l'organisation de l'Odysséum Pétanque 2021 qui se déroulera du 29/09/2021 au 03/10/2021, pour un montant de 73 300 € HT.

N°VD2021-410 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition d'espaces de l'Opéra Comédie à la Ville de Montpellier pour l'organisation du concert de Paco IBANEZ le 28 septembre 2021

Objet : La Ville de Montpellier sollicite de l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier Occitanie la mise à disposition d'espaces au sein de l'opéra Comédie en vue de présenter un concert de Paco IBANEZ le 28/09/2021, en hommage à Edgard MORIN. Cette mise à disposition se fera à titre gratuit et ne seront facturés que les frais de location de matériel, pour un montant de 6 500 € HT (7 800 € TTC).

N°VD2021-411 - Direction des Finances

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et de l'Association des Maires du Département de l'Hérault

Objet : Il s'agit d'autoriser le renouvellement de l'adhésion et du versement de la cotisation à L'ASSOCIATION DE MAIRES DE FRANCE ET DES PRESIDENTS D'INTERCOMMUNALITE et celle des MAIRES DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT au titre de l'année 2021 pour un montant total de 43 320 € TTC.

N°VD2021-412 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à la rétrocession de la concession trentenaire Acte 47640

Objet : La Ville reprend la concession trentenaire au cimetière Saint-Lazare au montant de 1 062 € acquise par Madame QUEVAL le 06/05/2021 car cette dernière a choisi d'en acquérir une autre.

N°VD2021-413 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ARS MUSICA' pour les 16 septembre et 4 décembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association ARS MUSICA pour les 16/09 et 04/12/2021 moyennant une redevance de 90 €.

N°VD2021-414 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' LA MORENA ' pour les 30 mai, 5 et 6 juin 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association LA MORENA pour les 30/05, 05 et 06/06/2021, moyennant une redevance de 90 €.

N°VD2021-415 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ARS MUSICA ' pour les 16 et 17 décembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association ARS MUSICA pour les 16 et 17/12/2021, moyennant une redevance de 180 €.

N°VD2021-416 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CONSPECTUS ' pour le 15 septembre 2021

Objet : Il s'agit d'approuver la signature d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association « CONSPECTUS » pour le 15/09/2021, moyennant une redevance de 30 €.

N°VD2021-417 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Décision modificative relative à la convention de participation aux équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville de Montpellier / SCCV 440 Près d'Arènes /la SA3M pour la parcelle OP 34-81-86 - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit d'approuver la modification de la convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC de la Restanque entre la Ville, la SCCV 440 PRES D'ARENES et la SA3M pour la construction d'un immeuble collectif composé de logements et de locaux de commerces/d'activités situé 430 avenue des Près d'Arènes, à la suite de à la réduction de la surface de plancher. Il en résulte une baisse du montant de participation de 109 494,50 €.

N°VD2021-418 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Décision relative au marché n°V1B0050UV - Location et mise en place d'équipements de sonorisation et d'éclairage pour les marchés évènementiels - Attribution

Objet : Le marché n°V1B0050UV "location et la mise en place d'équipements de sonorisation et d'éclairage pour les marchés évènementiels" est attribué à la société CQFD sise à Montpellier. Ce marché est sans minimum et un maximum de 60 000 € HT pour une durée d'un an à compter de la notification.

N°VD2021-419 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' MONTPELLIER RUSSIE ' les 28 septembre et 5 octobre 2021

Objet : Il s'agit d'approuver la signature d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association MONTPELLIER RUSSIE les 28/09 et 05/10/2021 , moyennant une redevance de 30 €.

N°VD2021-420 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à la cession et la réforme des véhicules et matériels

Objet : Il est autorisé :

- La vente au enchère des véhicules du Service Parc Auto de la DMGB par l'organisme CENTRE 113 ;
- Le recyclage du matériel du Service Relation Utilisateurs de la DSI par l'association INFORMATIQUE PLUS PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ;

- La vente de ferraille du Service Intendance et Maintenance de la DPA par l'organisme GDE SA-GDE MONTPELLIER ;
- Le recyclage de 100 tableaux du Service Atelier de la DTM ;
- La vente au enchère du matériel du Service Energie de la DEMA par l'organisme AGORA STORE ;
- La reprise des armes révolvers MANUHRIN du Service Ressource Commune de la DRTP par le fournisseur SUNROCK ;
- La vente aux enchères du matériel du Service Technique du zoo de Lunaret par l'organisme AGORA STORE.

N°VD2021-421 - Direction de l'Enfance

Décision relative au conventionnement avec l'association ADAGES pour la mise à disposition d'une salle d'activité au profit des Relais d'Assistant(e)s Maternel(le)s municipaux Croix d'Argent et Antigone 2 - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé à la mise à disposition gratuite d'une salle d'activité appartenant à l'association ADAGES au profit des Relais d'Assistant(e)s Maternel(le)s municipaux Croix d'Argent et Antigone 2 du 20/09/2021 au 02/07/2022 à raison d'une matinée par mois de 9h à 11h.

N°VD2021-422 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ECUME ' le 25 septembre 2021

Objet : Il s'agit d'approuver la signature d'une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs avec l'association ECUME le 25/09/2021 , moyennant une redevance de 90 €.

N°VD2021-423 - Direction de la Politique Alimentaire

Décision relative au marché n°V1C0003PA de location, de blanchissage et d'entretien des vêtements professionnels de la Cuisine Centrale - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V1C0003PA à l'entreprise ELIS PROVENCE. L'objet du marché est la location, le blanchissage et l'entretien des vêtements professionnels de la Cuisine Centrale. Le marché est conclu pour une durée de 1 an reconductible 3 fois. Le montant minimum annuel est de 20 000 € HT et le montant maximum annuel de 50 000 € HT.

N°VD2021-424 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2104760-3 - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête en référé suspension n°2104760-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 13/09/2021 par un agent de la Ville contre la décision du 10/06/2021 refusant la reconnaissance d'un congé de longue maladie imputable au service.

N°VD2021-425 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ECUME ' les 23 et 24 octobre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association ECUME les 23 et 24/10/2021, moyennant une redevance de 180 €.

N°VD2021-426 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'estimer en justice "Requête n°2104861-1 TA - Joël CATIN"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête en référé suspension n°2104861-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 17/09/2021 par Monsieur Joël CATIN contre l'arrêté de permis de construire n° PC 3417220M0279 délivré le 26/04/2021 par le Maire de Montpellier à ACM HABITAT pour la construction d'une résidence sociale et d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile au 105 rue Guglielmo à Montpellier.

N°VD2021-427 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à un accord cadre n°V1B0051EM pour l'achat de petit matériel de sport - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer l'Accord Cadre n°V1B0051EM à la société TESSIER sise à Cournonterral. Il concerne l'achat de petit matériel de sport. Il est conclu pour un montant total maximum de commandes de 87 000 € HT et pour une durée d'exécution de 12 mois à compter de sa notification.

N°VD2021-428 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' les 3 et 17 novembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE les 03 et 17/11/2021, moyennant une redevance de 60 €.

N°VD2021-429 - Direction des Relations aux Publics

Décision relative à une rétrocession de la concession trentenaire Acte 47306

Objet : La Ville reprend la concession trentenaire du cimetière Saint-Lazare au montant de 1 034 € acquise par Madame JOSSERAND le 29/10/2020 car cette dernière a choisi d'en acquérir une autre.

N°VD2021-431 - Direction Paysage et Biodiversité

Appel à projets 2021 pour la "Ressource en eau" Demande de subventions auprès de l'Agence de l'eau pour la mise en place d'une Gestion centralisée pour l'arrosage des espaces verts - Approbation

Objet : La Ville sollicite une subvention auprès de L'AGENCE DE L'EAU pour la mise en place d'une Gestion centralisée pour l'arrosage des espaces verts pour un montant total de 215 700 € HT.

N°VD2021-432 - Direction Paysage et Biodiversité

Appel à projets 2021 ' un coin de verdure pour la pluie ' - Demande de subventions pour la désimperméabilisation des cours d'écoles auprès de l'Agence de l'Eau - Approbation

Objet : La Ville souhaite répondre à l'appel à projets "un coin de verdure pour la pluie" afin d'obtenir une subvention pour la désimperméabilisation des cours d'école pour un montant total de 250 000 € TTC.

N°VD2021-433 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2104901-1 - Syndicat des copropriétaires de la résidence Henri Matisse"

Objet : La défense de la ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête en référé suspension n°2104901-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20/09/2021 par le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE HENRI MATISSE contre l'arrêté de permis de construire n° PC 3417220M0279 délivré le 26/04/2021 par le Maire de Montpellier à ACM HABITAT pour la construction d'une résidence sociale et d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile au 105 rue Guglielmo à Montpellier.

N°VD2021-435 - Direction Evénementiel - Protocole

Décision relative à un marché n°V0C0024EV de fourniture et de pose d'équipements de mobiliers de cuisine pour le nouveau bâtiment du Protocole - Attribution

Objet : Il s'agit d'attribuer le marché n°V0C0024EV à la société SAS. THERMASUD sise à Béziers. Il concerne la fourniture et la pose de mobiliers de cuisine pour le nouveau bâtiment du Protocole. Il est conclu pour un montant global et forfaitaire de 114 895 € HT et prendra effet à compter de sa notification pour une durée maximum de huit semaines.

N°VD2021-436 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Conspectus ' les 6 octobre, 20 octobre, 27 novembre, 1er décembre et 15 décembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association Conspectus les 06/10, 20/10, 27/11, 1/12 et 15/12/2021, moyennant une redevance de 135 €.

N°VD2021-437 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2104387-1 - Association Vigilance Verte Montpellier Nord"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2104387-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 17/08/2021 par L'ASSOCIATION VIGILANCE VERTE MONTPELLIER NORD contre le permis d'aménager n° PA 3417221M001 délivré le 13/04/2021 par la Ville de Montpellier au Département de l'Hérault pour l'installation de bâtiments modulaires destinés à l'accueil de mineurs non accompagnés rue de la Font Froide.

N°VD2021-438 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°452791 - Conseil d'Etat - Société le Polygone"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats LYON-CAEN ET THIRIEZ devant le Conseil d'Etat à la suite du dépôt de la requête n°452791 par la SOCIETE LE POLYGONE contre l'arrêt n°19MA04432 du 22/03/2021 par lequel la cour administrative d'appel de Marseille a rejeté la requête des SNC LE POLYGONE et POLYGONE II tendant à l'annulation de l'arrêté du 29/04/2019 par lequel le Maire de Montpellier a délivré un permis de construire à la SOCIETE ODYSSEUM PLACE DE FRANCE en tant que ce permis valant autorisation d'exploitation commerciale, ainsi que la décision du 01/08/2019 rejetant son recours gracieux.

N°VD2021-439 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Tribunal Judiciaire de Montpellier - Appartement insalubre"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier tendant à obtenir l'autorisation d'accès à l'appartement de Madame KAOUCHI situé rue d'Aigrefeuille à Montpellier pour établir un constat de l'état d'insalubrité et pouvoir procéder en cas de nécessité aux travaux d'office.

N°VD2021-440 - Direction de l'Education

Décision relative au renouvellement de la cotisation 2021 au réseau Français des Villes Educatrices

Objet : La Ville de Montpellier est adhérente du RESEAU FRANÇAIS et de L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES VILLES EDUCATRICES (RFVE). Il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2021, d'un montant de 1 725 €.

N°VD2021-441 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2104560-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats MB AVOCATS à la suite du dépôt la requête n°2104560-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 02/09/2021 par un agent de la Ville tendant à obtenir réparation pour préjudice subi consécutivement à son maintien en disponibilité.

N°VD2021-442 - Direction Sports et Jeunesse

Décision relative à l'avenant n°2 au marché n°V1C0005DS - Achat d'espaces publicitaires et d'action de communication pour le développement des sports extrêmes - Fise Montpellier 2021

Objet : Pour des raisons sanitaires entraînant l'annulation d'une prestation, la Ville de Montpellier a entériné une moins-value sur le marché initial. A la suite d'une erreur matérielle sur le montant hors taxe, l'avenant n°2 a pour objet de rectifier le montant de la moins-value qui passe à 71 875 € HT portant ainsi le nouveau montant du marché à 118 446 € HT.

N°VD2021-443 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2104707-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats MB AVOCATS consécutivement au dépôt de la requête n°2104707-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 09/09/2021 par un agent de la Ville contre l'arrêté en date du 09/07/2021 le suspendant de ses fonctions.

N°VD2021-444 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2104561-3 TA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n°2104561-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 02/09/2021 par un agent de la Ville contre l'arrêté en date du 09/07/2021 aux termes duquel le Maire l'a écarté dans l'intérêt du service et à titre conservatoire de l'exercice de ses fonctions.

N°VD2021-445 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à une demande d'autorisation d'urbanisme - Maison Pour Tous Marie Curie - 13 Allée Antonin Chauliac

Objet : Il est prévu d'effectuer des travaux de rénovation à la Maison Pour Tous Marie-Curie. Le montant estimés des travaux : 33 508 € TTC. Il est nécessaire de déposer auprès des services compétents les demandes d'autorisations d'urbanisme.

N°VD2021-446 - Direction Energie et Moyens Techniques

Décision relative à la résiliation du marché n° V0D0002EM passé selon un appel d'offres ouvert pour l'Achats de livres scolaires et autres

Objet : Résiliation du marché d'achat de livres scolaires et autres n° V0D0002EM (lot n°1) attribué à la société PAPETERIES PICHON, pour non-respect des termes du marché, notamment pour la qualité des prestations et les délais de livraisons.

N°VD2021-447 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'estimer en justice "Requête n°2104708 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats MB AVOCATS consécutivement au dépôt de la requête n°2104703-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 09/09/2021 par un agent de la ville tendant à l'annulation de la décision du 21/07/2021 le portant en disponibilité d'office du 29/04/2020 au 30/04/2021.

N°VD2021-448 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à une demande d'autorisation d'urbanisme - Centre d'Hébergement temporaire d'Urgence - 7 rue des Ecoles Laïques

Objet : Il convient de déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme pour la réalisation des travaux de rénovation du Centre d'Hébergement temporaire d'Urgence. Le montant estimé des travaux est de 2 300 € TTC.

N°VD2021-450 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Décision relative au marché n°V1C0018UV - Installation Électrique des marchés événementiels de Montpellier - Attribution

Objet

Le marché « Installation Électrique des marchés événementiels » est attribué à la société CQFD, pour un montant sans minimum et avec un maximum de 150 000 € HT et pour une durée de 1 an à compter de sa notification.

N°VD2021-451 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à un contrat de location entre la société JS Conseils et la Ville de Montpellier - Maison située 60 rue des Cormorans à Montpellier - Autorisation de signature

Objet : Il est proposé un contrat de location entre la société JS CONSEILS et la Ville de Montpellier pour le logement de fonction de la Directrice Générale Déléguée de Montpellier, dont les fonctions débute le 8 novembre. La Ville de Montpellier prend à bail son logement à compter du 25/09/2021. Le montant du loyer s'élève à 2 500 € charges comprises. Les frais d'agence ainsi que le dépôt de garantie sont également pris en charge par la Ville. Le contrat de location est accepté et consenti pour une durée d'un an à compter du 25/09/2021, avec reconduction possible tacitement d'un an dans les mêmes conditions.

N°VD2021-452 - Direction Paysage et Biodiversité

Décision relative à l'accord-Cadre n°G0D0027PB - Fournitures de produits horticoles - Lots 1 à 5 - Attributions

Objet : Un accord-cadre a été lancé dans le cadre d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole, pour les fournitures de produits horticoles. Il a été attribuer les lots aux entreprises suivantes :

- Lot 1 : « Fourniture d'amendements et substrats pour culture hors-sol » à l'entreprise MAISAGRI sise à Cournonterral ;
- Lot 2 : « Fourniture d'engrais et produits phytosanitaires pour les espaces verts, la production horticole et les terrains sportifs » à l'entreprise TOUCHAT sise à Mauguio ;
- Lot 3 : « Fourniture de produits phytosanitaires et fournitures diverses pour la production viticole » à l'entreprise TOUCHAT sise à Mauguio ;
- Lot 4 : « fournitures horticoles diverses pour aménagements et production (pots, supports de culture...) » à l'entreprise TOUCHAT sise à Mauguio ;
- Lot 5 : « fourniture de paillages » : de le déclarer infructueux car l'offre n'était pas recevable.

Les marchés sont conclus sans montant minimum ni maximum, pour une durée d'un an à compter de la notification et sont reconductibles 3 fois.

N°VD2021-454 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requêtes en référé n°2105077-3 et n°2105079-3" - Ressources Humaines

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats MB AVOCATS consécutivement au dépôt de :

- La requête en référé n°2105077-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28/09/2021 par un agent de la Ville sollicitant la suspension de la décision du 28/07/2021 le plaçant en disponibilité d'office ;
- La requête en référé n°2105079-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28/09/2021 par ce même agent de la Ville sollicitant la suspension de la décision du 14/12/2020 le plaçant en congé de maladie non imputable au service à compter du 28/04/2018 et fixant une date de consolidation au 27/04/2018.

N°VD2021-455 - Direction Paysage et Biodiversité

Décision relative à l'accord-cadre n° G1D0009PB Fourniture et mise en place d'éléments de métallerie, ferronnerie et clôture sur divers espaces verts de la Ville et de la Métropole - Lots 1 et 2 - Attributions

Objet : Le marché n°G1D0009PB "fourniture et mise en place d'éléments de métallerie, ferronnerie et clôture sur divers espaces verts de la Ville et de la Métropole" est attribué à :

- Lot 1 : « Quartiers Nord, Sud, Est et Ouest (Quartiers Hôpitaux-Facultés, Mosson, Cévennes, Croix d'Argent, Près d'Arènes, Port Marianne) » à l'entreprise ACS PROTECT sise à Saint Gély du Fesc
- Lot 2 : « Quartier Centre » à l'entreprise ACS PROTECT sise à Saint Gély du Fesc.

Le marché est conclu sans montant minimum ni maximum, pour une durée d'un an à compter de la notification et est reconductible 3 fois un an.

N°VD2021-456 - Direction Paysage et Biodiversité

Décision relative à l'abattage d'arbres sur site patrimonial sauvegarde - Boulevard Henri IV - Autorisation

Objet : A la suite de l'inspection sanitaire du 28/04/2021 par la FREDON et à la détection d'un cas de chancre coloré sur un platane du boulevard Henri IV, l'abattage de 20 platanes doit être réalisé sur ce site patrimonial sauvegardé, conformément à la réglementation en vigueur relative à la lutte contre le chancre coloré du platane.

N°VD2021-457 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2105123-5 TA - Sami MOLDOVAN"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête en référé n°2105123-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 01/10/2021 par Monsieur Sami MOLDOVAN et Autres contre le refus de la Ville de Montpellier opposé à la demande d'accès aux enregistrements des caméras de surveillance consécutivement à l'incendie du Bidonville dit "Zénith" avenue Albert-Einstein à Montpellier.

N°VD2021-458 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2105122-5 TA - Liliana VASILE et Autres"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête en référé n°2105122-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier Madame Liliana VASILE et Autres contre le refus de la Ville de Montpellier opposé à la demande d'accès aux enregistrements des caméras de surveillance consécutivement à l'incendie qui s'est déclaré dans la nuit du 15 au 16/09/2021, rue Nina-Simone à Montpellier.

N°VD2021-459 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n°2104661-1 - Bernard VATON"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2104661-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 08/09/2021 par Monsieur Bernard VATON contre l'arrêté n° DP 34 172 21 M0090 délivré le 07/04/2021 à Madame Anne-Laure CAGGINI pour le réaménagement intérieur d'un appartement au 1, rue Victoire de la Marne.

N°VD2021-460 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2104920-1 TA - Julien BELLAHSENE"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2104920-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20/09/2021 par Monsieur Julien BELLAHSENE contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34 172 20 M0279 délivré le 26/04/2021 par le Maire à ACM HABITAT pour la construction d'une résidence sociale et d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile au 105 rue Guglielmo Marconi à Montpellier.

N°VD2021-461 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°2104884-1 TA - Syndicat des copropriétaires Henri Matisse"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB ET ASSOCIES à la suite du dépôt de la requête n°2104884-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19/09/2021 par LE SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE HENRI MATISSE contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34 172 20 M0279 délivré le 26/04/2021 par le Maire à ACM HABITAT pour la construction d'une résidence sociale et d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile au 105 rue Guglielmo à Montpellier.

N°VD2021-462 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' CORALEN ' le 28 novembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association CORALEN le 28 novembre 2021, moyennant une redevance de 30 €.

N°VD2021-463 - Direction des Systèmes d'Information

Décision relative à un recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition d'outils de data visualisation avec les prestations d'accompagnement associées - Marché n°V1B0059RI - Autorisation de recours

Objet : Il est proposé d'autoriser les services de la Ville à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition d'outils de data visualisation, pour un montant maximum de 80 000 € HT, sur une période de 2 ans.

N°VD2021-464 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ECUME ' le 17 octobre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association ECUME le 17/10/2021, moyennant une redevance de 60 €.

N°VD2021-465 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de "l'association des chœurs du Languedoc" les 16 octobre et 4 décembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association L'ASSOCIATION DES CHŒURS DU LANGUEDOC les 16/10 et 04/12/2021, moyennant une redevance de 30 €.

N°VD2021-466 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'Chœur d'ô' le 21 novembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association CHŒUR D'O le 21/11/2021, moyennant une redevance de 60 €.

N°VD2021-467 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à l'exercice du droit de préemption des espaces naturels sensibles - Propriété GFA de Flaugergues - section RV n°24 - lieu-dit la Perdigayere à Montpellier

Objet : Il est proposé d'acquérir par exercice du droit de préemption, la parcelle cadastrée section RV n°24 appartenant au GFA de Flaugergues au prix de 300 000 €, complétant les acquisitions de la Ville et de la Métropole sur ce secteur dans la perspective de poursuivre la politique agroenvironnementale, voire de proposer ce terrain comme site de réimplantation des jardins partagés impactés par le futur dépôt de tramway de la ligne 5 au Sud du Zénith.

N°VD2021-468 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'JORDELAN' le 17 octobre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association JORDELAN le 17/10/2021, moyennant une redevance de 30 €.

N°VD2021-469 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Décision relative à la convention tripartite d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier, l'Etat, et l'Association 2ChosesLune - Parcelle cadastrée DO n°269 - Avenue du Docteur Jacques Fourcade à MONTPELLIER - Autorisation de signature

Objet : Il s'agit de conclure une convention tripartite d'occupation temporaire du domaine public sur la parcelle cadastrée DO n° 269, située avenue du Docteur Jacques-Fourcade à Montpellier, d'une superficie de 1 729 m² avec l'Etat, et l'association 2CHOSSESLUNE qui aura en charge l'accueil et l'hébergement temporaire, la domiciliation, l'accompagnement des demandeurs d'asile. Cette convention est consentie pour une durée de trois ans moyennant un loyer annuel de 35

N°VD2021-470 - Direction Architecture et Immobilier

Restauration de la toiture de l'église Sainte Eulalie à Montpellier - Convention de tour d'échelle - Autorisation de signer la convention

Objet : Pour permettre aux services de la Ville de faire réaliser les travaux de restauration sur la toiture de l'église Sainte-Eulalie, inaccessible par la parcelle appartenant à la Ville, il y a lieu de conclure une convention de tour d'échelle, à titre gracieux, avec la SNC MERIMEE propriétaire de la parcelle contigüe, pendant toute la durée des travaux à compter du 05/10/2021.

N°VD2021-471 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée ' les 13, 20 et 27 octobre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association CHŒUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE pour les 13, 20 et 27/10/2021, moyennant une redevance de 90 €.

N°VD2021-473 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Nadalenca ' les 5 et 11 décembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association Nadalenca les 05 et 11/12/2021, moyennant une redevance de 60 €.

N°VD2021-474 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°21MA03841 CAA - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats MB AVOCATS à la suite du dépôt de la requête n° 21MA03841 près le Cour Administrative d'Appel de Marseille le 09/09/2021 par un agent de la Ville contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 09/09/2021 qui a rejeté d'annuler la décision de la Ville du 04/10/2019 refusant la reconnaissance de l'imputabilité au service de l'accident survenu le 16/05/2019.

N°VD2021-475 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à la signature d'un contrat de location entre la société Citya Arena Immobilier et la Ville de Montpellier - Logement situé 285 allée du nouveau monde à Montpellier - Autorisation de signer le contrat de location

Objet : Il est proposé uu contrat de location entre la société CITYA ARENA IMMOBILIER et la Ville de Montpellier pour le logement de fonction de la Directrice du Pôle Solidarité de Montpellier, dont les fonctions débute le 6 décembre. La Ville de Montpellier prend à bail son logement à compter du 20/10/2021. Le montant du loyer s'élève à 1 844 € charges comprises. Les frais d'agence ainsi que le dépôt de garantie sont également pris en charge par la Ville. Le contrat de location est accepté et consenti pour une durée de trois ans à compter du 20/10/2021, avec reconduction possible tacitement de trois ans dans les mêmes conditions.

N°VD2021-476 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête CAA de Marseille - Ville c/ Rocafull"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à Maître Gonzague PHELIP près la Cour Administrative d'appel de Marseille contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°2000057-4 en date du 17/06/2021 condamnant la Commune de Montpellier à verser à Monsieur ROCAFULL la somme de 12 414,08 € en réparation de son préjudice constaté sur sa propriété causée par un développement racinaire des arbres du Parc Pastourelle.

N°VD2021-478 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Du Vent dans la Voix ' les 19 octobre et 14 décembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association DU VENT DANS LA VOIX les 19/10 et 14/12/2021, moyennant une redevance de 60 €.

N°VD2021-479 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'Institut de recherche IRCL3' les 6, 8 et 10 décembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association INSTITUT DE RECHERCHE IRCL les 06, 08 et 10/12/2021, moyennant une redevance de 90 €.

N°VD2021-480 - Direction Architecture et Immobilier

Décision relative à une convention d'occupation précaire entre la Ville de Montpellier et Monsieur Hakimullah GHAZNIWAL - 750 route de Mende

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature d'une convention d'occupation précaire avec Monsieur Hakimullah GHAZNIWAL afin de le loger avec sa famille venant d'Afghanistan, à titre gratuit, jusqu'au 31/12/2021.

N°VD2021-481 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'CONSPECTUS' le 24 octobre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association CONSPECTUS le 24/10/2021, moyennant une redevance de 15 €.

N°VD2021-482 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'Corée' Graphie ' du 8 au 14 novembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association COREE' GRAPHIE du 08 au 14/11/2021, moyennant une redevance de 420 €.

N°VD2021-483 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en Justice "Requête n°2105237-3 - Ressources Humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats MB AVOCATS consécutivement au dépôt de la requête n°2105237-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 6 octobre 2021 par un Agent de la Ville contre l'arrêté en date du 5 août 2021 notifié le 23 août 2021 aux termes duquel le Maire l'a suspendu de ses fonctions.

N°VD2021-484 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'Nadalencia ' les 5 et 11 décembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association NADALENCA les 5 et 11/12/2021, moyennant une redevance de 60 €.

N°VD2021-485 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Du Vent dans la Voix ' les 19 octobre et 14 décembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association DU VENT DANS LA VOIX les 19/10 et 14/12/2021, moyennant une redevance de 60 €.

N°VD2021-486 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Guitares plus ' le 7 décembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association GUITARES PLUS le 7/12/2021, moyennant une redevance de 30 €.

N°VD2021-498 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' What the Fest Production ' du 28 octobre au 1er novembre 2021

Objet : Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association WHAT THE FEST PRODUCTION du 28/10 au 01/11/2021, moyennant une redevance de 630 €.